

MADAGASCAR

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUE LOCALISÉE, ET UN NIVEAU DE MALNUTRITION EN ACCALMIE TEMPORAIRE, DANS LES ZONES LES PLUS VULNÉRABLES, PUIS RISQUE DE DÉTÉRIORATION JUSQU'EN AVRIL 2027'

ANALYSE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË ET DE LA MALNUTRITION AIGUË DE L'IPC

MARS 2026 – AVRIL 2027

Publié 15 juillet 2026

L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË ACTUELLE (MARS - MAI 2026)

2,57M 8% de la population analysée Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5	0 Catastrophe
	Phase 4	25 000 Urgence
	Phase 3	2 548 000 Crise
	Phase 2	11 109 000 Stress
	Phase 1	19 002 000 Sécurité alimentaire

LA MALNUTRITION AIGUË ACTUELLE (MAI 2026 - AVRIL 2027)

 501 793 Nombre d'enfants de 6-59 mois malnutris aigus AYANT BESOIN D'UN TRAITEMENT	Malnutrition aiguë sévère (MAS)	78 477
	Malnutrition aiguë modérée (MAM)	423 316
	 20 834 Femmes enceintes ou allaitantes malnutries aiguës AYANT BESOIN D'UN TRAITEMENT	

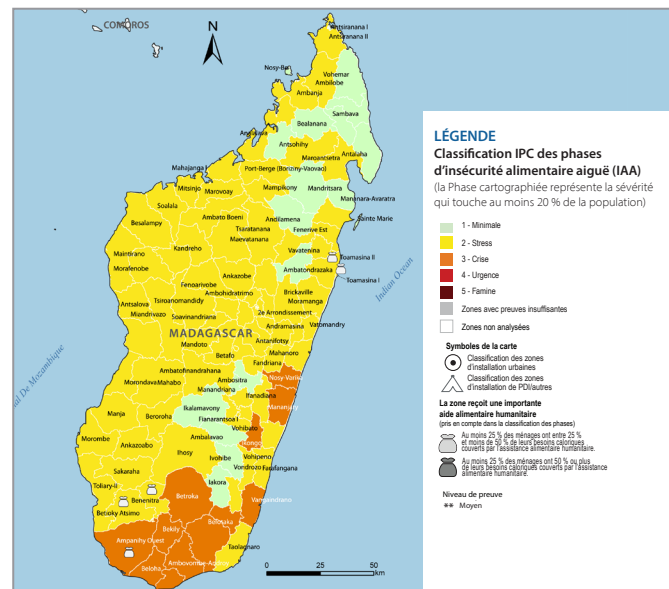
Vue d'ensemble

À l'échelle nationale, l'insécurité alimentaire aiguë (IAA) reste concentrée dans des zones spécifiques, sans traduire une crise généralisée. En période actuelle, environ 2,57 millions de personnes, soit près de 8 % de la population analysée, sont classées en Phase 3 de l'IPC IAA ou plus (Crise ou pire), dont environ 25 000 personnes en Phase 4 de l'IPC IAA (Urgence). Aucune population n'est classée en Phase 5 de l'IPC IAA (Catastrophe). Les foyers les plus préoccupants se situent principalement dans le Grand Sud, notamment à Ampanihy Ouest, Ambovombe-Androy, Tsihombe, Beloha, Bekily, Amboasary Atsimo et Antanimora Sud, sous l'effet combiné de récoltes faibles, de stocks limités, de prix élevés, de contraintes d'accès à l'eau, de revenus insuffisants et d'une forte fragilité des moyens d'existence.

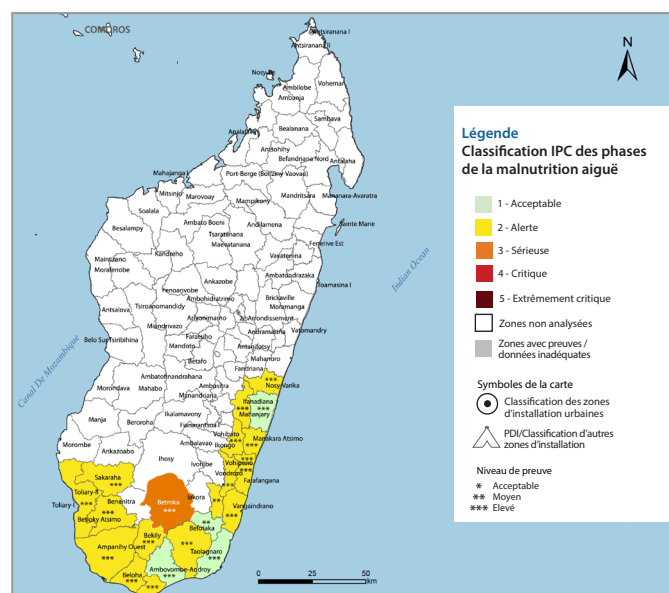
En Projection 1, l'ampleur nationale de l'insécurité alimentaire aiguë devrait reculer temporairement, avec environ 2,12 millions de personnes en Phase 3 ou plus, grâce à une amélioration post-récolte partielle dans plusieurs zones. Toutefois, cette baisse globale masque une aggravation localisée de la sévérité dans le Grand Sud, où la population en Phase 4 passerait d'environ 25 000 à 183 000 personnes. La Projection 2 constitue la période la plus critique, avec environ 3,72 millions de personnes en Phase 3 ou plus, dont près de 426 000 en Phase 4. Cette détérioration serait portée par la soudure, l'épuisement des stocks, la dépendance accrue aux marchés, les prix élevés, les effets différés des cyclones Fytia et Gezani, le risque climatique défavorable lié à El Niño et la couverture insuffisante de l'assistance.

Dans les zones analysées du Grand Sud et du Grand Sud-Est, la situation nutritionnelle reste fragile. La période actuelle, de mai à septembre 2026, montre une amélioration relative et temporaire, soutenue par les récoltes récentes, certaines disponibilités vivrières locales et la poursuite des interventions nutritionnelles et sanitaires.

Insécurité alimentaire aiguë actuelle mars - mai 2026



Malnutrition aiguë actuelle mai - septembre 2026



Toutefois, cette accalmie demeure limitée : la majorité des districts est classée en Phase 2 de l'IPC MNA (Alerte), tandis que Betroka constitue le principal foyer de sévérité en Phase 3 de l'IPC MNA (Sérieuse), en raison d'une malnutrition aiguë globale (MAG) élevée et de la convergence entre faible qualité de l'alimentation, morbidité infantile élevée, accès limité à l'eau potable, assainissement très insuffisant et faible couverture de certains services préventifs.

La situation devrait se détériorer progressivement entre octobre 2026 et avril 2027. En Projection 1 (octobre 2026 à janvier 2027), plusieurs districts du Grand Sud, notamment Amboasary Atsimo, Betioky Atsimo et Sakaraha, devraient basculer en Phase 3, tandis que Betroka s'y maintiendrait. Dans le Grand Sud-Est, l'enclavement saisonnier, les difficultés d'accès aux marchés et aux services, ainsi que la recrudescence du paludisme, des diarrhées et des infections respiratoires aiguës devraient entraîner le passage en Phase 3 de plusieurs districts, dont Ifanadiana, Ikongo, Vangaindrano, Midongy-Atsimo et Vondrozo. En Projection 2 (février à avril 2027), la situation resterait préoccupante, avec une concentration accrue de districts en Phase 2 et Phase 3, sous l'effet du pic de soudure, des prix élevés, des déficits pluviométriques dans le Sud, de l'enclavement dans le Sud-Est et des contraintes d'accès aux services de santé, de nutrition et d'Eau, Hygiène et Assainissement (EHA).

En synthèse, l'analyse conjointe montre une situation alimentaire et nutritionnelle non généralisée à l'échelle nationale, mais fortement préoccupante dans les zones vulnérables du Grand Sud et du Grand Sud-Est. L'enjeu principal est double : contenir l'aggravation de l'insécurité alimentaire dans les districts du Grand Sud exposés à l'Urgence (Phase 4 de l'IPC IAA), et prévenir le basculement nutritionnel des districts en Phase 2 de l'IPC MNA (Alerte) vers la Phase 3 de l'IPC MNA (Sérieuse). La continuité des interventions alimentaires, nutritionnelles, sanitaires et Eau, Hygiène et Assainissement sera déterminante pour limiter la détérioration attendue entre octobre 2026 et avril 2027.

Facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire aiguë



Faiblesse des stocks alimentaires des ménages pauvres

Dans le Grand Sud, notamment à Ampanihy Ouest, Ambovombe-Androy, Tsihombe, Beloha, Bekily, Amboasary Atsimo et Antanimora Sud, les stocks alimentaires des ménages pauvres restent faibles ou déjà entamés. Cette situation s'explique par des récoltes insuffisantes, des capacités limitées de conservation et une faible reconstitution des réserves. Elle réduit l'autoconsommation et accroît précocement la dépendance aux marchés. Dans certaines zones du Grand Sud-Est et de l'Est, notamment Farafangana, Vondrozo, Midongy-Atsimo, Mahanoro et Toamasina II, les stocks existent encore localement, mais restent inégalement répartis. Les ménages pauvres y demeurent exposés à une érosion rapide de leurs réserves.



Accès économique limité à l'alimentation

La hausse ou le maintien à un niveau élevé des prix des denrées de base limite fortement l'accès alimentaire des ménages pauvres, surtout dans les zones déficitaires, enclavées ou fortement dépendantes des marchés. Ce facteur est particulièrement marqué dans le Grand Sud, où les productions propres ne couvrent pas les besoins des ménages vulnérables. Il concerne également l'Est et le Grand Sud-Est, où les revenus agricoles, journaliers, halieutiques ou issus des cultures de rente ne compensent pas toujours le coût des denrées alimentaires, du transport et des autres dépenses essentielles.



Production agricole insuffisante ou inégalement favorable

La période actuelle bénéficie localement des effets des récoltes, mais cette amélioration reste très inégale. Dans certaines zones rizicoles, à tubercules ou à bananes, la disponibilité alimentaire s'améliore temporairement. En revanche, dans le Grand Sud, les faibles rendements, les déficits hydriques, la dépendance aux cultures pluviales et les pertes localisées limitent l'effet positif des récoltes. Dans le Grand Sud-Est et l'Est, les cultures vivrières et de rente soutiennent encore une partie des ménages, mais les effets des chocs antérieurs sur les cultures, les infrastructures, les marchés et les revenus continuent de peser sur les plus pauvres.



Fragilité des revenus et des moyens d'existence

Les ménages les plus vulnérables disposent de revenus faibles, irréguliers et très sensibles aux chocs. Dans le Grand Sud, les opportunités de travail agricole, la vente de petits animaux, la migration de travail et les petits commerces restent insuffisants pour compenser les déficits de production et les prix élevés. Dans l'Est et le Grand Sud-Est, la baisse ou l'irrégularité des revenus issus des cultures de rente, du travail agricole, de la pêche ou du petit commerce réduit la capacité d'achat. Cette fragilité pousse certains ménages à recourir à l'endettement, à la réduction des dépenses essentielles, à la vente d'actifs ou à des stratégies d'adaptation susceptibles d'éroder leurs moyens d'existence.



Effets persistants des chocs climatiques et agricoles

Les chocs climatiques récents ou récurrents continuent d'influencer la situation. Dans le Grand Sud, la sécheresse, les déficits pluviométriques et la pression sur l'eau affectent les cultures, les pâturages, l'élevage et les revenus. Dans l'Est, le Grand Sud-Est et certaines zones côtières, les cyclones, les fortes pluies, les inondations localisées et la dégradation des infrastructures rurales perturbent la production, les marchés, la pêche, les cultures de rente et les revenus. Ces chocs n'entraînent pas partout une Phase 3 généralisée, mais ils entretiennent des poches de vulnérabilité et expliquent la persistance de ménages en Stress (Phase 2), en Crise (Phase 3) ou, localement, en Urgence (Phase 4).

Facteurs déterminants de la malnutrition aiguë



Faible qualité de l'alimentation des enfants et des femmes

La malnutrition aiguë est fortement liée à une alimentation insuffisamment diversifiée, notamment chez les enfants de 6 à 23 mois et chez les femmes. Même lorsque la quantité minimale de nourriture est partiellement maintenue, la qualité des repas reste souvent faible, avec une consommation limitée d'aliments riches en protéines, en micronutriments et en aliments protecteurs. Cette situation réduit la capacité des enfants à maintenir un état nutritionnel adéquat, surtout pendant la soudure ou en cas de maladie.



Morbidité infantile persistante

La recrudescence des maladies infantiles constitue un facteur aggravant majeur de la malnutrition aiguë. Les diarrhées, le paludisme, la fièvre et les infections respiratoires aiguës contribuent directement à la détérioration de l'état nutritionnel des enfants, en réduisant l'appétit, l'absorption des nutriments et la capacité de récupération. L'interaction entre alimentation inadéquate et maladie constitue ainsi l'un des mécanismes centraux de la détérioration nutritionnelle, particulièrement pendant la saison des pluies et la période de soudure.



Conditions EHA défavorables

Les mauvaises conditions d'eau, d'hygiène et d'assainissement demeurent un déterminant majeur de la malnutrition aiguë. L'accès limité à l'eau potable, le faible accès à l'assainissement amélioré et la défécation à l'air libre favorisent les maladies diarrhéiques et les infections répétées. Ces facteurs sont particulièrement préoccupants dans les districts où les services de base sont faibles, les localités enclavées ou les zones soumises à des tensions sur l'eau.



Accès insuffisant aux services de santé et de nutrition

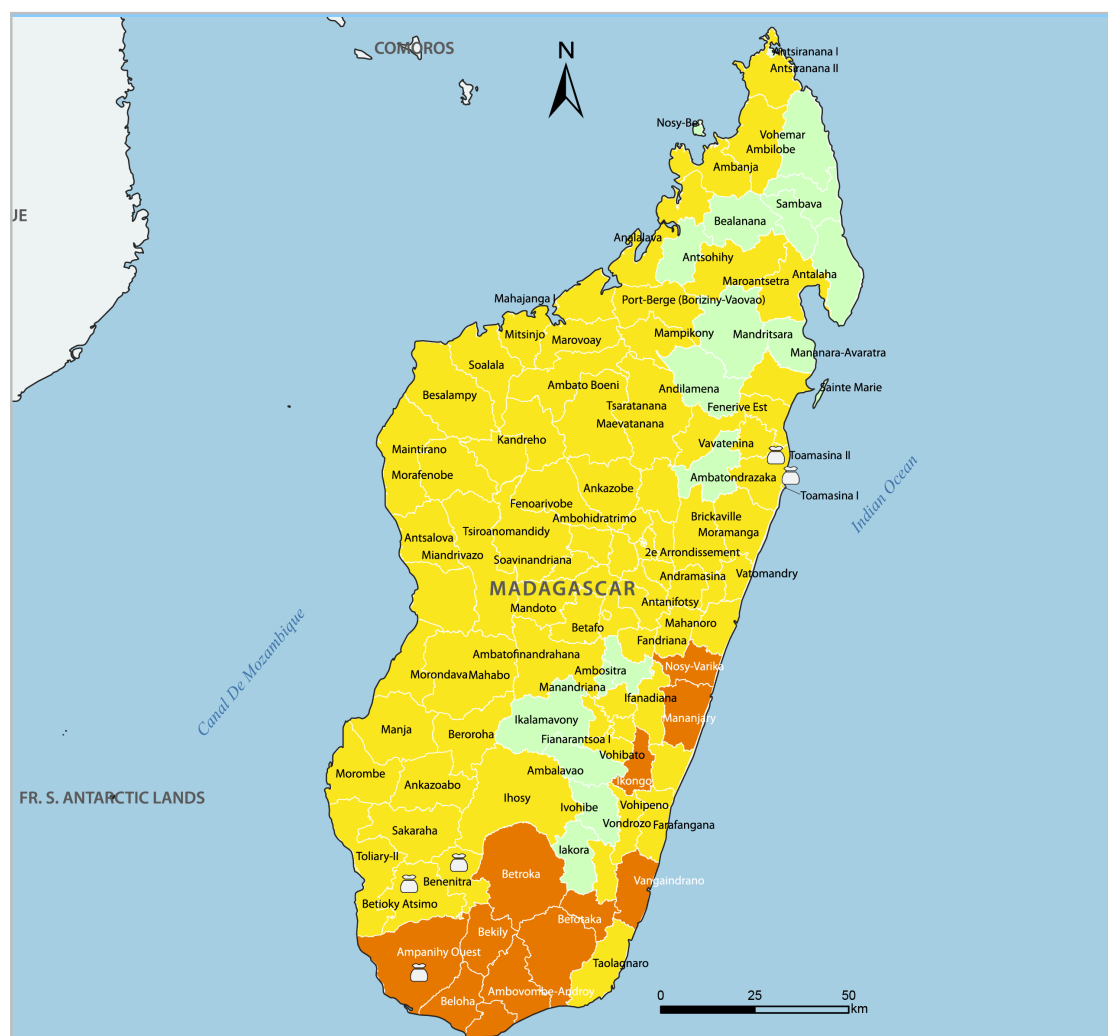
La couverture incomplète des services préventifs et curatifs réduit les facteurs protecteurs contre la malnutrition aiguë. Les insuffisances de vaccination, de supplémentation en vitamine A, de déparasitage, de dépistage actif, de prise en charge communautaire et de disponibilité des intrants nutritionnels peuvent limiter la prévention, la détection précoce et le traitement des cas de malnutrition aiguë. Les difficultés d'accès physique aux services pendant la saison des pluies, notamment dans le Grand Sud-Est, peuvent accentuer ces contraintes.



Vulnérabilité alimentaire et économique des ménages pauvres

Les ménages pauvres et très pauvres restent les plus exposés à la malnutrition aiguë, car ils cumulent faible pouvoir d'achat, faible diversité alimentaire, accès limité aux services, exposition aux maladies et faible capacité d'adaptation. Lorsque les stocks diminuent, que les prix augmentent ou que les revenus se contractent, ces ménages réduisent d'abord la qualité de l'alimentation, puis la quantité ou la fréquence des repas, ce qui accroît le risque nutritionnel chez les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes ou allaitantes.

CARTE DE LA POPULATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË ACTUELLE (MARS – MAI 2026)



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones avec preuves insuffisantes
- Zones non analysées

Symboles de la carte

- Classification des zones d'installation urbaines
- Classification des zones d'installation de PDI/autres

La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire

(pris en compte dans la classification des phases)

- Au moins 25 % des ménages ont entre 25 % et moins de 50 % de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire.
- Au moins 25 % des ménages ont 50 % ou plus de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire.

Niveau de preuve

** Moyen

TABLEAU DE LA POPULATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË ACTUELLE (MARS – MAI 2026)

Région	District	Population totale	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#pers.	%	#pers.	%	#pers.	%	#pers.	%	#pers.	%		#pers.	%
ALAOIRA MANGORO	Ambatondrazaka	452,374	384,518	85	67,856	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Amparafaravola	407,491	305,618	75	81,498	20	20,375	5	0	0	0	0	P2	20,375	5
	Andilamena	132,319	112,471	85	19,848	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Anosibe-An'ala	143,285	100,300	70	35,821	25	7,164	5	0	0	0	0	P2	7,164	5
	Moramanga	443,895	266,337	60	155,363	35	22,195	5	0	0	0	0	P2	22,195	5
	Sub Totals	1,579,364	1,169,244	74	360,386	23	49,734	3	0	0	0	0		49,734	3
AMBATOSOA	Mananara-Avaratra	295,830	251,456	85	44,375	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Maroantsetra	310,017	201,511	65	108,506	35	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Sub Totals	605,847	452,967	75	152,881	25	0	0	0	0	0	0		0	0
AMORONIMANIA	Ambatofinandrahana	258,714	116,421	45	129,357	50	12,936	5	0	0	0	0	P2	12,936	5
	Ambositra	355,360	302,056	85	53,304	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Fandriana	258,846	129,423	50	116,481	45	12,942	5	0	0	0	0	P2	12,942	5
	Manandriana	126,596	107,607	85	18,989	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Sub Totals	999,516	655,507	66	318,131	32	25,878	3	0	0	0	0		25,878	3
ANALAMANGA	1er Arrondissement	293,122	175,873	60	102,593	35	14,656	5	0	0	0	0	P2	14,656	5
	2e Arrondissement	241,140	144,684	60	84,399	35	12,057	5	0	0	0	0	P2	12,057	5
	3e Arrondissement	155,847	93,508	60	54,546	35	7,792	5	0	0	0	0	P2	7,792	5
	4e Arrondissement	366,448	256,514	70	91,612	25	18,322	5	0	0	0	0	P2	18,322	5
	5e Arrondissement	384,737	250,079	65	115,421	30	19,237	5	0	0	0	0	P2	19,237	5
	6e Arrondissement	174,443	122,110	70	43,611	25	8,722	5	0	0	0	0	P2	8,722	5
	Ambohidratrimo	556,475	278,238	50	250,414	45	27,824	5	0	0	0	0	P2	27,824	5
	Andramasina	211,866	137,713	65	63,560	30	10,593	5	0	0	0	0	P2	10,593	5
	Anjozorobe	284,475	213,356	75	56,895	20	14,224	5	0	0	0	0	P2	14,224	5
	Ankazobe	246,207	160,035	65	73,862	30	12,310	5	0	0	0	0	P2	12,310	5
	Antananarivo Atsimondrano	809,314	404,657	50	364,191	45	40,466	5	0	0	0	0	P2	40,466	5
	Antananarivo Avaradrano	566,230	311,427	55	226,492	40	28,312	5	0	0	0	0	P2	28,312	5
	Manjakandriana	277,277	166,366	60	97,047	35	13,864	5	0	0	0	0	P2	13,864	5
	Sub Totals	4,567,581	2,714,560	59	1,624,643	36	228,379	5	0	0	0	0		228,379	5

ANALANJIROFO	Fenerive Est	361,905	253,333	70	90,476	25	18,095	5	0	0	0	0	P2	18,095	5
	Sainte Marie	32,564	29,308	90	3,256	10	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Soanierana Ivongo	176,457	114,697	65	44,114	25	17,646	10	0	0	0	0	P2	17,646	10
	Vavatenina	241,557	181,168	75	48,311	20	12,078	5	0	0	0	0	P2	12,078	5
	Sub Totals	812,483	578,506	71	186,157	23	47,819	6	0	0	0	0		47,819	6
ANDROY	Ambovombe-Androy	290,514	87,154	30	87,154	30	101,680	35	14,526	5	0	0	P3	116,206	40
	Antanimora Sud	201,529	40,306	20	100,765	50	60,459	30	0	0	0	0	P3	60,459	30
	Bekily	321,477	80,369	25	128,591	40	112,517	35	0	0	0	0	P3	112,517	35
	Beloha	210,029	31,504	15	105,015	50	73,510	35	0	0	0	0	P3	73,510	35
	Tsihombe	203,304	30,496	15	81,322	40	81,322	40	10,165	5	0	0	P3	91,487	45
	Sub Totals	1,226,853	269,829	22	502,847	41	429,488	35	24,691	2	0	0		454,179	37
ANOSY	Amboasary-Atsimo	322,760	80,690	25	129,104	40	112,966	35	0	0	0	0	P3	112,966	35
	Betroka	264,830	119,174	45	92,691	35	52,966	20	0	0	0	0	P3	52,966	20
	Taolagnaro	428,897	214,449	50	171,559	40	42,890	10	0	0	0	0	P2	42,890	10
	Sub Totals	1,016,487	414,313	41	393,354	39	208,822	21	0	0	0	0		208,822	21
ATSIMO ANDREFANA	Ampanihy Ouest	528,651	105,730	20	264,326	50	158,595	30	0	0	0	0	P3	158,595	30
	Ankazoabo	94,740	47,370	50	42,633	45	4,737	5	0	0	0	0	P2	4,737	5
	Benenitra	58,134	29,067	50	23,254	40	5,813	10	0	0	0	0	P2	5,813	10
	Beroroha	91,294	41,082	45	45,647	50	4,565	5	0	0	0	0	P2	4,565	5
	Betioky Atsimo	409,750	204,875	50	163,900	40	40,975	10	0	0	0	0	P2	40,975	10
	Morombe	289,543	115,817	40	130,294	45	43,431	15	0	0	0	0	P2	43,431	15
	Sakaraha	199,727	79,891	40	99,864	50	19,973	10	0	0	0	0	P2	19,973	10
	Toliary-I	225,275	135,165	60	78,846	35	11,264	5	0	0	0	0	P2	11,264	5
	Toliary-II	490,315	220,642	45	220,642	45	49,032	10	0	0	0	0	P2	49,032	10
	Sub Totals	2,387,429	979,639	41	1,069,406	45	338,385	14	0	0	0	0		338,385	14
ATSIMO ATSINANANA	Befotaka	71,641	17,910	25	39,403	55	14,328	20	0	0	0	0	P3	14,328	20
	Farafangana	538,586	107,717	20	350,081	65	80,788	15	0	0	0	0	P2	80,788	15
	Midongy-Atsimo	63,311	22,159	35	31,656	50	9,497	15	0	0	0	0	P2	9,497	15
	Vangaindrano	471,165	141,350	30	235,583	50	94,233	20	0	0	0	0	P3	94,233	20
	Vondrozo	216,664	75,832	35	108,332	50	32,500	15	0	0	0	0	P2	32,500	15
	Sub Totals	1,361,367	364,968	27	765,055	56	231,346	17	0	0	0	0		231,346	17

ATSINANANA	Antanambao Manampontsy	75,942	22,783	30	41,768	55	11,391	15	0	0	0	0	P2	11,391	15
	Brickaville	261,027	130,514	50	117,462	45	13,051	5	0	0	0	0	P2	13,051	5
	Mahanoro	349,733	139,893	40	174,867	50	34,973	10	0	0	0	0	P2	34,973	10
	Marolambo	205,342	71,870	35	102,671	50	30,801	15	0	0	0	0	P2	30,801	15
	Toamasina I	400,661	200,331	50	160,264	40	40,066	10	0	0	0	0	P2	40,066	10
	Toamasina II	321,127	160,564	50	128,451	40	32,113	10	0	0	0	0	P2	32,113	10
	Vatomandry	208,932	52,233	25	135,806	65	20,893	10	0	0	0	0	P2	20,893	10
	Sub Totals	1,822,764	778,188	43	861,289	47	183,288	10	0	0	0	0		183,288	10
BETSIBOKA	Kandreho	33,885	16,943	50	15,248	45	1,694	5	0	0	0	0	P2	1,694	5
	Maevatanana	292,877	161,082	55	117,151	40	14,644	5	0	0	0	0	P2	14,644	5
	Tsaratanana	189,596	94,798	50	85,318	45	9,480	5	0	0	0	0	P2	9,480	5
	Sub Totals	516,358	272,823	53	217,717	42	25,818	5	0	0	0	0		25,818	5
BOENY	Ambato Boeni	348,631	191,747	55	104,589	30	52,295	15	0	0	0	0	P2	52,295	15
	Mahajanga I	323,000	193,800	60	113,050	35	16,150	5	0	0	0	0	P2	16,150	5
	Mahajanga II	125,641	62,821	50	43,974	35	18,846	15	0	0	0	0	P2	18,846	15
	Marovoay	262,218	196,664	75	65,555	25	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Mitsinjo	114,457	45,783	40	51,506	45	17,169	15	0	0	0	0	P2	17,169	15
	Soalala	55,074	19,276	35	27,537	50	8,261	15	0	0	0	0	P2	8,261	15
	Sub Totals	1,229,021	710,091	58	406,211	33	112,721	9	0	0	0	0		112,721	9
BONGOLAVA	Fenoarivobe	254,078	165,151	65	76,223	30	12,704	5	0	0	0	0	P2	12,704	5
	Tsiroanomandidy	691,229	552,983	80	138,246	20	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Sub Totals	945,307	718,134	76	214,469	23	12,704	1	0	0	0	0		12,704	1
DIANA	Ambanja	318,185	175,002	55	127,274	40	15,909	5	0	0	0	0	P2	15,909	5
	Ambilobe	374,275	299,420	80	74,855	20	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Antsiranana I	175,272	148,981	85	26,291	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Antsiranana II	174,922	96,207	55	52,477	30	26,238	15	0	0	0	0	P2	26,238	15
	Nosy-Be	146,275	124,334	85	21,941	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Sub Totals	1,188,929	843,944	71	302,838	25	42,147	4	0	0	0	0		42,147	4
FITOVINANY	Ikongo	249,644	87,375	35	112,340	45	49,929	20	0	0	0	0	P3	49,929	20
	Manakara Atsimo	468,374	140,512	30	257,606	55	70,256	15	0	0	0	0	P2	70,256	15
	Vohipeno	177,158	62,005	35	88,579	50	26,574	15	0	0	0	0	P2	26,574	15
	Sub Totals	895,176	289,892	32	458,525	51	146,759	16	0	0	0	0		146,759	16

IHOROMBE	Iakora	81,400	69,190	85	12,210	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Ihosal	426,855	341,484	80	85,371	20	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Ivohibe	101,194	86,015	85	15,179	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Sub Totals	609,449	496,689	81	112,760	19	0	0	0	0	0	0		0	0
ITASY	Arivonimamo	437,872	306,510	70	131,362	30	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Miarinarivo	362,714	272,036	75	90,679	25	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Soavinandriana	309,824	216,877	70	92,947	30	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Sub Totals	1,110,410	795,423	72	314,988	28	0	0	0	0	0	0		0	0
MATSIATRA AMBONY	Ambalavao	367,246	312,159	85	55,087	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Ambohimahaso	332,852	133,141	40	166,426	50	33,285	10	0	0	0	0	P2	33,285	10
	Fianarantsoa I	232,253	174,190	75	58,063	25	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Ikalamavony	153,692	130,638	85	23,054	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Isandra	184,746	101,610	55	64,661	35	18,475	10	0	0	0	0	P2	18,475	10
	Lalangina	224,556	145,961	65	78,595	35	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Vohibato	274,938	178,710	65	82,481	30	13,747	5	0	0	0	0	P2	13,747	5
	Sub Totals	1,770,283	1,176,409	66	528,367	30	65,507	4	0	0	0	0		65,507	4
MELAKY	Ambatomainity	57,689	34,613	60	20,191	35	2,884	5	0	0	0	0	P2	2,884	5
	Antsalova	76,815	46,089	60	26,885	35	3,841	5	0	0	0	0	P2	3,841	5
	Besalampy	78,485	39,243	50	31,394	40	7,849	10	0	0	0	0	P2	7,849	10
	Maintirano	153,453	76,727	50	69,054	45	7,673	5	0	0	0	0	P2	7,673	5
	Morafeno	46,266	27,760	60	16,193	35	2,313	5	0	0	0	0	P2	2,313	5
	Sub Totals	412,708	224,432	54	163,717	40	24,560	6	0	0	0	0		24,560	6
MENABE	Belo Sur Tsiribihina	176,168	52,850	30	114,509	65	8,808	5	0	0	0	0	P2	8,808	5
	Mahabo	205,333	92,400	45	102,667	50	10,267	5	0	0	0	0	P2	10,267	5
	Manja	141,821	70,911	50	63,819	45	7,091	5	0	0	0	0	P2	7,091	5
	Miandrivazo	209,327	156,995	75	41,865	20	10,466	5	0	0	0	0	P2	10,466	5
	Morondava	201,348	130,876	65	60,404	30	10,067	5	0	0	0	0	P2	10,067	5
	Sub Totals	933,997	504,032	54	383,264	41	46,699	5	0	0	0	0		46,699	5
SAVA	Andapa	268,778	228,461	85	40,317	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Antalaha	329,425	280,011	85	49,414	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Sambava	484,738	412,027	85	72,711	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Vohemar	292,835	248,910	85	43,925	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Sub Totals	1,375,776	1,169,409	85	206,367	15	0	0	0	0	0	0		0	0

SOFIA	Analalava	211,449	158,587	75	42,290	20	10,572	5	0	0	0	0	P2	10,572	5
	Antsohihy	226,779	192,762	85	34,017	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Bealanana	237,139	201,568	85	35,571	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Befandriana Nord	330,890	165,445	50	132,356	40	33,089	10	0	0	0	0	P2	33,089	10
	Mampikony	239,393	167,575	70	59,848	25	11,970	5	0	0	0	0	P2	11,970	5
	Mandritsara	393,731	334,671	85	39,373	10	19,687	5	0	0	0	0	P1	19,687	5
	Port-Berge (Boriziny-Vaovao)	295,277	236,222	80	44,292	15	14,764	5	0	0	0	0	P2	14,764	5
	Sub Totals	1,934,658	1,456,830	75	387,747	20	90,082	5	0	0	0	0		90,082	5
VAKINANKARATRA	Ambatolampy	342,357	222,532	65	102,707	30	17,118	5	0	0	0	0	P2	17,118	5
	Antanifotsy	426,367	341,094	80	85,273	20	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Antsirabe I	297,135	193,138	65	89,141	30	14,857	5	0	0	0	0	P2	14,857	5
	Antsirabe II	540,435	243,196	45	270,218	50	27,022	5	0	0	0	0	P2	27,022	5
	Betafo	386,018	289,514	75	96,505	25	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Faratsiho	267,260	160,356	60	93,541	35	13,363	5	0	0	0	0	P2	13,363	5
	Mandoto	250,133	162,586	65	75,040	30	12,507	5	0	0	0	0	P2	12,507	5
	Sub Totals	2,509,705	1,612,416	64	812,425	32	84,867	3	0	0	0	0		84,867	3
VATOVAVY	Ifanadiana	215,530	140,095	65	53,883	25	21,553	10	0	0	0	0	P2	21,553	10
	Mananjary	343,074	120,076	35	154,383	45	68,615	20	0	0	0	0	P3	68,615	20
	Nosy-Varika	313,533	94,060	30	156,767	50	62,707	20	0	0	0	0	P3	62,707	20
	Sub Totals	872,137	354,231	41	365,033	42	152,875	18	0	0	0	0		152,875	18
Grand Totals	Grand Totals	32,683,605	19,002,476	58	11,108,577	34	2,547,878	8	24,691	0	0	0		2,572,569	8

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.

VUE D'ENSEMBLE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË ACTUELLE (MARS - MAI 2026)

L'analyse nationale de la période mars-mai 2026 met en évidence une insécurité alimentaire aiguë préoccupante, mais non généralisée. Sur une population analysée d'environ 32,68 millions de personnes dans 120 districts, environ 2,57 millions de personnes sont classées en Phase 3 ou plus, soit près de 8 % de la population analysée. Parmi elles, environ 2,55 millions de personnes sont en Phase 3 de l'IPC (Crise) et 24 691 personnes en Phase 4 de l'IPC (Urgence). Aucune population n'est classée en Phase 5 de l'IPC (Catastrophe). La majorité du pays reste donc en Phase 1 de l'IPC (Minimale) ou Phase 2 de l'IPC (Stress), mais la situation demeure critique dans plusieurs foyers géographiques où les chocs climatiques, agricoles et économiques se superposent.

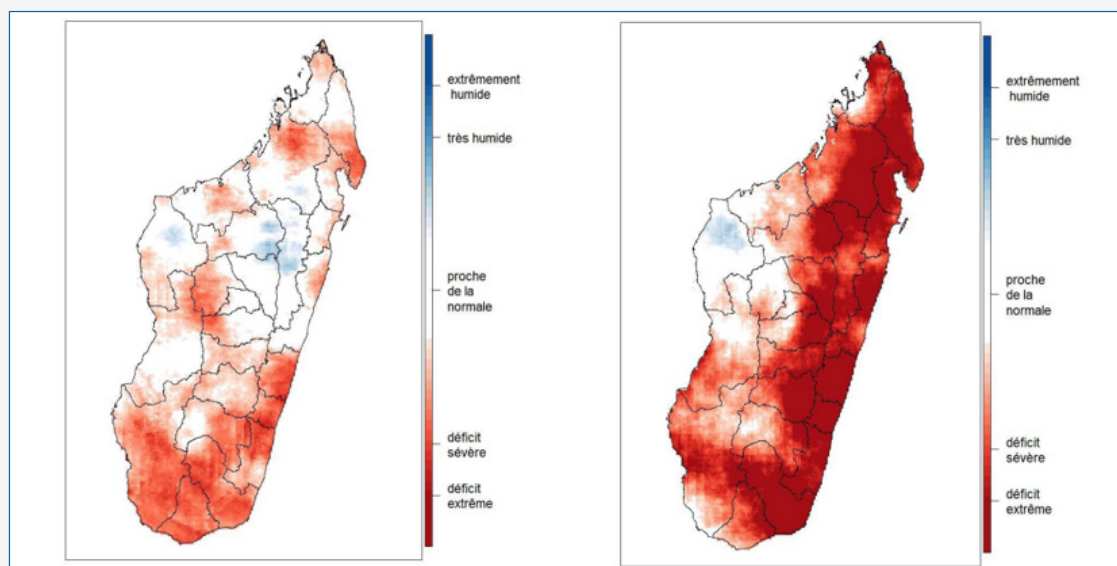
La sévérité se concentre d'abord dans le Grand Sud. Treize districts sont classés en Phase 3; les seules poches de Phase 4 se situent dans l'Androy, à Ambovombe-Androy avec 14 526 personnes en Urgence et à Tsihombe avec 10 165 personnes. Les régions les plus affectées sont l'Androy, où 37 % de la population analysée est en Phase 3 ou plus, l'Anosy avec 21 %, Vatovavy avec 18 %, Atsimo Atsinanana avec 17 %, Fitovinany avec 16 %, Atsimo Andrefana avec 14 % et Atsinanana avec 10 %. Cette géographie confirme une crise principalement rurale et méridionale, avec des extensions visibles vers le Grand Sud-Est, la côte Est et certaines zones du Boeny.

Dans le Grand Sud, les districts les plus préoccupants sont Tsihombe, avec 45 % de sa population en Phase 3 ou plus, Ambovombe-Androy avec 40 %, Bekily, Beloha et Amboasary Atsimo avec 35 %, puis Antanimora Sud et Ampanihy Ouest avec 30 %. En effectifs absolus, Ampanihy Ouest concentre environ 158 600 personnes en Phase 3 ou plus, suivi d'Ambovombe-Androy, Amboasary Atsimo et Bekily. Hors Grand Sud, plusieurs districts présentent déjà des niveaux significatifs de Crise, notamment Vangaindrano, Befotaka, Ikongo, Mananjary et Nosy-Varika, avec environ 20 % de leur population en Phase 3 ou plus.

La sécheresse dans le Grand Sud reste un facteur déterminant majeur, non seulement comme aléa ponctuel, mais comme contrainte structurelle. Sur la période mars-mai 2026, son intensité doit être lue à travers ses impacts : déficit ou irrégularité des pluies, baisse des rendements, faiblesse des pâturages, pression accrue sur les points d'eau, réduction des opportunités de travail agricole et faible reconstitution des stocks. Les districts de l'Androy, de l'Anosy Sud et de l'Atsimo Andrefana restent les plus sensibles à cette contrainte hydrique. Dans ces zones, même lorsque quelques pluies ou récoltes locales sont observées, elles ne suffisent pas à compenser les pertes cumulées et la faible capacité d'autoproduction des ménages pauvres.

Les cartes SPI confirment une forte hétérogénéité pluviométrique. Selon Météo Madagascar, le SPI1 d'avril 2026 montre des conditions plus sèches que la normale dans la partie Est du pays, alors que l'Ouest a connu des conditions proches de la normale ou légèrement plus humides. Le SPI3, qui compare le cumul de février à avril 2026 à la normale, montre quant à lui un déficit pluviométrique sur la majeure partie du pays, sauf dans l'Ouest. Ces signaux sont cohérents avec la baisse des récoltes observée ou attendue dans le Grand Sud, le Sud-Ouest et certaines zones du Sud et de l'intérieur, où la disponibilité en eau est restée insuffisante pour soutenir correctement les cultures pluviales.

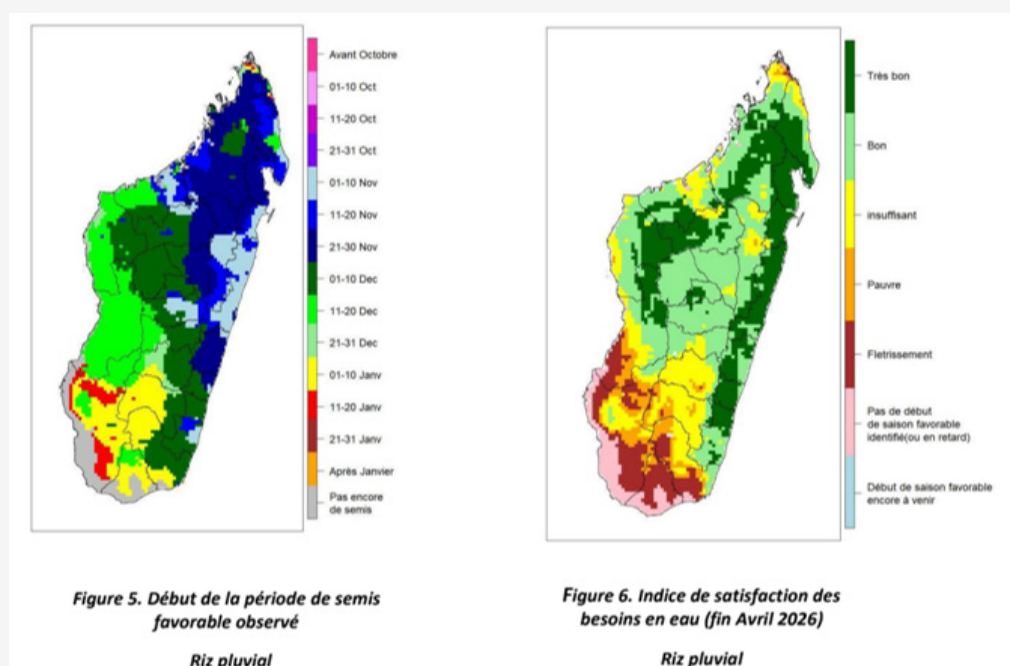
Figure 1. Indices SPI1 et SPI3 en avril 2026 (Météo Madagascar).



Source : Bulletin agrométéorologique mensuel, Météo Madagascar, publié le 12 mai 2026.

Les produits de suivi cultural confirment cette lecture. À la fin d'avril 2026, l'indice de satisfaction des besoins en eau indique une variabilité spatiale marquée. Pour le riz pluvial, des conditions insuffisantes persistent dans certaines parties du Sud-Ouest et dans la région d'Androy. Pour le maïs pluvial, Météo Madagascar signale également des insuffisances dans l'Androy, le Sud-Ouest, le Menabe et l'Anosy, avec un risque de flétrissement et donc de baisse de rendement. Ces éléments appuient directement l'explication des déficits de production agricole qui alimentent l'insécurité alimentaire dans les zones les plus fragiles.

Figure 2. Début de la période de semis favorable et indice de satisfaction des besoins en eau du riz pluvial (fin avril 2026).



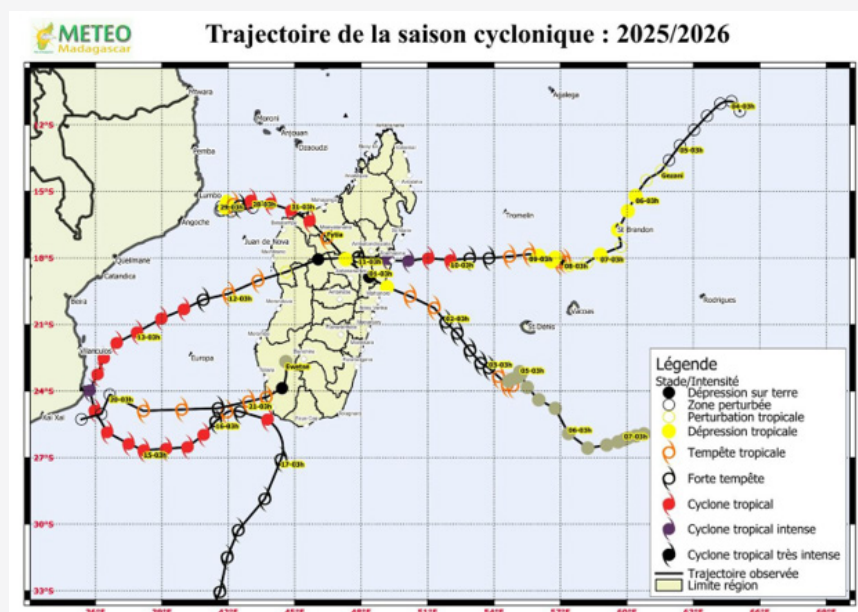
Source : Bulletin agrométéorologique mensuel, Météo Madagascar, publié le 12 mai 2026.

La période actuelle correspond normalement à une phase de récolte ou de post-récolte, qui devrait réduire la pression alimentaire. Cet effet stabilisateur existe dans plusieurs zones productrices, notamment dans certains bassins rizicoles et zones à tubercules. Toutefois, il reste insuffisant dans les districts les plus touchés. Dans le Grand Sud, les récoltes demeurent faibles, les stocks sont limités et les ménages pauvres dépendent rapidement des marchés. Dans les zones affectées par les cyclones, les dégâts sur les cultures, les infrastructures et les moyens d'existence réduisent aussi la capacité des ménages à convertir la période de récolte en réelle amélioration alimentaire. Cette lecture est cohérente avec les produits officiels de Météo Madagascar : le SPI3 de février à avril 2026 montre un déficit pluviométrique sur la majeure partie du pays, tandis que l'indice de satisfaction des besoins en eau reste insuffisant dans l'Androy et certaines parties du Sud-Ouest.

Les cyclones Fytia et Gezani constituent un second facteur majeur de détérioration. Fytia, cyclone tropical intense de catégorie 3, a touché le Nord-Ouest début février 2026, avec des vents soutenus de 130 à 150 km/h, des rafales jusqu'à 185 km/h et des précipitations de 250 à 450 mm en 48 heures. Il a fortement affecté les périmètres rizicoles irrigués du delta de la Betsiboka et les zones d'élevage du Boeny et du Melaky. Gezani, cyclone tropical très intense de catégorie 4, a frappé la côte Est quelques jours plus tard avec des vents soutenus de 175 à 200 km/h, des rafales pouvant atteindre 250 km/h et des pluies de 350 à 600 mm en 48 heures, jusqu'à 800 mm sur les reliefs. Gezani a constitué l'événement le plus intense de la saison 2025-2026 et a particulièrement affecté les cultures de rente, les communautés de pêcheurs, les infrastructures et les zones intérieures de l'Alaotra. Cette détérioration s'inscrit dans une séquence cyclonique plus large incluant aussi Ewetse en janvier 2026, ce qui renforce l'explication des inondations, des pertes de cultures et des perturbations logistiques dans plusieurs zones.

À l'inverse, l'excès de pluie et les inondations localisées s'expliquent par la combinaison de fortes précipitations sur certains secteurs et du passage de plusieurs systèmes tropicaux. Les données de suivi des cyclones dans IBTrACS indiquent qu'Ewetse a touché Madagascar le 21 janvier 2026, Fytia le 31 janvier 2026 et Gezani le 10 février 2026. Fytia a atteint une intensité maximale de 99 nœuds et Gezani de 109 nœuds, ce qui confirme la violence des aléas ayant affecté les zones côtières et les bassins de production. La carte ci-dessous synthétise leurs trajectoires et aide à justifier les inondations, les destructions d'infrastructures et les pertes de cultures observées dans les régions touchées.

Figure 3. Trajectoires cycloniques de Ewetse, Fytia et Gezani ayant affecté Madagascar en janvier–février 2026.



Source : DGM

Les dégâts agricoles et productifs liés à ces cyclones sont importants. Les estimations officielles post-désastres indiquent 3 508,0 milliards Ar de dommages et pertes, soit environ 779,6 millions USD, dont 1 120,7 milliards Ar de dommages directs et 2 387,3 milliards Ar de pertes futures. Les cinq districts prioritaires concentrent 94,9 % du total. À l'échelle sectorielle, les pertes agricoles restent dominantes : 100 396 ha de rizières ont été endommagés, soit 40,1 % des superficies déclarées ; 83,6 % des ménages évalués ont été touchés dans leur production rizicole ; le taux de dégâts atteint 70,7 % pour le maïs, 65,1 % pour le manioc, 73,2 % pour la banane et 77,0 % pour les caféiers. Les pertes d'élevage et de pêche aggravent la situation avec 4 437 bovins morts, 97 072 volailles perdues, 4 016 pirogues perdues et 15 594 filets de pêche hors d'usage.

Les zones productrices de riz présentent une situation contrastée. L'Alaotra-Mangoro joue encore un rôle stabilisateur national, car elle concentre environ 12 % à 15 % de la production rizicole du pays. Dans cette zone, les dégâts directs sur le riz sont restés relativement limités dans certains périmètres, mais Gezani a endommagé des infrastructures hydrauliques et des canaux, ce qui fragilise la prochaine campagne. À l'inverse, les périmètres rizicoles du Nord-Ouest, notamment Marovoay, Ambato Boeny, Mitsinjo et Soalala, ont subi des inondations prolongées liées à Fytia. Dans ces zones, les pertes de riz, les dégâts sur les ouvrages hydroagricoles et les difficultés de relance limitent la capacité des ménages à bénéficier pleinement de la période post-récolte.

L'insécurité alimentaire rurale est donc principalement portée par la baisse de production, la faiblesse des stocks, la perte d'actifs agricoles, pastoraux et halieutiques, ainsi que la dépendance accrue aux marchés. Dans les districts ruraux du Grand Sud, les ménages pauvres doivent composer avec une faible disponibilité propre, des revenus réduits, une pression sur l'eau et les pâturages, ainsi qu'un recours accru aux stratégies d'adaptation. Dans le Grand Sud-Est, la côte Est et le Nord-Ouest, les pertes de cultures vivrières, de cultures de rente, de pêche et d'infrastructures rurales réduisent simultanément la disponibilité alimentaire et les revenus.

En milieu urbain, l'insécurité alimentaire relève davantage d'un problème d'accès économique que d'un déficit de disponibilité. Les marchés restent généralement approvisionnés, mais les ménages pauvres sont exposés à la hausse des prix, à la baisse des revenus journaliers, aux coûts de transport, aux inondations urbaines et aux pertes d'activité informelle. Les zones urbaines et périurbaines analysées restent majoritairement en Phase 2, sans Phase 4. Toutefois, des poches de Crise (Phase 3) existent : Toamasina I et Toamasina II présentent environ 10 % de population en Phase 3 ou plus ; Mahajanga II et Antsiranana II atteignent 15 % ; les districts périphériques d'Antananarivo analysés présentent environ 5 % de population en Phase 3 ou plus. Cette situation urbaine traduit une vulnérabilité d'accès, plus qu'une rupture physique de l'offre alimentaire.

L'assistance alimentaire humanitaire atténue partiellement la situation, mais sa couverture reste insuffisante au regard des besoins. En mars 2026, environ 1,18 million de personnes sont planifiées ou assistées ; ce chiffre passe à 1,01 million en avril et à 979 000 en mai, soit une moyenne d'environ 1,05 million de personnes par mois pendant la période actuelle. Rapportée aux 2,57 millions de personnes en Phase 3 ou plus, cette assistance représenterait une couverture théorique maximale d'environ 41 %, sous réserve qu'elle soit entièrement ciblée sur les populations en Phase 3 ou en Phase 4. Les financements de réponse aux cyclones atteignent environ 28,95 millions USD mobilisés, en cours ou promis, dont 23,83 millions USD pour Gezani, 4,18 millions USD pour Fytia et 0,94 million USD pour des réponses combinées Fytia-Gezani. Les financements directement liés à la sécurité alimentaire, à l'agriculture, aux transferts monétaires et à l'assistance alimentaire restent nettement inférieurs à l'ampleur des pertes et des besoins.

La situation macroéconomique accentue la pression. Le taux de change de référence se situe autour de 4 165 Ar/USD au 20 mars 2026. Cette relative stabilisation de l'Ariary face au dollar ne suffit pas à compenser les hausses mondiales des intrants et de l'énergie. Au niveau international, le Brent est passé d'environ 80 USD/baril à 100–119 USD/baril, soit une hausse de 25 % à 49 %. Les coûts de fret maritime ont progressé de 40 % à 60 %, tandis que l'urée est passée d'environ 474 USD/t à 600 USD/t, soit +26,6 %. À Madagascar, cela se traduit par un renchérissement des engrais, du transport, du carburant agricole, du pompage pour l'irrigation et des coûts de reconstitution des moyens d'existence.

La pression acridienne et phytosanitaire constitue un facteur additionnel dans les zones déjà vulnérables du Grand Sud et Sud Ouest. Les opérations antiacridiennes ont permis de traiter ou protéger environ 200 042 ha, avec 367 heures 45 minutes de vol, 32 497 litres de pesticides conventionnels, 58 575 litres d'IGR et 450 kg de biopesticide. Toutefois, les districts de Bekily, Betroka, Ampanihy, Betioky Sud, Morombe, Toliara II, Benenitra et Sakaraha restent exposés à des formes larvaires ou ailées, diffuses ou groupées. Ce risque peut amplifier les pertes agricoles dans le Grand Sud et le Sud-Ouest, en particulier si les ménages pauvres n'ont pas accès aux intrants, aux semences et aux moyens de replantation.

En synthèse, l'insécurité alimentaire aiguë de mars–mai 2026 repose sur une convergence de preuves directes et de facteurs contributifs. Les preuves directes montrent 2,57 millions de personnes en Phase 3 ou plus, 13 districts en Phase 3 et deux poches de Phase 4 dans l'Androy. Les facteurs contributifs expliquent la persistance de la Crise : sécheresse à impact élevé dans le Grand Sud, effets sévères de Fytia et très sévères de Gezani, faiblesse des stocks, pertes agricoles et halieutiques, hausse des prix, assistance insuffisante, pression acridienne et renchérissement mondial des intrants et de l'énergie. La priorité immédiate reste le Grand Sud, sans négliger les zones cycloniques productrices de riz, les districts côtiers de l'Est et du Nord-Ouest, ainsi que les poches urbaines où la crise alimentaire est avant tout une crise de revenus et de pouvoir d'achat.

ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE PAR ZONE AGROÉCOLOGIQUE - PÉRIODE ACTUELLE : MARS À MAI 2026

Z1 — Nord et Nord-Ouest humide/subhumide maritime

La zone Z1, correspondant au Nord et Nord-Ouest humide/subhumide maritime, regroupe 6 districts pour une population analysée d'environ 1,48 million de personnes. La situation actuelle y reste globalement contenue, avec environ 42 100 personnes en Phase 3 ou plus, soit 2,8 % de la population de la zone. L'insécurité alimentaire aiguë n'y est donc pas généralisée, mais des poches de vulnérabilité existent, notamment dans les zones urbaines pauvres, littorales et dépendantes des marchés.

Les principaux chocs sont liés à l'exposition cyclonique, aux perturbations ponctuelles des routes, à la hausse des coûts de transport et à la vulnérabilité des ménages dépendants de la pêche, du tourisme, du petit commerce ou du salariat journalier. Antsiranana II concentre une part notable de la population en Phase 3 ou plus, traduisant une pression d'accès alimentaire davantage urbaine que productive.

La disponibilité alimentaire reste globalement satisfaisante grâce à des marchés fonctionnels, aux productions locales, à la pêche, aux échanges commerciaux et aux flux maritimes. Toutefois, cette disponibilité ne se traduit pas toujours par un accès effectif pour les ménages pauvres. L'accessibilité est surtout limitée par le prix du riz, du carburant, du gaz, du transport et des produits importés. Les ménages pauvres urbains et littoraux réduisent leur consommation de produits plus chers, notamment les protéines animales, les aliments transformés et certains produits frais.

L'utilisation alimentaire reste globalement acceptable, mais elle est fragilisée dans les quartiers urbains denses et les zones exposées aux problèmes d'eau, d'assainissement et de maladies hydriques. La stabilité de la zone demeure relativement bonne, mais dépend de la continuité des flux commerciaux et de l'absence de nouveaux chocs cycloniques.

En synthèse, la zone Z1 reste majoritairement en Phase 1 ou Phase 2, l'insécurité alimentaire y étant avant tout d'ordre économique, concentrée dans les ménages urbains pauvres et les ménages dépendant de la pêche, du transport et des revenus informels.

Z2 — Nord-Est humide de rente

La zone Z2, Nord-Est humide de rente, couvre 9 districts et une population analysée d'environ 2,50 millions de personnes. Elle compte environ 47 800 personnes en Phase 3 ou plus, soit 1,9 % de la population de la zone. Cette faible proportion agrégée masque néanmoins une vulnérabilité structurelle importante, car les ménages dépendent fortement des cultures de rente, notamment vanille, girofle, café, litchi et autres produits commerciaux.

La disponibilité alimentaire reste globalement acceptable. Les ménages disposent encore de riz, tubercules, bananes, fruits, produits forestiers, pêche côtière et produits de marchés. Toutefois, la zone est exposée aux cyclones, aux fortes pluies, à l'enclavement et à la volatilité des prix des cultures de rente. Les effets de Gezani sur les cultures pérennes de la côte Est constituent un facteur important de fragilisation des revenus, même lorsque la disponibilité physique de nourriture n'est pas rompue.

L'accessibilité alimentaire est le principal point faible. Les ménages producteurs de rente achètent une part importante de leur alimentation, en particulier le riz. Lorsque les revenus tirés de la vanille, du girofle ou du café diminuent, leur capacité d'achat se contracte rapidement. Les districts enclavés, notamment Maroantsetra, Mananara Avaratra, Soanierana Ivongo ou certaines zones de Vavatenina, restent sensibles au coût du transport et aux difficultés d'acheminement.

L'utilisation alimentaire est affectée par la qualité de l'eau, l'accès aux soins et les maladies saisonnières. La consommation alimentaire reste généralement acceptable, mais elle devient moins diversifiée chez les ménages pauvres lorsque les revenus de rente baissent. Les stratégies d'adaptation restent modérées : recours au crédit, vente anticipée de produits agricoles, réduction des dépenses non alimentaires et substitution vers des aliments moins chers.

Conclusion nette : Z2 est globalement en situation minimale à Stress. La crise n'est pas dominante, mais la zone reste fragile en raison de sa dépendance aux cultures de rente, de l'enclavement et de l'exposition cyclonique.

Z3 — Est central et Sud-Est humide/cyclonique

La zone Z3, Est central et Sud-Est humide/cyclonique, constitue le deuxième foyer agroécologique de préoccupation après le Grand Sud. Elle regroupe 19 districts et environ 5,38 millions de personnes analysées. En période actuelle, environ 757 200 personnes sont en Phase 3 ou plus, soit 14,1 % de la population de la zone. Cette proportion indique une situation de Stress élevé avec plusieurs foyers de Crise (Phase 3), notamment à Vangaindrano, Befotaka, Ikongo, Mananjary et Nosy-Varika.

Les vulnérabilités sont liées à l'exposition cyclonique, aux inondations, à l'enclavement, aux pertes de cultures vivrières et de rente, à la fragilité des pistes rurales et aux faibles revenus des ménages pauvres. Gezani a particulièrement affecté la côte Est et les zones de cultures de rente, tandis que les effets cycloniques et pluvieux ont perturbé les marchés, la pêche, les infrastructures et les moyens d'existence ruraux.

La disponibilité alimentaire est contrastée. Les tubercules, bananes, fruits à pain, riz local et produits forestiers atténuent les déficits dans plusieurs communes. Cependant, les pertes sur riz, manioc, maïs, banane, pêche et cultures pérennes réduisent les stocks et les revenus. Dans les zones enclavées, la nourriture peut être disponible au niveau régional mais difficilement accessible au niveau local.

L'accès économique est fortement contraint par les coûts de transport, la hausse du riz, la baisse des revenus agricoles et les pertes d'actifs. L'utilisation alimentaire est fragilisée par les maladies hydriques, la qualité de l'eau et l'accès limité aux services de santé. La consommation alimentaire se détériore surtout en diversité, avec dépendance accrue aux féculents et baisse des protéines animales. Les moyens d'existence évoluent vers l'endettement, la vente de petits animaux, la migration temporaire et la réduction des dépenses essentielles.

Conclusion nette : Z3 est en Stress élevé avec plusieurs districts en Crise (Phase 3). La zone nécessite une surveillance étroite et une réponse ciblée sur l'accès alimentaire, la réhabilitation des moyens d'existence, les infrastructures et la nutrition.

Z4 — Hautes Terres centrales, Ankaratra et Betsileo

La zone Z4 couvre les Hautes Terres centrales, l'Ankaratra et le Betsileo. Elle regroupe 34 unités d'analyse, dont les arrondissements urbains d'Antananarivo, pour une population d'environ 10,96 millions de personnes. Environ 404 600 personnes y sont en Phase 3 ou plus, soit 3,7 % de la population de la zone. La situation reste donc globalement contenue, mais avec une pression urbaine et périurbaine importante.

La disponibilité alimentaire est relativement favorable grâce à la diversité des systèmes agricoles : riz irrigué, pomme de terre, haricot, maïs, légumes, fruits, élevage laitier, aviculture, porcins et maraîchage. Cette diversification limite le risque de crise alimentaire généralisée. Toutefois, les ménages pauvres urbains et périurbains, les travailleurs journaliers, les locataires et les ménages sans production propre restent fortement vulnérables.

L'accessibilité alimentaire est le principal déterminant. Les prix du riz, du gaz, du carburant, du transport, du loyer et de l'eau pèsent sur les ménages pauvres. En milieu urbain, notamment à Antananarivo, l'insécurité alimentaire relève principalement d'un problème de pouvoir d'achat. Les marchés sont fonctionnels, mais les revenus informels restent instables, notamment pour les petits commerces, gargotes, ateliers, manutentionnaires et travailleurs journaliers. Les coupures de courant (délestages) peuvent accentuer cette fragilité.

L'utilisation alimentaire est relativement meilleure que dans les zones arides, mais les ménages pauvres réduisent la diversité alimentaire, limitent les protéines animales et ajustent les portions. Les contraintes EHA sont plus marquées dans les quartiers urbains densément peuplés. La stabilité dépend de l'évolution des prix, de la continuité des revenus informels et du coût des intrants agricoles.

Les stratégies d'adaptation restent majoritairement de Stress : recours au crédit, réduction des dépenses non alimentaires, report d'achats d'intrants, diminution de la qualité des repas et intensification du petit commerce.

Conclusion nette : Z4 est majoritairement en Phase 1 ou Phase 2. L'insécurité alimentaire y est principalement urbaine, économique et liée au pouvoir d'achat, sans déficit généralisé de disponibilité.

Z5 — Alaotra-Mangoro et corridor oriental intérieur

La zone Z5, Alaotra-Mangoro et corridor oriental intérieur, regroupe 5 districts pour environ 1,58 million de personnes analysées. En période actuelle, environ 49 700 personnes sont en Phase 3 ou plus, soit 3,1 % de la population de la zone. La situation est donc globalement stable, mais certaines vulnérabilités localisées justifient une attention particulière, notamment à Moramanga, Anosibe An'Ala et Amparafaravola.

La disponibilité alimentaire est relativement favorable, en particulier grâce au rôle du bassin de l'Alaotra dans l'approvisionnement rizicole national. Les récoltes de riz, les tubercules, les bananes, les produits maraîchers et les marchés locaux contribuent à stabiliser la consommation. Toutefois, Gezani a fragilisé certaines infrastructures hydroagricoles, notamment les canaux, digues et ouvrages d'évacuation des eaux. Les dégâts directs sur le riz sont restés limités dans certaines zones, mais les infrastructures demeurent un point critique pour la campagne suivante.

L'accessibilité alimentaire varie fortement entre producteurs et non-producteurs. Les ménages riziculteurs mieux dotés bénéficient de la disponibilité post-récolte, tandis que les ménages pauvres, ouvriers agricoles, petits exploitants ou ménages dépendants du marché restent exposés au prix du riz, des intrants et du transport. Dans Anosibe An'Ala, les bananes, les tubercules et les stocks issus de récoltes précédentes jouent un rôle stabilisateur, mais les ménages pauvres restent sensibles aux prix et à l'enclavement.

L'utilisation alimentaire est globalement acceptable, mais la diversité reste limitée chez les ménages pauvres lorsque le régime est dominé par le riz, le manioc ou la banane. La stabilité dépendra fortement de la réhabilitation des ouvrages hydroagricoles, de l'accès aux intrants et de l'évolution des marchés.

Conclusion nette : Z5 reste majoritairement en Phase 1 ou Phase 2. La zone joue un rôle stabilisateur national, mais des poches de Stress persistent chez les ménages pauvres non producteurs et dans les zones où les infrastructures hydroagricoles ont été fragilisées.

Z6 — Moyen-Ouest et hauts bassins agropastoraux

La zone Z6, Moyen-Ouest et hauts bassins agropastoraux, couvre 13 districts et environ 3,74 millions de personnes analysées. En période actuelle, environ 180 900 personnes sont en Phase 3 ou plus, soit 4,8 % de la population de la zone. La situation est globalement maîtrisée, mais plusieurs poches de Stress élevé apparaissent dans les zones enclavées, les districts à revenus irréguliers et les ménages pauvres sans actifs productifs.

Les vulnérabilités sont liées à l'enclavement, à la dépendance aux marchés, au coût du carburant, à l'accès aux intrants, à l'irrégularité des revenus miniers ou agricoles, ainsi qu'à la variabilité des pâturages. Les systèmes de production combinent riz de bas-fonds, maïs, haricot, arachide, oignon, élevage bovin et petits ruminants. Cette diversification limite les risques de crise généralisée.

La disponibilité alimentaire reste globalement suffisante grâce aux récoltes et à la production locale. Toutefois, certains ménages pauvres disposent de stocks courts et dépendent rapidement des marchés. L'accessibilité alimentaire est contrainte par le transport, les distances vers les marchés, le prix du riz et la faiblesse des revenus journaliers. Ambato Boeni ressort comme un foyer de vigilance, avec une proportion notable de ménages en Phase 3+.

L'utilisation alimentaire reste correcte dans les ménages ayant accès aux produits agricoles et au bétail, mais la diversité est plus faible chez les ménages sans terres ou sans animaux. La stabilité dépend de la continuité des flux de marché, de l'évolution des pâturages et de la sécurité rurale.

Les stratégies d'adaptation restent principalement modérées : vente de petits animaux, recours au crédit, réduction des dépenses non alimentaires et travail journalier. La décapitalisation lourde n'est pas dominante, mais elle peut apparaître chez les ménages pauvres les plus exposés.

Conclusion nette : Z6 est majoritairement en Phase 1 ou Phase 2. La zone n'est pas en crise généralisée, mais les poches pauvres enclavées et dépendantes du marché nécessitent une surveillance.

Z7 — Ouest littoral, deltas et plaines alluviales

La zone Z7, Ouest littoral, deltas et plaines alluviales, regroupe 16 districts et environ 2,52 millions de personnes analysées. En période actuelle, environ 175 100 personnes sont en Phase 3 ou plus, soit 7,0 % de la population de la zone. Cette proportion traduit une situation de Stress avec des poches localisées de vulnérabilité élevée, notamment dans les zones touchées par Fytia et dans certains districts de l'Ouest littoral.

Les systèmes de moyens d'existence reposent sur la riziculture de plaine et de delta, l'élevage bovin, la pêche, les ressources de mangrove, les légumineuses, le maïs et le commerce. Fytia a fortement affecté les plaines rizicoles du Nord-Ouest, notamment les zones de Marovoay, Ambatoboeny, Mitsinjo et Soalala, avec des pertes sur les rizières, les ouvrages hydroagricoles, les équipements de pêche et le cheptel. Cette zone illustre davantage une crise de moyens d'existence plus qu'une rupture généralisée de disponibilité.

La disponibilité alimentaire reste contrastée. Dans les zones non sinistrées, les récoltes et les marchés permettent de maintenir l'accès alimentaire. Dans les zones de delta et de mangrove affectées, les pertes de riz, de pirogues, de filets, de bétail et d'infrastructures réduisent la capacité des ménages pauvres à produire ou à générer des revenus.

L'accessibilité est fortement influencée par le prix du carburant, du transport, du riz, ainsi que par la praticabilité des pistes. Les ménages pêcheurs et agro-pasteurs pauvres sont particulièrement exposés.

L'utilisation alimentaire est affectée dans les zones inondées ou enclavées par les risques WASH, les maladies hydriques et la réduction de la consommation de protéines animales.

Les stratégies d'adaptation comprennent vente de bétail, endettement, baisse des sorties de pêche, réduction des dépenses et recours à des revenus temporaires.

Conclusion nette : Z7 est globalement en Stress, avec des poches de vulnérabilité élevées dans les zones affectées par Fytia. Les priorités concernent la relance rizicole, la pêche, l'élevage et les infrastructures.

Z8 — Plateau Bara et Sud-Ouest intérieur agropastoral

La zone Z8, Plateau Bara et Sud-Ouest intérieur agropastoral, couvre 9 districts et environ 1,73 million de personnes analysées. En période actuelle, environ 129 000 personnes sont en Phase 3 ou plus, soit 7,5 % de la population de la zone. La situation est moins sévère que dans le Grand Sud aride, mais la trajectoire est préoccupante, notamment dans les districts de transition agropastorale comme Betroka, Betioky Atsimo, Sakaraha et Benenitra.

Les vulnérabilités reposent sur la dépendance au bétail, aux cultures pluviales, aux pâturages, aux points d'eau, au travail agricole et aux marchés. La zone est exposée à la sécheresse saisonnière, aux feux, à la variabilité des pluies, à l'insécurité rurale et à la pression sur les ressources pastorales. Les ménages pauvres disposent souvent de faibles stocks et d'un accès limité au cheptel, ce qui réduit leur capacité d'absorption des chocs.

La disponibilité alimentaire est variable. Les bas-fonds et les zones cultivables soutiennent localement la consommation, mais les récoltes ne couvrent pas toujours les besoins des ménages pauvres. L'accessibilité dépend fortement des termes de l'échange bétail-céréales, du prix du riz et du maïs, du transport et des opportunités de travail agricole. Lorsque les revenus pastoraux baissent ou que les prix alimentaires augmentent, les ménages pauvres se rapprochent rapidement du seuil de Crise.

L'utilisation alimentaire est fragile, avec une diversité souvent limitée et un régime dominé par les féculents. L'accès à l'eau potable, aux soins et aux services de base reste inégal. La stabilité est sensible à l'état des pâturages, aux points d'eau et aux risques acridiens.

Les moyens d'existence montrent déjà des ajustements : vente de petits ruminants, migration temporaire, endettement, réduction des dépenses productives et décapitalisation partielle.

Conclusion nette : Z8 est globalement en Stress, avec poches de Crise dans les zones agro-pastorales fragiles. Une détérioration rapide est possible si les prix augmentent ou si la sécheresse s'intensifie.

Z9 — Grand Sud aride/semi-aride et littoral Sud/Sud-Ouest

La zone Z9, Grand Sud aride/semi-aride et littoral Sud/Sud-Ouest, constitue l'épicentre national de l'insécurité alimentaire aiguë. Elle regroupe 9 districts et environ 2,79 millions de personnes analysées. En période actuelle, environ 786 000 personnes sont en Phase 3 ou plus, soit 28,1 % de la population de la zone. Elle regroupe les districts les plus sévèrement touchés : Ampanihy Ouest, Ambovombe-Androy, Bekily, Tsihombe, Amboasary Atsimo, Beloha et Antanimora Sud. Les seules poches de Phase 4 sont enregistrées à Ambovombe-Androy et Tsihombe.

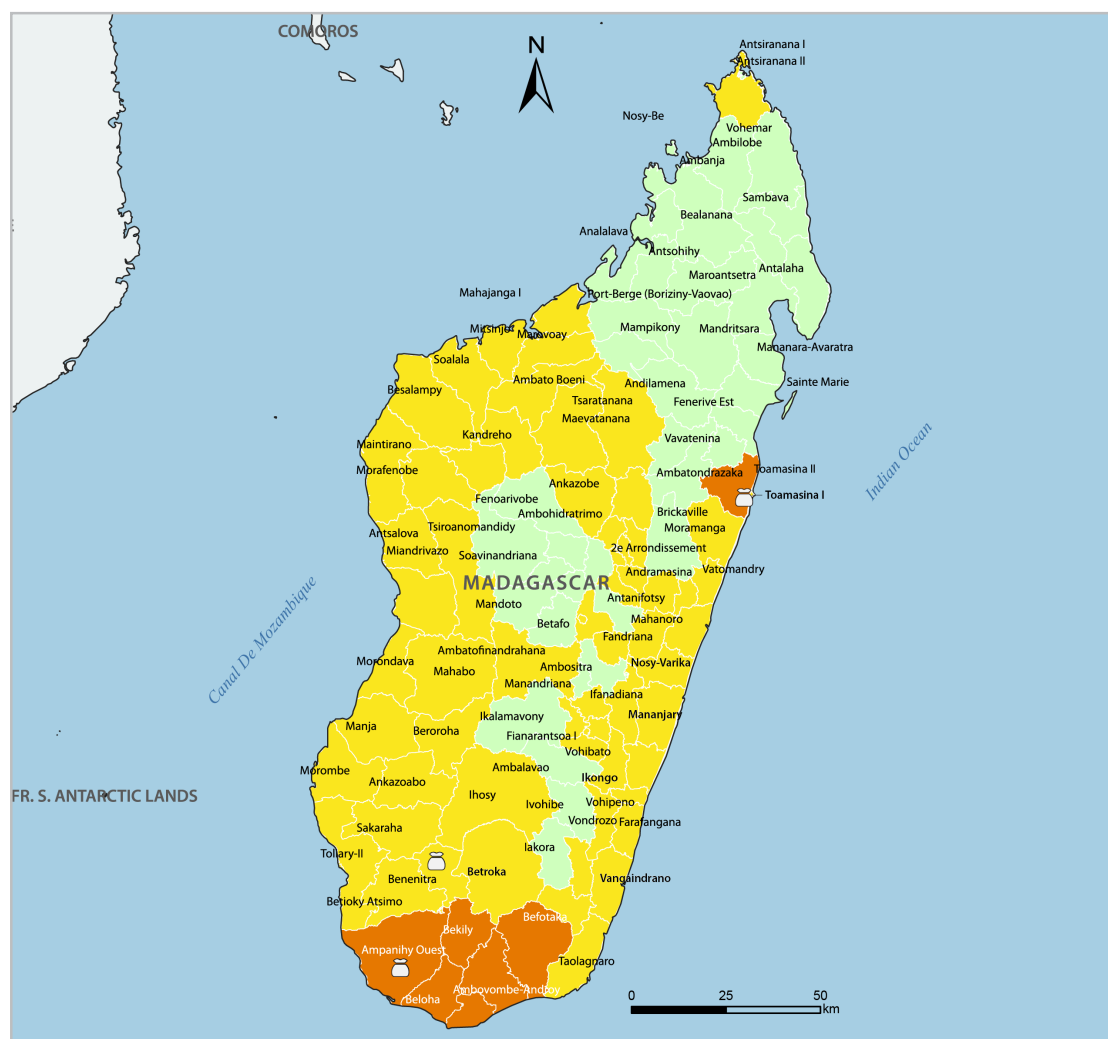
Les vulnérabilités sont structurelles : sécheresse chronique, Kerè, pauvreté élevée, dépendance aux cultures pluviales, accès limité à l'eau, faibles stocks, faibles rendements, forte dépendance au marché et exposition aux ravageurs. Les systèmes de moyens d'existence reposent sur manioc, maïs, patate douce, niébé, arachide, caprins, ovins, zébus, migration et pêche littorale dans certaines zones. Les périodes sèches répétées ont réduit les pâturages, les points d'eau, la production et les revenus.

La disponibilité alimentaire est insuffisante malgré la période de récolte. Les récoltes ne permettent pas une reconstitution suffisante des stocks chez les ménages pauvres. L'accessibilité est fortement dégradée par les prix du riz, du manioc, de l'eau, du transport et par la faiblesse des revenus. Le coût de l'eau réduit directement la part du budget disponible pour l'alimentation.

L'utilisation alimentaire est préoccupante : faible diversité, réduction des repas, recours à des aliments moins préférés, risques WASH et morbidité élevée. La stabilité est faible, car les ménages disposent de peu de réserves et d'actifs productifs. Les stratégies d'adaptation sont sévères : endettement, vente de bétail, migration, réduction des dépenses essentielles et décapitalisation.

Conclusion nette : Z9 est en situation de Crise aiguë, avec poches d'Urgence. Elle doit rester la priorité absolue de la réponse alimentaire, nutritionnelle, WASH, pastorale et agricole.

CARTE DE POPULATION DE LA SITUATION PROJETÉE 1 (JUN – SEPTEMBRE 2026)



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité
qui touche au moins 20 % de la population)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones avec preuves insuffisantes
- Zones non analysées

Symboles de la carte

- Classification des zones d'installation urbaines
- Classification des zones d'installation de PDI/autres

La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire

(pris en compte dans la classification des phases)

- Au moins 25 % des ménages ont entre 25 % et moins de 50 % de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire.
- Au moins 25 % des ménages ont 50 % ou plus de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire.

Niveau de preuve

** Moyen

TABLEAU DE LA POPULATION DE LA SITUATION PROJETÉE 1 (JUN – SEPTEMBRE 2026)

Région	District	Population totale	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#pers.	%	#pers.	%	#pers.	%	#pers.	%	#pers.	%		#pers.	%
ALAOIRA MANGORA	Ambatondrazaka	452,374	407,137	90	45,237	10	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Amparafaravola	407,491	346,367	85	61,124	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Andilamena	132,319	112,471	85	19,848	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Anosibe-An'ala	143,285	93,135	65	28,657	20	21,493	15	0	0	0	0	P2	21,493	15
	Moramanga	443,895	377,311	85	66,584	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Sub Totals	1,579,364	1,336,421	85	221,450	14	21,493	1	0	0	0	0		21,493	1
AMBATOSOA	Mananara-Avaratra	295,830	266,247	90	29,583	10	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Maroantsetra	310,017	263,514	85	46,503	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Sub Totals	605,847	529,761	87	76,086	13	0	0	0	0	0	0		0	0
AMORONIMANIA	Ambatofinandrahana	258,714	129,357	50	116,421	45	12,936	5	0	0	0	0	P2	12,936	5
	Ambositra	355,360	302,056	85	53,304	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Fandriana	258,846	142,365	55	103,538	40	12,942	5	0	0	0	0	P2	12,942	5
	Manandriana	126,596	107,607	85	18,989	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Sub Totals	999,516	681,385	68	292,252	29	25,878	3	0	0	0	0		25,878	3
ANALAMANGA	1er Arrondissement	293,122	175,873	60	102,593	35	14,656	5	0	0	0	0	P2	14,656	5
	2e Arrondissement	241,410	144,846	60	96,564	40	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	3e Arrondissement	155,847	93,508	60	54,546	35	7,792	5	0	0	0	0	P2	7,792	5
	4e Arrondissement	366,448	256,514	70	109,934	30	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	5e Arrondissement	384,737	250,079	65	115,421	30	19,237	5	0	0	0	0	P2	19,237	5
	6e Arrondissement	174,443	122,110	70	52,333	30	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Ambohidratrimo	556,475	306,061	55	250,414	45	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Andramasina	211,866	148,306	70	63,560	30	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Anjozorobe	284,475	227,580	80	56,895	20	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Ankazobe	246,207	172,345	70	73,862	30	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Antananarivo Atsimondrano	809,314	364,191	45	404,657	50	40,466	5	0	0	0	0	P2	40,466	5
	Antananarivo Avaradrano	566,230	283,115	50	254,804	45	28,312	5	0	0	0	0	P2	28,312	5
	Manjakandriana	277,277	180,230	65	97,047	35	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Sub Totals	4,567,851	2,724,758	60	1,732,630	38	110,463	2	0	0	0	0		110,463	2

ANALANJIROFO	Fenerive Est	361,905	307,619	85	54,286	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Sainte Marie	32,564	27,679	85	4,885	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Soanierana Ivongo	176,457	149,988	85	17,646	10	8,823	5	0	0	0	0	P1	8,823	5
	Vavatenina	241,557	205,323	85	36,234	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Sub Totals	812,483	690,609	85	113,051	14	8,823	1	0	0	0	0		8,823	1
ANDROY	Ambovombe-Androy	290,514	58,103	20	101,680	35	116,206	40	14,526	5	0	0	P3	130,731	45
	Antanimora Sud	201,529	30,229	15	90,688	45	70,535	35	10,076	5	0	0	P3	80,612	40
	Bekily	321,477	48,222	15	112,517	35	128,591	40	32,148	10	0	0	P3	160,739	50
	Beloha	210,029	21,003	10	84,012	40	94,513	45	10,501	5	0	0	P3	105,015	50
	Tsihombe	203,304	20,330	10	71,156	35	91,487	45	20,330	10	0	0	P3	111,817	55
	Sub Totals	1,226,853	177,887	14	460,053	37	501,332	41	87,581	7	0	0		588,913	48
ANOSY	Amboasary-Atsimo	322,760	80,690	25	129,104	40	96,828	30	16,138	5	0	0	P3	112,966	35
	Betroka	264,830	119,174	45	105,932	40	39,725	15	0	0	0	0	P2	39,725	15
	Taolagnaro	428,897	214,449	50	193,004	45	21,445	5	0	0	0	0	P2	21,445	5
	Sub Totals	1,016,487	414,313	41	428,040	42	157,998	16	16,138	2	0	0		174,136	18
ATSIMO ANDREFANA	Ampanihy Ouest	528,651	105,730	20	132,163	25	211,460	40	79,298	15	0	0	P3	290,758	55
	Ankazoabo	94,740	42,633	45	42,633	45	9,474	10	0	0	0	0	P2	9,474	10
	Benenitra	58,134	23,254	40	26,160	45	8,720	15	0	0	0	0	P2	8,720	15
	Beroroha	91,294	45,647	50	41,082	45	4,565	5	0	0	0	0	P2	4,565	5
	Betioky Atsimo	409,750	184,388	45	163,900	40	61,463	15	0	0	0	0	P2	61,463	15
	Morombe	289,543	101,340	35	144,772	50	43,431	15	0	0	0	0	P2	43,431	15
	Sakaraha	199,727	69,904	35	99,864	50	29,959	15	0	0	0	0	P2	29,959	15
	Toliary-I	225,275	135,165	60	78,846	35	11,264	5	0	0	0	0	P2	11,264	5
	Toliary-II	490,315	196,126	40	245,158	50	49,032	10	0	0	0	0	P2	49,032	10
	Sub Totals	2,387,429	904,187	38	974,578	41	429,368	18	79,298	3	0	0		508,666	21
ATSIMO ATSINANANA	Befotaka	71,641	17,910	25	42,985	60	10,746	15	0	0	0	0	P2	10,746	15
	Farafangana	538,586	188,505	35	323,152	60	26,929	5	0	0	0	0	P2	26,929	5
	Midongy-Atsimo	63,311	25,324	40	31,656	50	6,331	10	0	0	0	0	P2	6,331	10
	Vangaindrano	471,165	188,466	40	212,024	45	70,675	15	0	0	0	0	P2	70,675	15
	Vondrozo	216,664	97,499	45	97,499	45	21,666	10	0	0	0	0	P2	21,666	10
	Sub Totals	1,361,367	517,704	38	707,316	52	136,347	10	0	0	0	0		136,347	10

ATSINANANA	Antanambao Manampontsy	75,942	30,377	40	37,971	50	7,594	10	0	0	0	0	P2	7,594	10
	Brickaville	261,027	169,668	65	91,359	35	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Mahanoro	349,733	139,893	40	174,867	50	34,973	10	0	0	0	0	P2	34,973	10
	Marolambo	205,342	102,671	50	92,404	45	10,267	5	0	0	0	0	P2	10,267	5
	Toamasina I	400,661	160,264	40	200,331	50	40,066	10	0	0	0	0	P2	40,066	10
	Toamasina II	321,127	160,564	50	96,338	30	64,225	20	0	0	0	0	P3	64,225	20
	Vatomandry	208,932	52,233	25	146,252	70	10,447	5	0	0	0	0	P2	10,447	5
	Sub Totals	1,822,764	815,670	45	839,522	46	167,572	9	0	0	0	0		167,572	9
BETSIBOKA	Kandreho	33,885	18,637	55	13,554	40	1,694	5	0	0	0	0	P2	1,694	5
	Maevatanana	292,877	146,439	50	131,795	45	14,644	5	0	0	0	0	P2	14,644	5
	Tsaratanana	189,596	85,318	45	94,798	50	9,480	5	0	0	0	0	P2	9,480	5
	Sub Totals	516,358	250,394	48	240,147	47	25,818	5	0	0	0	0		25,818	5
BOENY	Ambato Boeni	348,631	209,179	60	122,021	35	17,432	5	0	0	0	0	P2	17,432	5
	Mahajanga I	323,000	193,800	60	113,050	35	16,150	5	0	0	0	0	P2	16,150	5
	Mahajanga II	125,641	62,821	50	50,256	40	12,564	10	0	0	0	0	P2	12,564	10
	Marovoay	262,218	209,774	80	52,444	20	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Mitsinjo	114,457	45,783	40	57,229	50	11,446	10	0	0	0	0	P2	11,446	10
	Soalala	55,074	22,030	40	27,537	50	5,507	10	0	0	0	0	P2	5,507	10
	Sub Totals	1,229,021	743,387	60	422,537	34	63,099	5	0	0	0	0		63,099	5
BONGOLAVA	Fenoarivobe	254,078	215,966	85	38,112	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Tsiroanomandidy	691,229	587,545	85	103,684	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Sub Totals	945,307	803,511	85	141,796	15	0	0	0	0	0	0		0	0
DIANA	Ambanja	318,185	270,457	85	31,819	10	15,909	5	0	0	0	0	P1	15,909	5
	Ambilobe	374,275	318,134	85	56,141	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Antsiranana I	175,272	157,745	90	17,527	10	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Antsiranana II	174,922	104,953	60	61,223	35	8,746	5	0	0	0	0	P2	8,746	5
	Nosy-Be	146,275	131,648	90	14,628	10	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Sub Totals	1,188,929	982,937	83	181,338	15	24,655	2	0	0	0	0		24,655	2
FITOVINANY	Ikongo	249,644	112,340	45	112,340	45	24,964	10	0	0	0	0	P2	24,964	10
	Manakara Atsimo	468,374	210,768	45	234,187	50	23,419	5	0	0	0	0	P2	23,419	5
	Vohipeno	177,158	70,863	40	88,579	50	17,716	10	0	0	0	0	P2	17,716	10
	Sub Totals	895,176	393,971	44	435,106	49	66,099	7	0	0	0	0		66,099	7

IHOROMBE	Iakora	81,400	69,190	85	12,210	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Ihosy	426,855	298,799	70	128,057	30	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Ivohibe	101,194	86,015	85	15,179	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Sub Totals	609,449	454,004	74	155,446	26	0	0	0	0	0	0		0	0
ITASY	Arivonimamo	437,872	372,191	85	65,681	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Miarinarivo	362,714	308,307	85	54,407	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Soavinandriana	309,824	263,350	85	46,474	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Sub Totals	1,110,410	943,848	85	166,562	15	0	0	0	0	0	0		0	0
MATSIATRA AMBONY	Ambalavao	367,246	312,159	85	55,087	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Ambohimahaso	332,852	133,141	40	166,426	50	33,285	10	0	0	0	0	P2	33,285	10
	Fianarantsoa I	232,253	185,802	80	46,451	20	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Ikalamavony	153,692	130,638	85	23,054	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Isandra	184,746	101,610	55	73,898	40	9,237	5	0	0	0	0	P2	9,237	5
	Lalangina	224,556	168,417	75	56,139	25	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Vohibato	274,938	178,710	65	96,228	35	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Sub Totals	1,770,283	1,210,477	68	517,283	29	42,522	2	0	0	0	0		42,522	2
MELAKY	Ambatomainity	57,689	37,498	65	17,307	30	2,884	5	0	0	0	0	P2	2,884	5
	Antsalova	76,815	49,930	65	26,885	35	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Besalampy	78,485	43,167	55	31,394	40	3,924	5	0	0	0	0	P2	3,924	5
	Maintirano	153,453	99,744	65	46,036	30	7,673	5	0	0	0	0	P2	7,673	5
	Morafenobe	46,266	32,386	70	11,567	25	2,313	5	0	0	0	0	P2	2,313	5
	Sub Totals	412,708	262,725	64	133,189	32	16,794	4	0	0	0	0		16,794	4
MENABE	Belo Sur Tsiribihina	176,168	79,276	45	88,084	50	8,808	5	0	0	0	0	P2	8,808	5
	Mahabo	205,333	92,400	45	102,667	50	10,267	5	0	0	0	0	P2	10,267	5
	Manja	141,821	78,002	55	56,728	40	7,091	5	0	0	0	0	P2	7,091	5
	Miandrivazo	209,327	125,596	60	73,264	35	10,466	5	0	0	0	0	P2	10,466	5
	Morondava	201,348	120,809	60	70,472	35	10,067	5	0	0	0	0	P2	10,067	5
	Sub Totals	933,997	496,083	53	391,215	42	46,699	5	0	0	0	0		46,699	5
SAVA	Andapa	268,778	241,900	90	26,878	10	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Antalaha	329,425	296,483	90	32,943	10	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Sambava	484,738	436,264	90	48,474	10	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Vohemar	292,835	263,552	90	29,284	10	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Sub Totals	1,375,776	1,238,199	90	137,579	10	0	0	0	0	0	0		0	0

SOFIA	Analalava	211,449	179,732	85	31,717	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Antsohihy	226,779	192,762	85	34,017	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Bealanana	237,139	201,568	85	35,571	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Befandriana Nord	330,890	281,257	85	49,634	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Mampikony	239,393	203,484	85	35,909	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Mandritsara	393,731	334,671	85	39,373	10	19,687	5	0	0	0	0	P1	19,687	5
	Port-Berge (Boriziny-Vaovao)	295,277	250,985	85	44,292	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Sub Totals	1,934,658	1,644,459	85	270,513	14	19,687	1	0	0	0	0		19,687	1
VAKINANKARATRA	Ambatolampy	342,357	239,650	70	102,707	30	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Antanifotsy	426,367	362,412	85	63,955	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Antsirabe I	297,135	207,995	70	89,141	30	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Antsirabe II	540,435	270,218	50	270,218	50	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Betafo	386,018	328,115	85	57,903	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Faratsiho	267,260	227,171	85	40,089	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Mandoto	250,133	212,613	85	37,520	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Sub Totals	2,509,705	1,848,174	74	661,533	26	0	0	0	0	0	0		0	0
VATOVAVY	Ifanadiana	215,530	140,095	65	64,659	30	10,777	5	0	0	0	0	P2	10,777	5
	Mananjary	343,074	137,230	40	171,537	50	34,307	10	0	0	0	0	P2	34,307	10
	Nosy-Varika	313,533	109,737	35	172,443	55	31,353	10	0	0	0	0	P2	31,353	10
	Sub Totals	872,137	387,062	44	408,639	47	76,437	9	0	0	0	0		76,437	9
Grand Totals	Grand Totals	32,683,875	20,451,926	63	10,107,861	31	1,941,084	6	183,017	1	0	0		2,124,101	7

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.

VUE D'ENSEMBLE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË PROJETÉE 1 (JUIN – SEPTEMBRE 2026)

Pour la période projetée de juin à septembre 2026, la situation alimentaire nationale devrait connaître une amélioration apparente en effectifs globaux, mais avec un approfondissement localisé de la sévérité dans le Grand Sud. Sur une population analysée d'environ 32,68 millions de personnes, environ 2,12 millions seraient en Phase 3 ou plus, soit près de 7 % de la population analysée. Parmi elles, environ 1,94 million seraient en Phase 3 de l'IPC (Crise) et 183 017 personnes en Phase 4 de l'IPC (Urgence). Aucune population ne serait classée en Phase 5 de l'IPC (Catastrophe). Par rapport à la période actuelle, la population en Phase 3 ou plus diminuerait d'environ 448 000 personnes, tandis que la Phase 4 augmenterait fortement.

Cette évolution traduit un double mouvement. D'un côté, la période post-récolte, la disponibilité de tubercules, la présence de stocks résiduels et la fonctionnalité relative des marchés devraient faire reculer une partie des ménages de la Phase 3 vers la Phase 2 de l'IPC (Stress) dans plusieurs zones. De l'autre, les ménages les plus vulnérables du Grand Sud, déjà fragilisés par les faibles récoltes, la pression sur l'eau, l'érosion du cheptel et la dépendance au marché, devraient connaître une détérioration plus profonde. La Projection 1 correspond donc à une réduction de l'ampleur nationale, mais à une concentration accrue de l'Urgence dans les zones structurellement les plus fragiles.

Au total, huit districts seraient classés en Phase 3. Les districts les plus préoccupants demeurent Tsihombe, avec 55 % de sa population en Phase 3 ou plus, Ampanihy Ouest avec 55 %, Bekily avec 50 %, Beloha avec 50 %, Ambovombe-Androy avec 45 %, Antanimora Sud avec 40 %, Amboasary Atsimo avec 35 %, ainsi que Toamasina II avec 20 %. Les poches de Phase 4 concerneraient sept districts, tous situés dans le Grand Sud : Ampanihy Ouest avec environ 79 300 personnes en Urgence, Bekily avec 32 100, Tsihombe avec 20 300, Amboasary Atsimo avec 16 100, Ambovombe-Androy avec 14 500, Beloha avec 10 500 et Antanimora Sud avec 10 100.

La région Androy resterait l'épicentre de la sévérité, avec environ 589 000 personnes en Phase 3 ou plus, soit près de 48 % de sa population analysée. Elle serait suivie par Atsimo Andrefana, avec environ 509 000 personnes en Phase 3 ou plus, soit 21 %, et par Anosy, avec environ 174 000 personnes en Phase 3+, soit 17 %. Cette concentration montre que les déterminants de la crise restent fortement liés aux moyens d'existence agro-pastoraux du Sud : disponibilité insuffisante, prix élevés, accès difficile à l'eau, faible revenu agricole, endettement et recours accru aux stratégies d'adaptation négatives.

Les hypothèses clés de la Projection 1 retiennent une amélioration saisonnière partielle dans les zones mieux approvisionnées, une poursuite de la saison sèche dans le Grand Sud, une pression élevée sur l'eau et les pâturages, et des revenus encore insuffisants pour les ménages pauvres. L'Androy et l'Atsimo Andrefana restent les plus exposés à l'aggravation localisée de la sévérité.

Les effets résiduels de Fytia et Gezani continueront de peser sur les moyens d'existence, notamment dans les périmètres rizicoles et hydroagricoles du Nord-Ouest, les zones de pêche et d'élevage du Boeny et du Melaky, ainsi que les zones de cultures de rente de la côte Est. Dans Toamasina II, l'accumulation des pertes agricoles, halieutiques et infrastructurelles explique le maintien en Phase 3 durant cette période.

Les zones productrices de riz devraient jouer un rôle stabilisateur, notamment Alaotra-Mangoro, Sofia, Vakinankaratra, Itasy et certaines zones des Hautes Terres.

Hypothèses-clés pour la période projetée 1

Opportunités de revenus saisonnières mais insuffisantes

Les activités de récolte et de post-récolte devraient créer des opportunités de revenus pour les ménages dépendant du salariat agricole, du transport, du petit commerce ou de la commercialisation des produits vivriers. Toutefois, ces revenus resteront insuffisants dans les zones où les productions ont été réduites, où les cultures de rente ont été détruites, ou où les ménages ont perdu des actifs productifs. Sur la côte Est, les pertes de café, girofle, litchi, vanille et banane limiteront le pouvoir d'achat des ménages producteurs. Dans les zones de pêche touchées, les pertes de pirogues et de filets réduiront aussi les revenus halieutiques.

Prix alimentaires, carburant et pouvoir d'achat sous pression

L'accès alimentaire restera contraint par les prix du riz, du carburant, du gaz, du transport, de l'eau et des intrants. Même si les récoltes peuvent contribuer à une stabilisation locale des prix dans certaines zones, les ménages pauvres dépendants du marché resteront exposés à une pression économique élevée. Le contexte international renforce cette contrainte :

Situation urbaine : crise d'accès économique plutôt que déficit physique

En milieu urbain, la situation devrait rester dominée par une crise d'accès économique. Les marchés devraient rester globalement approvisionnés, mais les ménages pauvres d'Analamanga, Toamasina, Mahajanga, Antsiranana et des centres secondaires resteront exposés à la hausse du riz, du gaz, du carburant, de l'eau, du transport et du loyer. Les délestages pourraient réduire les revenus des petits commerces, ateliers, gargotes et activités informelles dépendantes de l'électricité. Les poches urbaines pauvres devraient donc rester principalement en Stress, avec des ménages susceptibles de basculer en Crise lorsque les revenus journaliers baissent.

Cette fonction d'amortisseur reste toutefois fragile dans les zones où les infrastructures hydroagricoles, les canaux, les intrants ou les coûts de transport limitent la relance productive.

En milieu rural comme en milieu urbain pauvre, l'accès alimentaire resterait contraint par la faiblesse des revenus, les prix du riz, du carburant, du gaz, du transport, de l'eau et des intrants. Les ménages les plus exposés risquent de maintenir leur consommation minimale au prix de stratégies d'adaptation négatives : endettement, réduction des dépenses essentielles, vente de petits animaux, migration de travail ou décapitalisation partielle.

L'assistance alimentaire resterait un facteur d'atténuation, mais sa couverture projetée serait insuffisante et décroissante. Les détails de couverture et d'écart par période sont présentés dans la section dédiée à l'assistance alimentaire.

En synthèse, la Projection 1 montre une amélioration relative à l'échelle nationale, soutenue par les récoltes, les stocks résiduels et la disponibilité vivrière dans plusieurs régions. Cette amélioration ne doit toutefois pas masquer l'aggravation de la Phase 4 dans les districts les plus vulnérables du Grand Sud. La priorité analytique pour juin–septembre 2026 est donc de suivre les districts du Grand Sud avec poches d'Urgence, les zones rizicoles endommagées du Boeny et de l'Alaotra, les foyers urbains pauvres, ainsi que les zones exposées au risque acridien et aux coûts élevés des intrants.

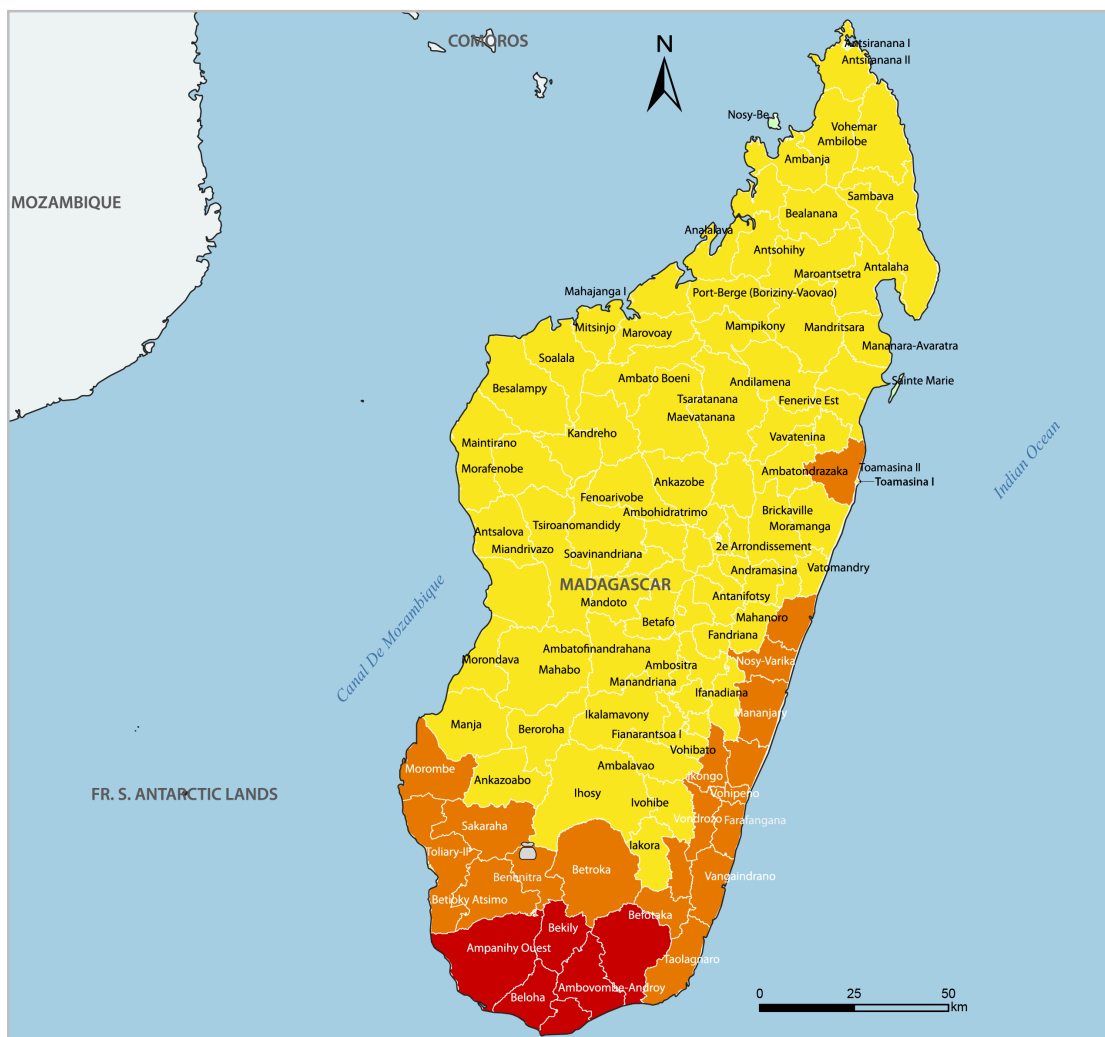
Pression acridienne dans le Sud et le Sud-Ouest

La pression acridienne restera un facteur de risque pour les cultures pendant la période juin–septembre. Les prévisions identifient des risques dans Bekily, Beloha, Betroka, Amboasary Atsimo, Ampanihy, Betioky Sud, Morombe, Toliara II, Benenitra, Sakaraha, Beroroha, Ankazoabo, Manja, Morondava, Ihosy et Ivohibe, avec présence possible de larves, d'ailés diffus ou groupés, et localement d'essaims.

Assistance humanitaire partielle et décroissante

L'assistance humanitaire devrait atténuer partiellement les déficits, mais sa couverture resterait insuffisante.

TABLEAU DE POPULATION DE LA SITUATION PROJETÉE 2 (OCTOBRE 2026 – FÉVRIER 2027)



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité
qui touche au moins 20 % de la population)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones avec preuves insuffisantes
- Zones non analysées

Symboles de la carte

- Classification des zones d'installation urbaines
- Classification des zones d'installation de PDI/autres

La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire

(pris en compte dans la classification des phases)

- Au moins 25 % des ménages ont entre 25 % et moins de 50 % de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire.
- Au moins 25 % des ménages ont 50 % ou plus de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire.

Niveau de preuve

** Moyen

TABLEAU DE LA POPULATION DE LA SITUATION PROJETÉE 2 (OCTOBRE 2026 – FÉVRIER 2027)

Région	District	Population totale	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#pers.	%	#pers.	%	#pers.	%	#pers.	%	#pers.	%		#pers.	%
ALAO TRA MANGORO	Ambatondrazaka	452,374	361,899	80	90,475	20	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Amparafaravola	407,491	264,869	65	122,247	30	20,375	5	0	0	0	0	P2	20,375	5
	Andilamena	132,319	92,623	70	33,080	25	6,616	5	0	0	0	0	P2	6,616	5
	Anosibe-An'ala	143,285	85,971	60	35,821	25	21,493	15	0	0	0	0	P2	21,493	15
	Moramanga	443,895	244,142	55	155,363	35	44,390	10	0	0	0	0	P2	44,390	10
	Sub Totals	1,579,364	1,049,504	66	436,986	28	92,874	6	0	0	0	0		92,874	6
AMBATOSOA	Mananara-Avaratra	295,830	236,664	80	59,166	20	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Maroantsetra	310,017	186,010	60	93,005	30	31,002	10	0	0	0	0	P2	31,002	10
	Sub Totals	605,847	422,674	70	152,171	25	31,002	5	0	0	0	0		31,002	5
AMORONIMANIA	Ambatofinandrahana	258,714	103,486	40	129,357	50	25,871	10	0	0	0	0	P2	25,871	10
	Ambositra	355,360	284,288	80	71,072	20	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Fandriana	258,846	90,596	35	142,365	55	25,885	10	0	0	0	0	P2	25,885	10
	Manandriana	126,596	94,947	75	31,649	25	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Sub Totals	999,516	573,317	57	374,443	37	51,756	5	0	0	0	0		51,756	5
ANALAMANGA	1er Arrondissement	293,122	175,873	60	87,937	30	29,312	10	0	0	0	0	P2	29,312	10
	2e Arrondissement	241,410	144,846	60	84,494	35	12,071	5	0	0	0	0	P2	12,071	5
	3e Arrondissement	155,847	77,924	50	62,339	40	15,585	10	0	0	0	0	P2	15,585	10
	4e Arrondissement	366,448	238,191	65	109,934	30	18,322	5	0	0	0	0	P2	18,322	5
	5e Arrondissement	384,737	230,842	60	134,658	35	19,237	5	0	0	0	0	P2	19,237	5
	6e Arrondissement	174,443	113,388	65	52,333	30	8,722	5	0	0	0	0	P2	8,722	5
	Ambohidratrimo	556,475	278,238	50	250,414	45	27,824	5	0	0	0	0	P2	27,824	5
	Andramasina	211,866	137,713	65	63,560	30	10,593	5	0	0	0	0	P2	10,593	5
	Anjozorobe	284,475	213,356	75	56,895	20	14,224	5	0	0	0	0	P2	14,224	5
	Ankazobe	246,207	160,035	65	73,862	30	12,310	5	0	0	0	0	P2	12,310	5
	Antananarivo Atsimondrano	809,314	323,726	40	445,123	55	40,466	5	0	0	0	0	P2	40,466	5
	Antananarivo Avaradrano	566,230	254,804	45	283,115	50	28,312	5	0	0	0	0	P2	28,312	5
	Manjakandriana	277,277	166,366	60	97,047	35	13,864	5	0	0	0	0	P2	13,864	5
	Sub Totals	4,567,851	2,515,302	55	1,801,711	39	250,842	5	0	0	0	0		250,842	5

ANALANJIROFO	Fenerive Est	361,905	271,429	75	72,381	20	18,095	5	0	0	0	0	P2	18,095	5
	Sainte Marie	32,564	30,936	95	1,628	5	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Soanierana Ivongo	176,457	132,343	75	35,291	20	8,823	5	0	0	0	0	P2	8,823	5
	Vavatenina	241,557	181,168	75	60,389	25	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Sub Totals	812,483	615,876	76	169,689	21	26,918	3	0	0	0	0		26,918	3
ANDROY	Ambovombe-Androy	290,514	14,526	5	72,629	25	145,257	50	58,103	20	0	0	P4	203,360	70
	Antanimora Sud	201,529	10,076	5	80,612	40	70,535	35	40,306	20	0	0	P4	110,841	55
	Bekily	321,477	32,148	10	96,443	30	128,591	40	64,295	20	0	0	P4	192,886	60
	Beloha	210,029	10,501	5	73,510	35	84,012	40	42,006	20	0	0	P4	126,017	60
	Tsihombe	203,304	10,165	5	50,826	25	91,487	45	50,826	25	0	0	P4	142,313	70
	Sub Totals	1,226,853	77,416	6	374,020	30	519,882	42	255,536	21	0	0		775,418	63
ANOSY	Amboasary-Atsimo	322,760	64,552	20	129,104	40	64,552	20	64,552	20	0	0	P4	129,104	40
	Betroka	264,830	66,208	25	132,415	50	66,208	25	0	0	0	0	P3	66,208	25
	Taolagnaro	428,897	150,114	35	193,004	45	85,779	20	0	0	0	0	P3	85,779	20
	Sub Totals	1,016,487	280,874	28	454,523	45	216,539	21	64,552	6	0	0		281,091	27
ATSIMO ANDREFANA	Ampanihy Ouest	528,651	105,730	20	132,163	25	185,028	35	105,730	20	0	0	P4	290,758	55
	Ankazoabo	94,740	33,159	35	47,370	50	14,211	15	0	0	0	0	P2	14,211	15
	Benenitra	58,134	20,347	35	26,160	45	11,627	20	0	0	0	0	P3	11,627	20
	Beroroha	91,294	36,518	40	45,647	50	9,129	10	0	0	0	0	P2	9,129	10
	Betioky Atsimo	409,750	184,388	45	143,413	35	81,950	20	0	0	0	0	P3	81,950	20
	Morombe	289,543	101,340	35	130,294	45	57,909	20	0	0	0	0	P3	57,909	20
	Sakaraha	199,727	69,904	35	89,877	45	39,945	20	0	0	0	0	P3	39,945	20
	Toliary-I	225,275	123,901	55	90,110	40	11,264	5	0	0	0	0	P2	11,264	5
	Toliary-II	490,315	171,610	35	220,642	45	98,063	20	0	0	0	0	P3	98,063	20
	Sub Totals	2,387,429	846,897	35	925,676	39	509,126	21	105,730	4	0	0		614,856	25
ATSIMO ATSINANANA	Befotaka	71,641	14,328	20	39,403	55	17,910	25	0	0	0	0	P3	17,910	25
	Farafangana	538,586	107,717	20	323,152	60	107,717	20	0	0	0	0	P3	107,717	20
	Midongy-Atsimo	63,311	15,828	25	34,821	55	12,662	20	0	0	0	0	P3	12,662	20
	Vangaindrano	471,165	117,791	25	235,583	50	117,791	25	0	0	0	0	P3	117,791	25
	Vondrozo	216,664	54,166	25	119,165	55	43,333	20	0	0	0	0	P3	43,333	20
	Sub Totals	1,361,367	309,830	23	752,124	55	299,413	22	0	0	0	0		299,413	22

ATSINANANA	Antanambao Manampontsy	75,942	22,783	30	41,768	55	11,391	15	0	0	0	0	P2	11,391	15
	Brickaville	261,027	117,462	45	117,462	45	26,103	10	0	0	0	0	P2	26,103	10
	Mahanoro	349,733	122,407	35	157,380	45	69,947	20	0	0	0	0	P3	69,947	20
	Marolambo	205,342	82,137	40	92,404	45	30,801	15	0	0	0	0	P2	30,801	15
	Toamasina I	400,661	120,198	30	220,364	55	60,099	15	0	0	0	0	P2	60,099	15
	Toamasina II	321,127	160,564	50	96,338	30	64,225	20	0	0	0	0	P3	64,225	20
	Vatomandry	208,932	41,786	20	146,252	70	20,893	10	0	0	0	0	P2	20,893	10
	Sub Totals	1,822,764	667,337	37	871,968	48	283,459	16	0	0	0	0		283,459	16
BETSIBOKA	Kandreho	33,885	11,860	35	20,331	60	1,694	5	0	0	0	0	P2	1,694	5
	Maevatanana	292,877	117,151	40	161,082	55	14,644	5	0	0	0	0	P2	14,644	5
	Tsaratanana	189,596	66,359	35	104,278	55	18,960	10	0	0	0	0	P2	18,960	10
	Sub Totals	516,358	195,370	38	285,691	55	35,298	7	0	0	0	0		35,298	7
BOENY	Ambato Boeni	348,631	174,316	50	139,452	40	34,863	10	0	0	0	0	P2	34,863	10
	Mahajanga I	323,000	177,650	55	129,200	40	16,150	5	0	0	0	0	P2	16,150	5
	Mahajanga II	125,641	50,256	40	56,538	45	18,846	15	0	0	0	0	P2	18,846	15
	Marovoay	262,218	183,553	70	65,555	25	13,111	5	0	0	0	0	P2	13,111	5
	Mitsinjo	114,457	40,060	35	57,229	50	17,169	15	0	0	0	0	P2	17,169	15
	Soalala	55,074	16,522	30	30,291	55	8,261	15	0	0	0	0	P2	8,261	15
	Sub Totals	1,229,021	642,357	52	478,265	39	108,400	9	0	0	0	0		108,400	9
BONGOLAVA	Fenoarivobe	254,078	152,447	60	88,927	35	12,704	5	0	0	0	0	P2	12,704	5
	Tsiroanomandidy	691,229	483,860	70	207,369	30	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Sub Totals	945,307	636,307	67	296,296	31	12,704	1	0	0	0	0		12,704	1
DIANA	Ambanja	318,185	190,911	60	111,365	35	15,909	5	0	0	0	0	P2	15,909	5
	Ambilobe	374,275	280,706	75	93,569	25	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Antsiranana I	175,272	148,981	85	26,291	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Antsiranana II	174,922	69,969	40	78,715	45	26,238	15	0	0	0	0	P2	26,238	15
	Nosy-Be	146,275	124,334	85	21,941	15	0	0	0	0	0	0	P1	0	0
	Sub Totals	1,188,929	814,901	69	331,881	28	42,147	4	0	0	0	0		42,147	4
FITOVINANY	Ikongo	249,644	99,858	40	99,858	40	49,929	20	0	0	0	0	P3	49,929	20
	Manakara Atsimo	468,374	187,350	40	187,350	40	93,675	20	0	0	0	0	P3	93,675	20
	Vohipeno	177,158	62,005	35	79,721	45	35,432	20	0	0	0	0	P3	35,432	20
	Sub Totals	895,176	349,213	39	366,929	41	179,036	20	0	0	0	0		179,036	20

IHOROMBE	Iakora	81,400	44,770	55	32,560	40	4,070	5	0	0	0	0	P2	4,070	5
	Ihosy	426,855	256,113	60	149,399	35	21,343	5	0	0	0	0	P2	21,343	5
	Ivohibe	101,194	65,776	65	30,358	30	5,060	5	0	0	0	0	P2	5,060	5
	Sub Totals	609,449	366,659	60	212,317	35	30,473	5	0	0	0	0		30,473	5
ITASY	Arivonimamo	437,872	284,617	65	153,255	35	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Miarinarivo	362,714	235,764	65	126,950	35	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Soavinandriana	309,824	185,894	60	123,930	40	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Sub Totals	1,110,410	706,275	64	404,135	36	0	0	0	0	0	0		0	0
MATSIATRA AMBONY	Ambalavao	367,246	275,435	75	73,449	20	18,362	5	0	0	0	0	P2	18,362	5
	Ambohimahaso	332,852	116,498	35	166,426	50	49,928	15	0	0	0	0	P2	49,928	15
	Fianarantsoa I	232,253	174,190	75	46,451	20	11,613	5	0	0	0	0	P2	11,613	5
	Ikalamavony	153,692	115,269	75	30,738	20	7,685	5	0	0	0	0	P2	7,685	5
	Isandra	184,746	92,373	50	73,898	40	18,475	10	0	0	0	0	P2	18,475	10
	Lalangina	224,556	134,734	60	78,595	35	11,228	5	0	0	0	0	P2	11,228	5
	Vohibato	274,938	178,710	65	82,481	30	13,747	5	0	0	0	0	P2	13,747	5
	Sub Totals	1,770,283	1,087,209	61	552,038	31	131,038	7	0	0	0	0		131,038	7
MELAKY	Ambatomainity	57,689	31,729	55	20,191	35	5,769	10	0	0	0	0	P2	5,769	10
	Antsalova	76,815	42,248	55	30,726	40	3,841	5	0	0	0	0	P2	3,841	5
	Besalampy	78,485	35,318	45	31,394	40	11,773	15	0	0	0	0	P2	11,773	15
	Maintirano	153,453	69,054	45	69,054	45	15,345	10	0	0	0	0	P2	15,345	10
	Morafenobe	46,266	25,446	55	16,193	35	4,627	10	0	0	0	0	P2	4,627	10
	Sub Totals	412,708	203,795	49	167,558	41	41,355	10	0	0	0	0		41,355	10
MENABE	Belo Sur Tsiribihina	176,168	70,467	40	96,892	55	8,808	5	0	0	0	0	P2	8,808	5
	Mahabo	205,333	82,133	40	102,667	50	20,533	10	0	0	0	0	P2	20,533	10
	Manja	141,821	56,728	40	70,911	50	14,182	10	0	0	0	0	P2	14,182	10
	Miandrivazo	209,327	83,731	40	115,130	55	10,466	5	0	0	0	0	P2	10,466	5
	Morondava	201,348	100,674	50	90,607	45	10,067	5	0	0	0	0	P2	10,067	5
	Sub Totals	933,997	393,733	42	476,207	51	64,056	7	0	0	0	0		64,056	7
SAVA	Andapa	268,778	201,584	75	67,195	25	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Antalaha	329,425	247,069	75	82,356	25	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Sambava	484,738	363,554	75	121,185	25	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Vohemar	292,835	219,626	75	73,209	25	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Sub Totals	1,375,776	1,031,833	75	343,945	25	0	0	0	0	0	0		0	0

SOFIA	Analalava	211,449	148,014	70	52,862	25	10,572	5	0	0	0	0	P2	10,572	5
	Antsohihy	226,779	170,084	75	45,356	20	11,339	5	0	0	0	0	P2	11,339	5
	Bealanana	237,139	177,854	75	47,428	20	11,857	5	0	0	0	0	P2	11,857	5
	Befandriana Nord	330,890	231,623	70	66,178	20	33,089	10	0	0	0	0	P2	33,089	10
	Mampikony	239,393	167,575	70	59,848	25	11,970	5	0	0	0	0	P2	11,970	5
	Mandritsara	393,731	295,298	75	78,746	20	19,687	5	0	0	0	0	P2	19,687	5
	Port-Berge (Boriziny-Vaovao)	295,277	236,222	80	44,292	15	14,764	5	0	0	0	0	P2	14,764	5
	Sub Totals	1,934,658	1,426,670	74	394,710	20	113,278	6	0	0	0	0		113,278	6
VAKINANKARATRA	Ambatolampy	342,357	205,414	60	119,825	35	17,118	5	0	0	0	0	P2	17,118	5
	Antanifotsy	426,367	341,094	80	85,273	20	0	0	0	0	0	0	P2	0	0
	Antsirabe I	297,135	178,281	60	103,997	35	14,857	5	0	0	0	0	P2	14,857	5
	Antsirabe II	540,435	216,174	40	297,239	55	27,022	5	0	0	0	0	P2	27,022	5
	Betafo	386,018	270,213	70	96,505	25	19,301	5	0	0	0	0	P2	19,301	5
	Faratsiho	267,260	187,082	70	66,815	25	13,363	5	0	0	0	0	P2	13,363	5
	Mandoto	250,133	162,586	65	75,040	30	12,507	5	0	0	0	0	P2	12,507	5
	Sub Totals	2,509,705	1,560,844	62	844,694	34	104,168	4	0	0	0	0		104,168	4
VATOVAVY	Ifanadiana	215,530	129,318	60	64,659	30	21,553	10	0	0	0	0	P2	21,553	10
	Mananjary	343,074	102,922	30	171,537	50	68,615	20	0	0	0	0	P3	68,615	20
	Nosy-Varika	313,533	78,383	25	172,443	55	62,707	20	0	0	0	0	P3	62,707	20
	Sub Totals	872,137	310,623	36	408,639	47	152,875	18	0	0	0	0		152,875	18
Grand Totals	Grand Totals	32,683,875	17,084,816	52	11,876,616	36	3,296,639	10	425,818	1	0	0		3,722,457	11

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.

VUE D'ENSEMBLE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË PROJETÉE 2 (OCTOBRE 2026 – FÉVRIER 2027)

Pour la période projetée d'octobre 2026 à février 2027, la situation alimentaire devrait se détériorer nettement et atteindre le niveau le plus critique du cycle d'analyse. Environ 3,72 millions de personnes seraient en Phase 3 ou plus, soit près de 11 % de la population analysée. Parmi elles, environ 3,30 millions seraient en Phase 3 de l'IPC (Crise) et 425 818 personnes en Phase 4 de l'IPC (Urgence). Aucune population n'est projetée en Phase 5 de l'IPC (Catastrophe). Par rapport à la période actuelle, la population en Phase 3 ou plus augmenterait d'environ 1,15 million de personnes, tandis que la Phase 4 serait multipliée par environ 17, passant d'environ 24 700 à plus de 425 800 personnes.

Cette projection traduit une aggravation à la fois en ampleur et en sévérité. Le nombre de districts classés en Phase 3 ou plus passerait à 26 districts, dont 7 districts en Phase 4, tous situés dans le Grand Sud. Les districts projetés en Phase 4 sont Ambovombe-Androy, Tsihombe, Bekily, Beloha, Antanimora Sud, Amboasary Atsimo et Ampanihy Ouest. Les niveaux les plus élevés seraient observés à Ambovombe-Androy et Tsihombe, avec 70 % de la population en Phase 3+, dont respectivement 20 % et 25 % en Phase 4. Bekily et Beloha atteindraient 60 % en Phase 3+, Ampanihy Ouest et Antanimora Sud environ 55 %, et Amboasary Atsimo environ 40 %.

La région Androy resterait l'épicentre national de la crise, avec environ 775 400 personnes en Phase 3 ou plus, soit 63 % de sa population analysée, dont 255 500 personnes en Phase 4. L'Atsimo Andrefana atteindrait environ 614 900 personnes en Phase 3 ou plus, soit 25 %, dont 105 700 personnes en Phase 4, principalement portées par Ampanihy Ouest. L'Anosy compterait environ 281 100 personnes en Phase 3 ou plus, soit 27 %, dont 64 600 personnes en Phase 4 à Amboasary Atsimo. Cette concentration confirme que la Projection 2 correspond au pic de sévérité dans les zones agro-pastorales du Sud.

Hors Grand Sud, la détérioration serait plus diffuse mais significative. Atsimo Atsinanana atteindrait environ 299 400 personnes en Phase 3 ou plus, soit 22 %, avec Farafangana, Vangaindrano, Midongy-Atsimo, Vondrozo et Befotaka en situation préoccupante. Fitovinany atteindrait environ 179 000 personnes en Phase 3 ou plus, soit 20 %, notamment à Ikongo, Manakara Atsimo et Vohipeno. Vatovavy atteindrait environ 152 900 personnes en Phase 3 ou plus, soit 18 %, avec Mananjary et Nosy-Varika. Dans l'Atsinanana, environ 283 500 personnes seraient en Phase 3 ou plus, soit 16 %, avec une situation plus préoccupante à Toamasina II et Mahanoro.

Les hypothèses les plus probables reposent d'abord sur l'entrée dans la période de soudure. Entre octobre 2026 et février 2027, les stocks des ménages pauvres devraient s'épuiser rapidement, tandis que la dépendance aux marchés augmenterait. Les dépenses scolaires, les coûts du transport, du carburant, du riz, du gaz et de l'eau réduiraient davantage la part du budget disponible pour l'alimentation. Cette pression serait particulièrement forte dans les ménages pauvres urbains et ruraux dépendants des revenus journaliers, du petit commerce, du travail agricole, de la pêche ou de la vente de petits animaux.

Le facteur climatique central serait la probabilité d'un El Niño fort, associé à une pluviométrie irrégulière, un retard possible des pluies et une hausse des températures. Dans le Grand Sud, cette configuration devrait renforcer la sécheresse, limiter les semis, dégrader les pâturages, réduire les points d'eau et accroître les coûts d'approvisionnement en eau. Les zones les plus exposées seraient l'Androy, l'Anosy Sud, l'Atsimo Andrefana, l'Ihorombe, le Menabe et certaines zones intérieures.

Hypothèses-clés pour la période projetée 2

Cette deuxième période projetée correspondrait à la phase la plus critique du cycle d'analyse. Elle coïnciderait avec l'entrée puis le pic de la soudure dans plusieurs zones, dans un contexte marqué par la faiblesse des stocks, la hausse des prix, les effets différés des cyclones FYTIA et GEZANI, le risque de retard des pluies sous influence d'un El Niño fort, et une couverture d'assistance humanitaire très limitée.

Entrée en soudure et épuisement progressif des stocks

D'octobre 2026 à février 2027, les stocks alimentaires des ménages pauvres devraient diminuer rapidement, en particulier dans le Grand Sud, le Grand Sud-Est, l'Est et les zones cycloniques du Nord-Ouest. Dans l'Androy, l'Atsimo Andrefana et l'Anosy Sud, les ménages pauvres devraient entrer dans la soudure avec des réserves déjà faibles, en raison des faibles récoltes précédentes, de la sécheresse récurrente et de la faible capacité d'autoproduction. Cette situation augmenterait la dépendance aux marchés au moment même où les prix alimentaires sont attendus à la hausse.

Sécheresse probable dans le Grand Sud et retard des pluies

L'hypothèse climatique la plus préoccupante est celle d'un El Niño fort, susceptible d'entraîner un retard des pluies, une pluviométrie irrégulière et une hausse des températures dans les zones internes, méridionales et semi-arides. Le Grand Sud serait le plus exposé, notamment l'Androy, l'Atsimo Andrefana, l'Anosy Sud, l'Ihorombe et une partie du Menabe. Les effets attendus porteraient sur les semis, les pâturages, les points d'eau, le coût de l'eau achetée, la santé animale et les opportunités de travail agricole.

Dans les zones sous influence d'un IOD positif, notamment au Nord et sur une partie des façades orientales, le risque serait plutôt lié aux pluies intenses, à l'enclavement, aux perturbations des marchés et aux inondations localisées. Les hypothèses régionales retiennent ainsi une détérioration probable à sévère dans l'Androy, une détérioration probable à marquée dans l'Atsimo Andrefana, et une détérioration localisée dans l'Anosy, l'Est, le Grand Sud-Est, le Menabe, l'Ihorombe, le Boeny et le Melaky.

Dans l'Androy, la dégradation pourrait être sévère, avec intensification des stratégies négatives telles que la réduction des repas, l'endettement, la vente d'actifs et la migration.

Pluies intenses, enclavement et risque cyclonique dans le Nord et l'Est

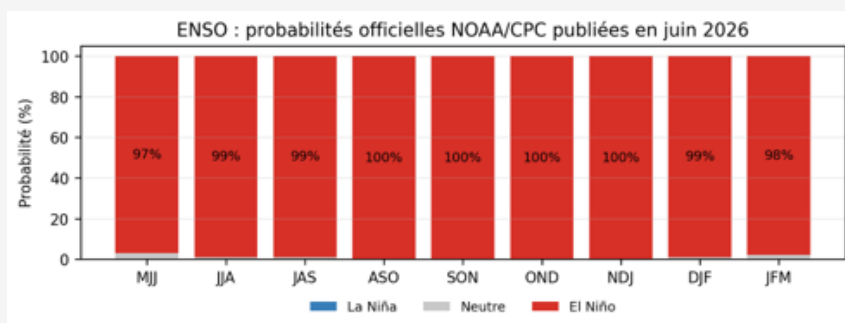
Dans les zones sous influence d'un IOD positif, notamment le Nord, le Nord-Est, la côte Est et certaines zones littorales, l'hypothèse dominante serait plutôt celle de pluies intenses, d'inondations localisées, de dégradation des routes et de perturbation des marchés. Ces risques concerneraient notamment Sava, Analanjirofo, Atsinanana, Vatovavy, Fitovinany et Atsimo Atsinanana. Les ménages des zones enclavées pourraient subir une hausse plus marquée des prix alimentaires en raison des difficultés d'acheminement du riz, du carburant, des intrants et des produits de base.

Effets différés des cyclones FYTIA et GEZANI

Les effets de FYTIA et GEZANI devraient continuer à peser sur les moyens d'existence. FYTIA a fragilisé les périmètres rizicoles du Nord-Ouest, notamment Marovoay, Ambatoboeny, Mitsinjo et Soalala, avec des impacts sur le riz, l'élevage, la pêche et les ouvrages hydroagricoles. GEZANI a fortement affecté la côte Est, les cultures de rente, la pêche, les infrastructures et certaines zones intérieures comme Alaotra-Mangoro.

Le bulletin officiel NOAA/CPC de juin 2026 indique que les conditions El Niño sont présentes et devraient se renforcer pendant l'hiver boréal 2026–2027. Les probabilités officielles publiées en juin 2026 indiquent une probabilité d'El Niño comprise entre 97 % et 100 % sur les saisons glissantes de mai–juillet 2026 à janvier–mars 2027. Ce signal renforce la plausibilité d'un scénario de chaleur accrue, de perturbation pluviométrique et de pression sur les zones méridionales et intérieures de Madagascar.

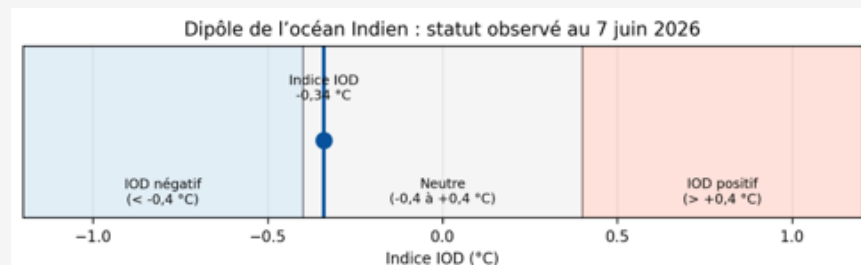
Figure 4. Graphique de synthèse – probabilités officielles ENSO publiées en juin 2026



Source : NOAA/CPC, Official NOAA CPC ENSO Probabilities, issued June 2026.

Au 7 juin 2026, le Bureau of Meteorology indique que l'IOD est encore neutre, avec un indice de $-0,34^{\circ}\text{C}$. Les prévisions demeurent incertaines, mais plusieurs modèles indiquent qu'un événement IOD positif pourrait se développer pendant l'hiver-printemps.

Figure 5. Graphique de synthèse – statut IOD observé au 7 juin 2026



Source : Australian Bureau of Meteorology, Southern Hemisphere Monitoring, 7 June 2026.

Les effets différés des cyclones Fytia et Gezani continueront de peser sur la période projetée. Fytia, cyclone tropical intense de catégorie 3, a affecté les périmètres rizicoles et les zones d'élevage du Nord-Ouest, notamment Marovoay, Ambatoboeny, Mitsinjo et Soalala. Gezani, cyclone tropical très intense de catégorie 4, a frappé la côte Est et les zones de cultures de rente, avec des effets importants sur Toamasina II, Brickaville, Mahanoro, Vatomandry, Fenerive Est, Vavatenina, Ambatondrazaka et Amparafaravola. Les dommages consolidés atteignent 3 508,0 milliards Ar, soit 779,6 millions USD, dont 1 120,7 milliards Ar de dommages directs et 2 387,3 milliards Ar de pertes futures. Les pertes agricoles dominent, avec 100 396 ha de rizières endommagées, soit 40,1 % des superficies déclarées, 83,6 % des ménages touchés dans leur production rizicole, 70,7 % de dégâts sur le maïs, 65,1 % sur le manioc, 73,2 % sur la banane et 77,0 % sur les caféiers.

Les zones productrices de riz joueraient un rôle d'amortisseur, sans toutefois empêcher la détérioration des conditions des ménages pauvres. Alaotra-Mangoro resterait globalement stabilisatrice grâce à son rôle de grenier rizicole national, mais des détériorations localisées sont probables autour des infrastructures hydroagricoles endommagées, des coûts d'engrais et du carburant. Dans le Boeny, la situation resterait plus fragile en lien avec les effets de Fytia sur les périmètres de Marovoay et Ambatoboeny.

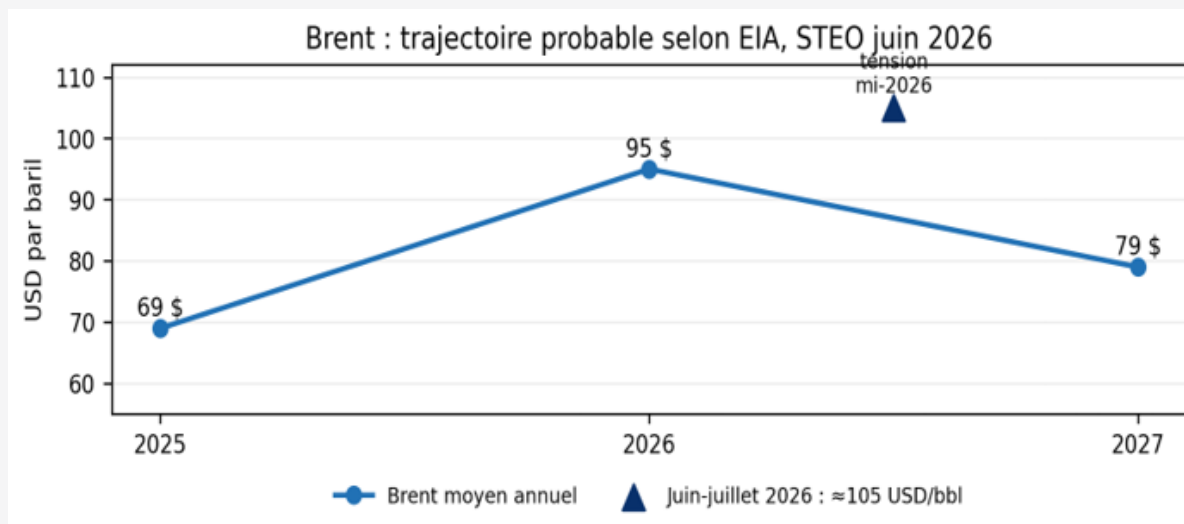
En milieu rural, l'insécurité alimentaire serait principalement liée aux déficits de production, à l'épuisement des stocks, à la perte d'actifs productifs, à la baisse des revenus agricoles et à la pression sur l'eau. Les ménages pauvres des zones agro-pastorales risquent d'intensifier les stratégies négatives : réduction du nombre de repas, consommation d'aliments moins préférés, endettement, vente d'actifs, migration de travail, décapitalisation du cheptel et réduction des dépenses de santé ou d'éducation. Dans les zones de cultures de rente de l'Est, la crise sera également une crise de revenus : les pertes de girofle, café, litchi, vanille et banane limiteront les capacités d'achat de riz et d'autres denrées pendant plusieurs saisons.

En milieu urbain, la détérioration serait davantage liée à l'accès économique qu'à une rupture de disponibilité. Les marchés devraient rester globalement approvisionnés, mais les ménages pauvres seront exposés aux prix du riz, du gaz, du carburant, du transport, de l'eau, du loyer et aux délestages. Analamanga compterait environ 250 800 personnes en Phase 3 ou plus, soit 5 % de sa population analysée, principalement dans les ménages pauvres urbains et périurbains. Toamasina I atteindrait environ 60 100 personnes en Phase 3 ou plus, soit 15 % de sa population analysée, Toamasina II environ 64 200 personnes soit 20 %, Mahajanga II environ 18 800 personnes soit 15 %, et Antsiranana II environ 26 200 personnes soit 15 %. Ces poches urbaines reflètent une crise de pouvoir d'achat, aggravée par les coûts de transport, d'énergie et les revenus informels instables.

Le contexte macroéconomique renforcerait cette pression. Le taux de change de référence utilisé pour les évaluations post-désastres est de l'ordre de 4 500 Ar pour 1 USD. Même si cette valeur traduit une relative stabilisation par rapport à certaines périodes antérieures, elle ne compense pas la hausse mondiale des intrants et de l'énergie. Le pétrole Brent est passé d'environ 80 USD/baril à 100–119 USD/baril, soit une hausse de 25 % à 49 %. Le fret maritime a augmenté de 40 % à 60 %, et l'urée est passée d'environ 474 USD/t à 600 USD/t, soit +26,6 %, avec un risque de tension plus élevée en cas de prolongation des perturbations internationales. La transmission de ces hausses vers Madagascar affectera directement les coûts du transport, du pompage, des engrais, du carburant de pêche, des intrants agricoles et des prix alimentaires.

Prix internationaux de l'énergie. L'EIA prévoit un Brent moyen d'environ 95 USD/baril en 2026, contre 69 USD/baril en 2025, puis un repli vers 79 USD/baril en 2027. La même source indique une tension autour de 105 USD/baril en juin-juillet 2026 dans l'hypothèse de flux pétroliers encore perturbés. La Banque mondiale estime également que les prix de l'énergie pourraient augmenter de 24 % en 2026. Ces éléments soutiennent l'hypothèse d'une pression persistante sur les coûts de transport, d'irrigation, de pêche, d'intrants et d'acheminement de l'assistance.

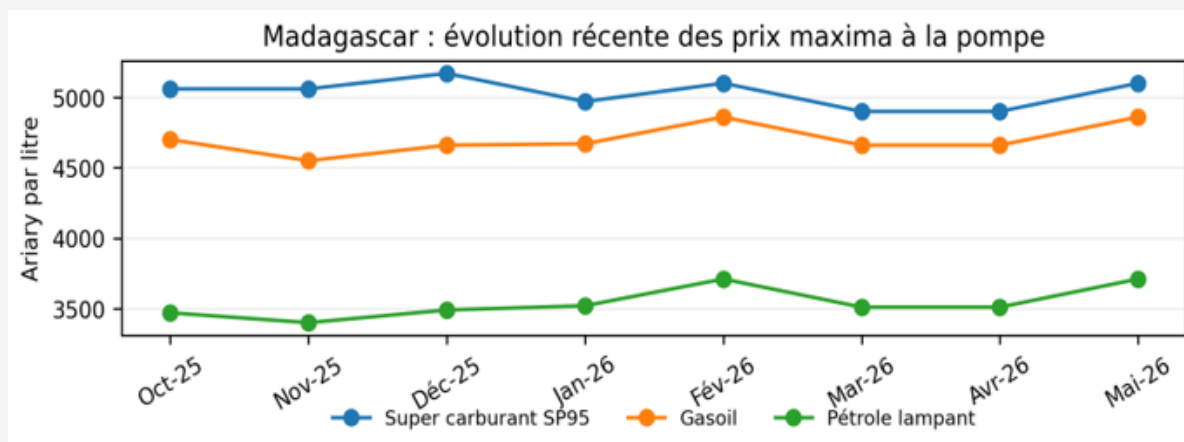
Figure 6. Graphique de synthèse – Brent : trajectoire probable selon l'EIA



Source : U.S. Energy Information Administration, Short-Term Energy Outlook, June 2026 ; Banque mondiale, Commodity Markets Outlook 2026.

Prix des carburants à Madagascar. Les données publiées par l'Office Malgache des Hydrocarbures montrent une volatilité récente des prix maxima à la pompe. Après un repli en mars-avril 2026, les prix affichés au 3 mai 2026 sont revenus à 5 100 Ar/L pour le super carburant, 4 860 Ar/L pour le gasoil et 3 710 Ar/L pour le pétrole lampant. Cette évolution est importante pour l'IPC, car le carburant influence le transport des denrées, les coûts de pêche, le pompage, les marchés urbains et la distribution de l'assistance.

Figure 7. Graphique de synthèse – Madagascar : évolution récente des prix maxima à la pompe



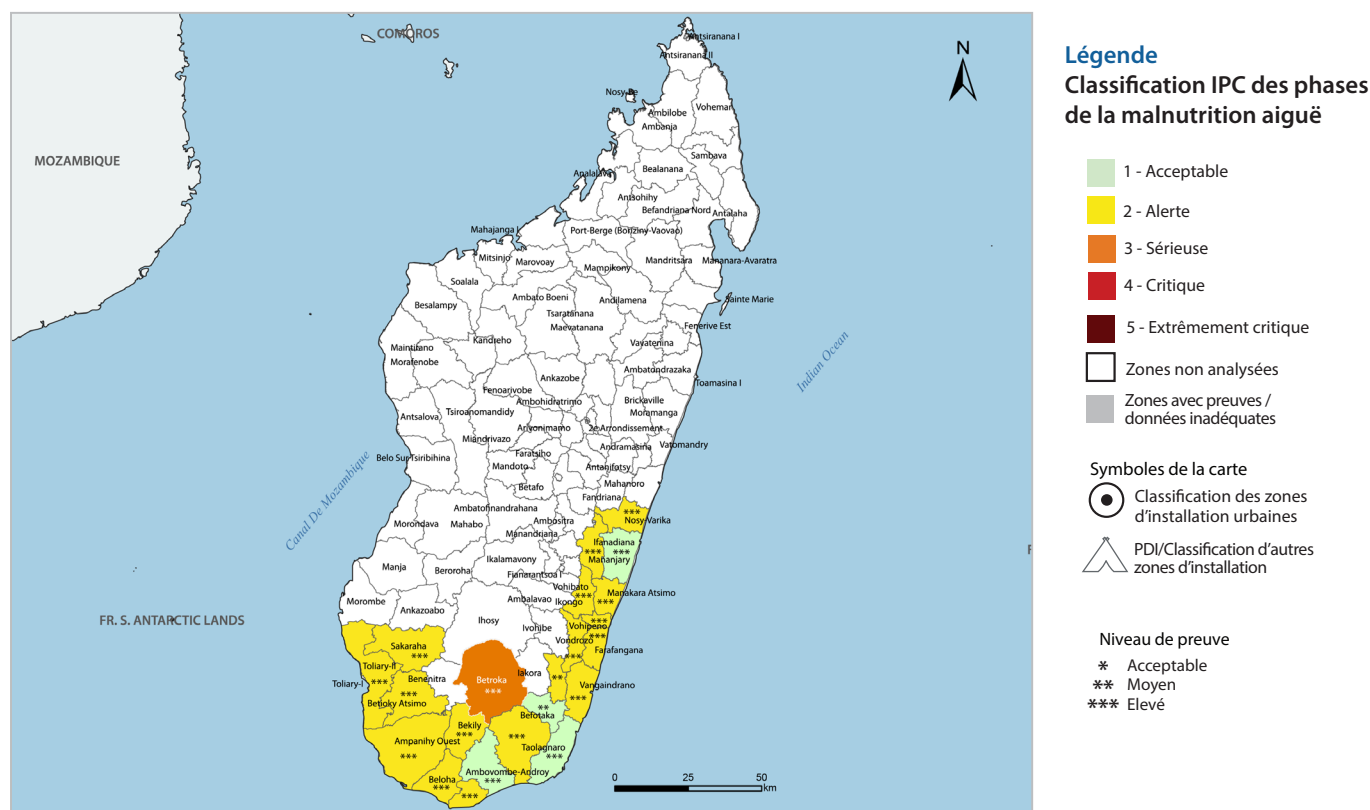
Source : Office Malgache des Hydrocarbures, avis de prix à la pompe, octobre 2025-mai 2026.

L'assistance alimentaire projetée apparaît très insuffisante au regard des besoins. La programmation disponible indique environ 106 400 bénéficiaires par mois d'octobre à décembre 2026, puis aucune assistance renseignée pour janvier et février 2027. En moyenne sur les cinq mois de Projection 2, cela représente environ 63 900 bénéficiaires par mois, soit moins de 2 % des 3,72 millions de personnes projetées en Phase 3 ou plus. Même si l'assistance était entièrement ciblée sur les populations en Crise ou en Urgence, l'écart entre besoins et couverture resterait très important.

La pression acridienne constitue un risque additionnel. Pour la période octobre 2026 à février 2027, les zones à surveiller incluent Bekily, Beloha, Tsihombe, Ambovombe-Androy, Betroka, Amboasary Atsimo, ainsi que Beroroha, Ankazoabo, Sakaraha, Benenitra, Morombe, Betioky Sud et Toliara II. Les formes attendues incluent des larves diffuses ou groupées et des ailés diffus ou groupés. Ce risque pourrait aggraver la dégradation des cultures pluviales dans les zones déjà fragilisées par la sécheresse et les faibles capacités de relance agricole.

En synthèse, la Projection 2 correspond au point de bascule le plus sévère de l'analyse. La combinaison de la soudure, de la sécheresse probable sous El Niño fort, du coût élevé de l'eau et des marchés dans le Grand Sud, des effets différés de Fytia et Gezani, de la hausse des intrants et du carburant, du risque acridien et de la faible couverture de l'assistance expliquerait l'augmentation à 3,72 millions de personnes en Phase 3 ou plus, dont 425 800 en Phase 4. La priorité immédiate devrait rester centrée sur le Grand Sud, tout en maintenant une surveillance renforcée sur les zones cycloniques de l'Est et du Nord-Ouest, les bassins rizicoles fragilisés, les districts du Grand Sud-Est et les poches urbaines pauvres exposées à la crise de pouvoir d'achat.

CARTE DE LA POPULATION DE LA MALNUTRITION AIGUË ACTUELLE (MAY - SEPTEMBRE 2026)



VUE D'ENSEMBLE DE LA MALNUTRITION AIGUË ACTUELLE (JUN - SEPTEMBRE 2026)

L'analyse IPC MNA (IPC de la Malnutrition Aiguë) de la situation nutritionnelle de mai à septembre 2026 met en lumière une fragilité persistante dans le Grand Sud et le Grand Sud Est de Madagascar. Si les récoltes récentes et l'appui humanitaire offrent une accalmie temporaire, cette stabilité apparente masque des vulnérabilités profondes qui menacent la survie des communautés les plus précaires. Sur les 23 Districts analysés, au total quatre districts sont classés en situation Acceptable (Phase 1 de l'IPC MNA), 18 districts en situation d'Alerte (Phase 2 de l'IPC MNA) et Un seul district classé en situation Sérieuse (Phase 3 de l'IPC MNA).

Dans le Grand Sud, la situation nutritionnelle actuelle reste contrastée. Ambovombe-Androy et Taolagnaro, avec des prévalences de MAG respectives de 3,7 % et 4,7 %, se maintiennent en Phase 1 de l'IPC MNA (Acceptable). Pour Ambovombe-Androy, ce classement constitue une amélioration notable, le district apparaissant pour la première fois dans une situation acceptable. Cette amélioration doit toutefois être interprétée avec prudence, car la scission du district d'Ambovombe-Androy montre que la partie nord, désormais analysée séparément sous Antanimora Sud, est classée en Phase 2 de l'IPC MNA (Alerte) et présente un profil de vulnérabilité plus marqué. Ainsi, la situation acceptable observée à Ambovombe-Androy ne signifie pas une normalisation complète de l'ensemble de l'ancien espace territorial, mais plutôt une amélioration localisée dans l'autre partie (Ambovombe).

La majorité des autres districts du Grand Sud, notamment Toliary II, Sakaraha, Betioky Atsimo, Ampanihy Ouest, Beloha, Bekily, Tsihombe, Antanimora Sud et Amboasary Atsimo, demeure classée en Phase 2 – Alerte. Bien que la situation de la malnutrition aiguë y soit globalement maîtrisée dans ces zones, elle reste très volatile face à des facteurs de risques élevés. En effet, même si les ménages parviennent à couvrir leurs besoins énergétiques de base, la qualité nutritionnelle de l'alimentation des jeunes enfants demeure largement insuffisante. La diversité alimentaire des enfants de 6 à 23 mois est généralement inférieure à 10 %, à l'exception de Sakaraha et Tsihombe, traduisant une alimentation peu diversifiée, dominée par les aliments de base qui sont pauvres en protéines et en micronutriments.

Betroka constitue le principal foyer de sévérité nutritionnelle dans le Grand Sud. Le district est classé en Phase 3 de l'IPC MNA (Situation Sérieuse), avec une prévalence élevée de MAG de 12,9 %. La situation est d'autant plus préoccupante que la MAG combinée, intégrant les mesures anthropométriques disponibles, atteint un niveau très élevé, traduisant ainsi une charge nutritionnelle importante chez les enfants de moins de cinq ans.

Cette sévérité découle d'une combinaison de facteurs : la faible diversité alimentaire, une forte morbidité chez les enfants, des conditions d'eau, hygiène et assainissement (EHA) très dégradées, ainsi qu'un accès restreint aux soins préventifs.

À Betroka, les pratiques alimentaires des jeunes enfants restent particulièrement faibles, avec une diversité alimentaire minimale très limitée (9,2%) et une alimentation peu diversifiée (8,8%) chez les enfants de 6 à 23 mois. Cette insuffisance qualitative réduit la capacité des enfants à maintenir un bon état nutritionnel, surtout lorsqu'elle se combine aux maladies. La morbidité infantile demeure élevée avec un taux de 42,1% d'enfants ayant été malades au cours des 2 dernières semaines précédant l'enquête. Il s'agit notamment de la fièvre (26,1%), du paludisme (13,8%), la diarrhée (8,5%) et les infections respiratoires aiguës (9,1%), qui contribuent à aggraver rapidement l'état nutritionnel des enfants en réduisant l'appétit, l'absorption des nutriments et la récupération.

Les conditions d'eau, d'hygiène et d'assainissement constituent également un déterminant majeur à Betroka. L'accès à l'eau potable améliorée reste limité (32,2%), l'assainissement amélioré est très faible (2,1%) et la défécation à l'air libre (81,3%) demeure fortement répandue. Ces facteurs augmentent le risque de maladies diarrhéiques et d'infections répétées, renforçant le cercle négatif entre maladie et malnutrition. À cela s'ajoute une couverture insuffisante de certains services essentiels, notamment la vaccination, la supplémentation en vitamine A, le déparasitage, le dépistage et la prise en charge précoce de la malnutrition aiguë.

Antanimora Sud requiert elle aussi une attention particulière. Son classement en Phase 2 (Alerte) traduit une situation moins sévère que celle de Betroka, mais le district présente plusieurs facteurs de fragilité susceptibles d'entraîner une détérioration rapide de la situation nutritionnelle. Son exposition aux contraintes agroclimatiques, la faiblesse des moyens d'existence, l'accès limité à l'eau, la faible diversité alimentaire et la vulnérabilité des ménages pauvres justifient une surveillance rapprochée. En période de soudure, ou en cas de hausse des prix, de baisse de l'assistance humanitaire sensible à la nutrition, de recrudescence des maladies ou de déficit pluviométrique, Antanimora Sud pourrait basculer rapidement vers une phase plus sévère.

Tsihombe demeure aussi un district à surveiller étroitement. Malgré son classement en Phase 2 (Alerte), le district reste fortement exposé aux effets de la sécheresse, aux contraintes d'accès à l'eau et aux conséquences sanitaires d'un épisode de rougeole avec mortalité signalée. Cette combinaison de facteurs aggravant pourrait accroître rapidement le risque nutritionnel, notamment chez les enfants de moins de cinq ans, si les interventions de santé, de nutrition, d'EHA et d'assistance alimentaire ne sont pas maintenues ou renforcées.

Dans le Grand Sud-Est, la situation nutritionnelle actuelle ne traduit pas une crise généralisée de malnutrition aiguë, mais plusieurs districts présentent des signaux d'alerte qui doivent être suivis de près. Les cas les plus préoccupants ne sont pas toujours ceux où la MAG est la plus élevée : certains districts affichent une MAG faible ou dans la norme historique, mais présentent des niveaux de mortalité ou de vulnérabilité sanitaire qui suggèrent un risque de détérioration rapide.

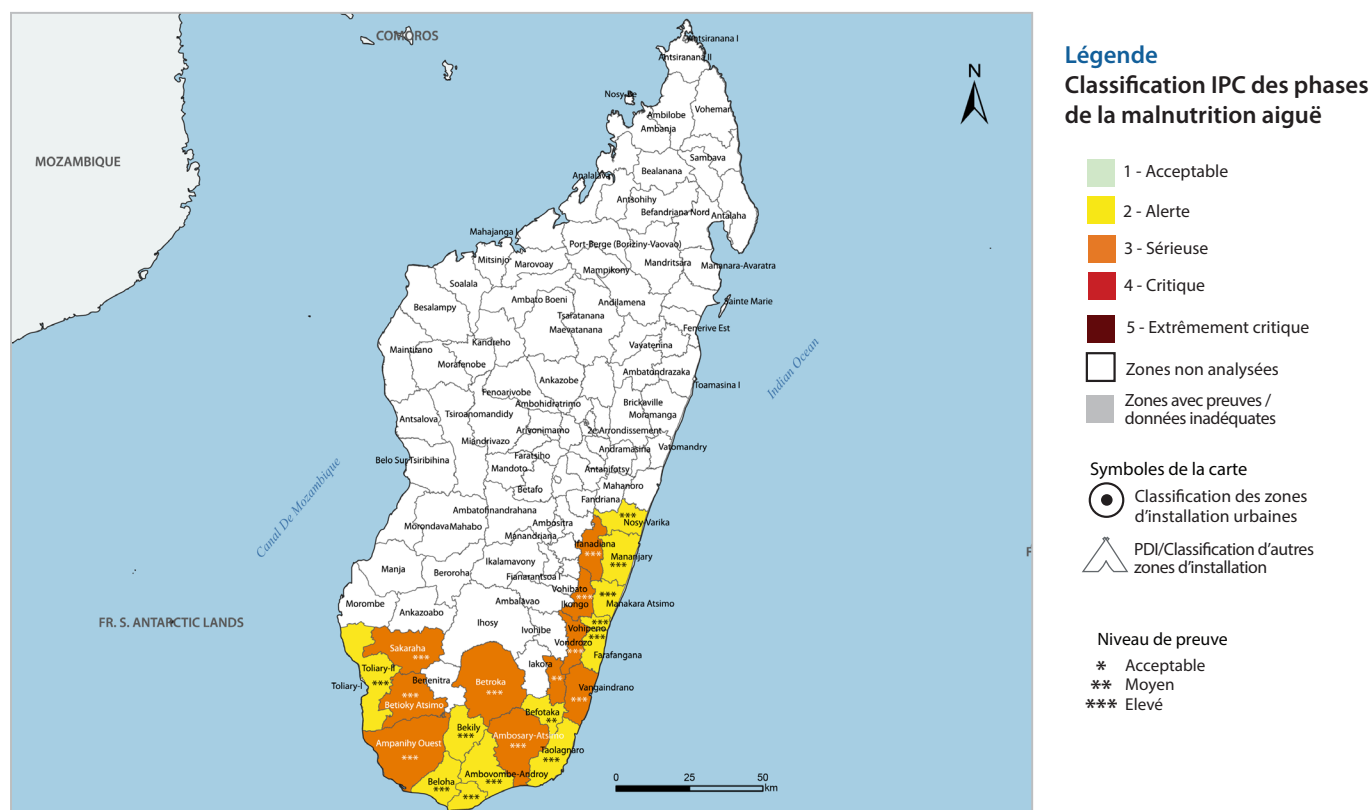
Befotaka constitue le principal point de vigilance. Malgré une MAG inférieure au minimum historique et un retard de croissance également inférieur au minimum historique, le district présente un taux brut de mortalité de 1,32 décès pour 10 000 personnes par jour, au-dessus du seuil d'alerte de 1 décès pour 10 000 personnes par jour. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans atteint 1,56 décès pour 10 000 enfants par jour, niveau inférieur mais proche du seuil critique de 2 décès pour 10 000 enfants par jour. Cette situation suggère que la vulnérabilité sanitaire pourrait être plus préoccupante que ne le laisse paraître la MAG. Befotaka doit donc être considéré comme un district à risque élevé, nécessitant aussi un suivi rigoureux de la mortalité, de la morbidité, de l'accès aux soins, de l'EHA et de la prise en charge nutritionnelle.

Ikongo représente également un cas sensible. Bien que la malnutrition aiguë globale (MAG) reste conforme aux moyennes historiques, le taux brut de mortalité (1,01 décès pour 10 000 personnes par jour) dépasse légèrement le seuil d'alerte. De son côté, le taux de mortalité des moins de 5 ans (U5MR), qui s'établit à 1,48, n'atteint pas le seuil critique mais requiert une attention particulière. Dans ce district, le risque semble davantage lié à la combinaison entre morbidité, enclavement, accès limité aux services et fragilité des conditions de vie qu'à une détérioration anthropométrique déjà clairement installée. Ikongo doit donc être suivi comme un foyer possible de détérioration rapide, surtout pendant la saison des pluies.

Nosy Varika est un autre district à craindre, en particulier pour les enfants de moins de cinq ans. La MAG y est inférieure au minimum historique, mais l'U5MR atteint 1,71 décès pour 10 000 enfants par jour, soit le niveau le plus proche du seuil critique parmi les districts analysés. Cette situation indique une vulnérabilité infantile importante, possiblement liée aux maladies, aux difficultés d'accès aux soins, aux conditions EHA ou aux limites de prise en charge. La faiblesse apparente de la MAG ne doit donc pas conduire à sous-estimer le risque sanitaire dans ce district.

Midongy Atsimo et Vondrozo présentent un profil différent, avec une MAG supérieure au maximum historique. Ce signal indique une détérioration nutritionnelle aiguë plus directe, même si les indicateurs de mortalité restent inférieurs aux seuils critiques. À Midongy Atsimo, l'U5MR atteint 1,14, ce qui appelle une vigilance renforcée chez les jeunes enfants. À Vondrozo, la mortalité reste faible, mais la hausse de la MAG au-delà du maximum historique justifie une surveillance nutritionnelle active, un dépistage renforcé et une vérification de la dynamique des admissions.

CARTE DE LA POPULATION DE LA MALNUTRITION AIGUË PROJETÉE 1 (OCTOBRE 2026 - JANVIER 2027)



VUE D'ENSEMBLE DE LA MALNUTRITION AIGUË PROJETÉE 1 (OCTOBRE 2026 - JANVIER 2027)

Au cours de la période projetée 1, d'octobre 2026 à janvier 2027, la situation nutritionnelle devrait se détériorer dans plusieurs districts du Grand Sud et du Grand Sud-Est. Cette période correspond à l'entrée progressive dans la soudure, au début de la saison des pluies et à une phase de risque climatique accru. Les hypothèses les plus probables indiquent une pression simultanée sur la disponibilité alimentaire, l'accès économique des ménages à l'alimentation, les pratiques alimentaires des jeunes enfants, ainsi que sur l'environnement sanitaire. Sur les 23 Districts analysés, au total 10 districts sont classés en situation Sérieuse (Phase 3 de l'IPC MNA) et 13 districts en situation d'Alerte (Phase 2 de l'IPC MNA).

Betroka devrait se maintenir en Phase 3 de l'IPC MNA (Situation Sérieuse), compte tenu d'une situation actuelle déjà préoccupante et d'une morbidité infantile élevée, avec une proportion importante d'enfants récemment malades. Les faibles pratiques alimentaires, les contraintes EHA et la vulnérabilité des moyens d'existence agro-pastoraux devraient continuer à limiter l'amélioration de la situation.

Ambovombe-Androy devrait passer de la Phase 1 (Acceptable) à la Phase 2 (Alerte). Cette évolution traduit une dégradation relative, liée à la pression alimentaire attendue, au risque d'insécurité alimentaire sévère, à la vulnérabilité des ménages pauvres et à la menace d'une recrudescence de maladies évitables, notamment la rougeole si la couverture vaccinale reste insuffisante. Cette détérioration ne justifie toutefois pas un basculement en Phase 3, en l'absence de preuves suffisantes d'une détérioration nutritionnelle plus sévère.

Les districts d'Antanimora Sud, Bekily, Beloha, Toliara II et Tsihombe devraient rester en Phase 2 – Alerte. Dans ces zones, la situation demeure fragile, mais les preuves disponibles ne soutiennent pas un franchissement vers la Phase 3. Les principaux risques concernent la baisse des stocks, la hausse des prix alimentaires, la réduction de la diversité alimentaire, les difficultés d'accès à l'eau, la recrudescence des maladies saisonnières et, dans certains districts comme Tsihombe, les effets persistants de la sécheresse, des vents de sable et de la réduction des appuis humanitaires. À Beloha et Bekily, la présence de ménages en insécurité alimentaire sévère impose une vigilance accrue. Cependant, ce facteur ne peut justifier à lui seul le passage à une phase nutritionnelle supérieure sans une dégradation parallèle des indicateurs sanitaires et nutritionnels.

Dans le Grand Sud-Est, la situation présente une dynamique différente. Les disponibilités vivrières pourraient être partiellement soutenues par les tubercules, les bananes, les fruits à pain et d'autres aliments locaux.

Toutefois, le début de la saison des pluies devrait accroître les contraintes d'accès physique aux marchés, aux services de santé et aux sites de prise en charge nutritionnelle, en particulier dans les zones enclavées. Les risques d'inondation, de coupure des routes, de perturbation des marchés et de réduction de l'accès aux soins devraient renforcer la vulnérabilité des ménages et des enfants.

Dans ce contexte, Ifanadiana, Ikongo, Vangaindrano et Midongy-Atsimo devraient basculer en Phase 3 de l'IPC MNA (Sérieuse). Cette détérioration serait principalement liée à la combinaison entre l'enclavement, la baisse de l'accès aux marchés et aux services, la morbidité accrue, notamment le paludisme, les diarrhées et les infections respiratoires aiguës, ainsi que la fragilité des pratiques alimentaires des jeunes enfants. À Ikongo, la détérioration de l'insécurité alimentaire sévère constitue un facteur contributif important. À Midongy-Atsimo, l'enclavement extrême, les faibles conditions EHA et l'accès très limité aux services renforcent le risque de détérioration nutritionnelle.

Vondrozo devrait se maintenir en Phase 3 (Sérieuse), en raison de la combinaison entre une faible diversité alimentaire, des contraintes persistantes d'accès aux services nutritionnels et sanitaires, et la réduction ou le retrait de certains appuis financiers et opérationnels. Ces facteurs pourraient limiter la capacité du système local à prévenir et prendre en charge efficacement les cas de malnutrition aiguë.

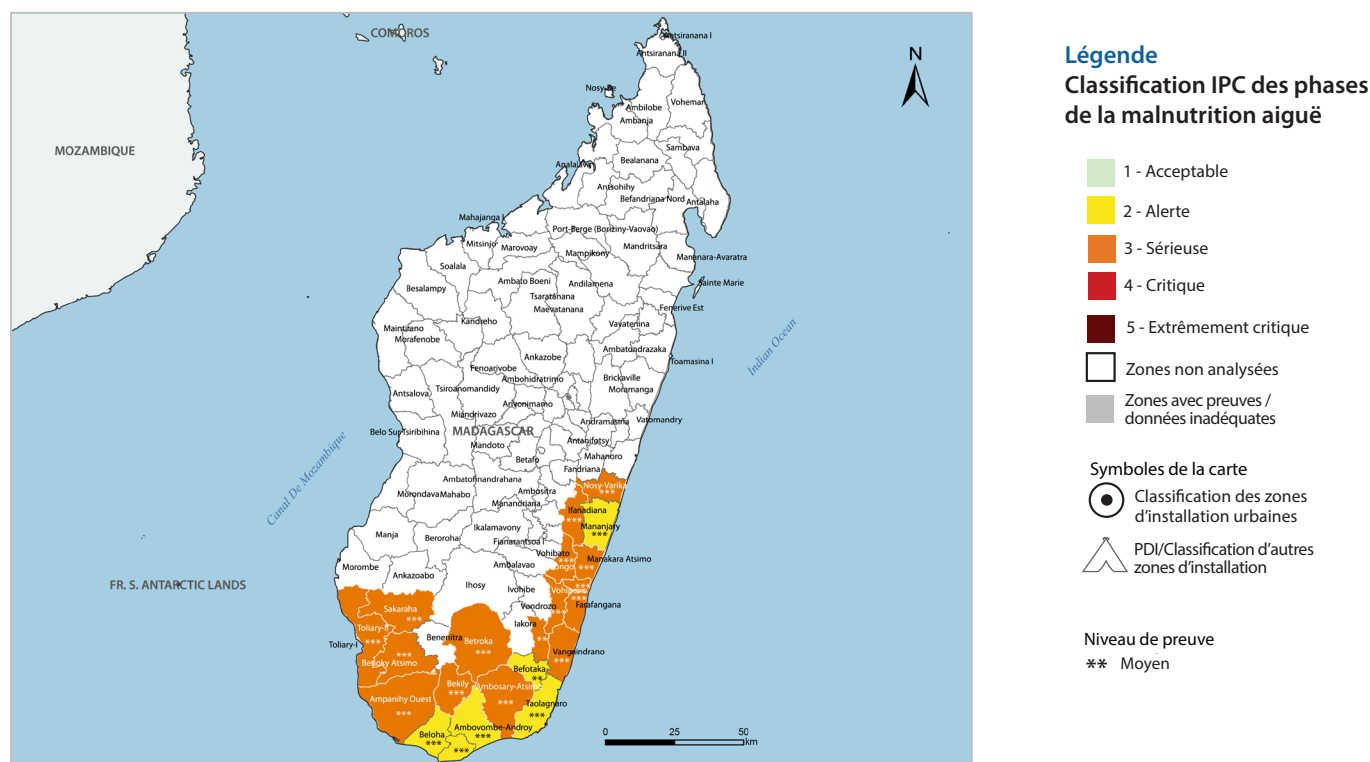
Mananjary et Befotaka devraient passer en Phase 2 (Alerte), aux côtés de Farafangana, Manakara, Nosy Varika et Vohipeno. Dans ces districts, la situation reste préoccupante mais ne présente pas, à ce stade, une convergence suffisante pour justifier une Phase 3. À Befotaka, la MAG observée reste relativement basse, mais les signaux de vulnérabilité sont importants, notamment l'isolement saisonnier, les difficultés d'accès à l'eau potable, les faibles conditions EHA et les indicateurs de mortalité préoccupants. Ces éléments justifient une vigilance renforcée, même si la classification nutritionnelle demeure en Phase 2.

De manière transversale, la consommation alimentaire des ménages pauvres et très pauvres devrait se dégrader progressivement, en quantité comme en qualité. La réduction de la diversité alimentaire, l'augmentation du recours aux stratégies d'adaptation, la dépendance accrue aux marchés et la hausse des prix pourraient affecter négativement l'état nutritionnel des enfants de 6 à 59 mois. En parallèle, la recrudescence saisonnière des maladies infectieuses, notamment les diarrhées, le paludisme et les infections respiratoires aiguës, devrait accentuer l'interaction négative entre maladie et malnutrition.

La poursuite des interventions de prévention, de supplémentation, de vaccination, de dépistage et de prise en charge de la malnutrition aiguë devrait contribuer à atténuer une aggravation plus marquée. Toutefois, leur effet dépendra de la continuité des financements, de la disponibilité des intrants essentiels, de l'accessibilité physique aux services et de la capacité des ménages à maintenir un accès minimal à une alimentation adéquate.

En conclusion, la période projetée 1 devrait marquer une détérioration modérée à sévère de la situation nutritionnelle dans plusieurs districts du Grand Sud et du Grand Sud-Est. Les hypothèses les plus probables indiquent une extension des zones en Phase 2 (Alerte) et une augmentation du nombre de districts en Phase 3 (Sérieuse). La détérioration attendue de la situation est principalement causée par la période de soudure, le manque de pluies, la cherté des aliments et la hausse saisonnière des maladies. À cela s'ajoutent les difficultés d'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement (EHA), l'enclavement du Grand Sud-Est, ainsi que la faiblesse des infrastructures sanitaires et nutritionnelles.

CARTE DE LA POPULATION DE LA MALNUTRITION AIGUË PROJETÉE 2 (FEVRIER - AVRIL 2027)



VUE D'ENSEMBLE DE LA MALNUTRITION AIGUË PROJETÉE 2 (FEVRIER - AVRIL 2027)

Pour la période projetée 2, de février à avril 2027, la situation nutritionnelle restera alarmante dans les régions du Grand Sud et du Grand Sud-Est. La majorité des districts se concentreront en phases d'Alerte (Phase 2) et Sérieuse (Phase 3), cette dernière devenant prédominante dans plusieurs zones du Sud, du Sud-Ouest et du Sud-Est. Sur les 23 Districts analysés, au total 17 districts sont classés en situation Sérieuse (Phase 3 de l'IPC MNA) et six districts en situation d'Alerte (Phase 2 de l'IPC MNA). Cette configuration confirme une dégradation saisonnière de la situation nutritionnelle, sans extension généralisée vers les phases les plus extrêmes.

Cette période correspond au pic ou à la fin de la soudure dans plusieurs zones. Les ménages pauvres et très pauvres devraient faire face à l'épuisement des stocks alimentaires, à une hausse persistante des prix des denrées de base et à une baisse de leur pouvoir d'achat. Dans le Grand Sud, cette pression sera probablement renforcée par les déficits pluviométriques, les tensions sur l'eau, la fragilité des moyens d'existence agro-pastoraux et la dépendance accrue aux marchés.

Dans le Grand Sud-Est, la situation devrait être davantage influencée par les contraintes d'accès physique liées à la saison des pluies, aux risques d'inondation, à l'enclavement de certaines localités et aux difficultés d'accès aux services de santé et de nutrition. Même lorsque certaines disponibilités vivrières locales subsistent, notamment les tubercules, les bananes ou les fruits à pain, l'accès aux marchés, aux soins et aux intrants nutritionnels pourrait être fortement perturbé.

La morbidité infantile constitue un facteur aggravant majeur pour cette période. La recrudescence attendue du paludisme, des diarrhées et des infections respiratoires aiguës, combinée aux faibles conditions d'eau, hygiène et assainissement, devrait accentuer l'interaction négative entre maladie et malnutrition. Les enfants de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et allaitantes et les ménages les plus pauvres resteront les groupes les plus exposés.

La présence de districts en Phase 2(Alerte) indique que certains facteurs protecteurs persistent, notamment les interventions nutritionnelles et sanitaires, les couvertures partielles de prévention, certaines disponibilités alimentaires locales et la capacité résiduelle des ménages à maintenir une consommation minimale. Toutefois, ces districts demeurent fragiles et pourraient se détériorer rapidement en cas de rupture d'intrants, de baisse de couverture des services de santé et d'EHA, de choc climatique supplémentaire ou de flambée épidémique.

En conclusion, la période février-avril 2027 devrait confirmer une situation nutritionnelle globalement fragile, avec une extension ou un maintien des districts en Phase 3(Sérieuse) dans les zones les plus exposées. Plusieurs facteurs clés vont contribuer à aggraver la situation : la période de soudure, l'inflation alimentaire et la sécheresse dans le Sud. Le Sud-Est fera aussi face à son enclavement saisonnier, tandis que les maladies infantiles progressent face à un accès limité aux soins, à la nutrition et à l'EHA.

TABLEAU DES POPULATIONS ATTEINTES PAR LA MALNUTRITION AIGUË PAR REGION ET PAR DISTRICT
(MAI 2026 – AVRIL 2027)

Région	Unité d'analyse	Population de moins de 5 ans *	k	MAG Combinée	Nombre total de cas de Malnutrition Aiguë (6-59 mois) ayant besoin d'un traitement											Nombre total de cas de Malnutrition Aiguë chez les FEFA		
					MAG			MAM	MAM			MAS	MAS			Population FEFA	MAG FEFA	MAG
					MAG	MAG (M)	MAG (F)		MAM	MAM (M)	MAM (F)		MAS	MAS (M)	MAS (F)			
Androy	Ambovombe-Androy	52,293	3.5	6.5	24,214	10,575	13,639	6	18,175	7,314	10,861	0.4	6,039	3,261	2,778	2,353	5.3	697.0
	Antanimora Sud	36,275	3.5	9.0	11,361	6,513	4,848	8	9,807	5,485	4,322	1.3	1,554	1,028	526	1,632	7.8	710.0
	Bekily	57,866	3.5	7.8	15,846	8,859	6,987	7	13,537	7,109	6,428	1.1	2,309	1,750	559	2,604	10.1	1,455.0
	Beloha	37,805	3.5	6.9	9,095	4,287	4,808	6	8,434	3,930	4,504	0.5	661	357	304	1,701	5.4	509.0
	Tsihombe	36,595	3.5	6.4	8,935	4,634	4,301	6	7,270	3,735	3,535	0.6	1,665	899	766	1,647	0.5	46.0
Anosy	Amboasary-Atsimo	58,097	3.5	9.0	35,011	17,239	17,772	8	26,283	12,627	13,656	1.3	8,728	4,612	4,116	2,614	9.8	1,429.0
	Betroka	47,669	3.5	14.1	23,558	13,964	9,594	12	19,497	10,901	8,596	2.5	4,061	3,063	998	2,145	13.4	1,598.0
	Taolagnaro	77,201	3.5	6.1	17,984	10,651	7,333	6	15,823	9,484	6,339	0.4	2,161	1,167	994	3,474	5.9	1,143.0
Atsimo Andrefana	Ampanihy Ouest	95,157	3.5	9.2	29,628	13,848	15,780	8	24,086	9,532	14,554	1.5	5,542	4,316	1,226	4,282	6.6	1,561.0
	Betioky Atsimo	73,755	3.5	10.5	56,476	37,358	19,118	9	43,027	29,134	13,893	1.9	13,449	8,224	5,225	3,319	6.9	1,274.0
	Sakaraha	35,951	3.5	8.7	11,440	7,678	3,762	8	10,064	6,591	3,473	1.0	1,376	1,087	289	1,618	7.7	695.0
	Toliary-II	88,257	3.5	8.4	26,331	14,679	11,652	7	22,667	12,010	10,657	1.5	3,664	2,669	995	3,972	5.4	1,196.0
	Total grand Sud	696,921			269,879	150,285	119,594		218,670	117,852	100,818		51,209	32,433	18,776	31,361		12,313
Atsimo Antsinanana	Farafangana	96,945	3.5	7.7	28,468	14,108	14,360	6	22,863	12,093	10,770	1.7	5,605	2,015	3,590	4,363	6.1	1,478.0
	Vondrozo	39,000	3.5	10.9	15,378	9,287	6,091	10	13,983	8,771	5,212	1.1	1,395	516	879	1,755	5.5	536.0
	Vangaindrano	84,810	3.5	8.7	26,827	17,952	8,875	8	23,396	15,067	8,329	1.1	3,431	2,885	546	3,816	2.1	445.0
	Midongy-Atsimo	11,396	3.5	8.7	3,227	1,465	1,762	8	3,027	1,357	1,670	0.3	200	108	92	513	2.6	74.0
	Befotaka	12,895	3.5	7.8	4,021	1,633	2,388	7	3,733	1,511	2,222	0.5	288	122	166	580	3.5	113.0
Fitovinany	Manakara Atsimo	84,307	3.5	9.0	32,033	14,659	17,374	7	26,928	12,269	14,659	1.7	5,105	2,390	2,715	3,794	10.1	2,129.0
	Ikongo	44,936	3.5	11.0	44,286	24,969	19,317	9	38,659	21,657	17,002	2.2	5,627	3,312	2,315	2,022	5.8	652.0
	Vohipeno	31,888	3.5	5.6	7,063	3,315	3,748	5	6,197	3,014	3,183	0.8	866	301	565	1,435	6.7	534.0
Vatovavy	Nosy-Varika	56,436	3.5	8.2	30,665	16,853	13,812	8	29,843	16,213	13,630	0.4	822	640	182	2,540	10.7	1,510.0
	Mananjary	61,753	3.5	3.8	9,221	6,536	2,685	4	8,322	5,836	2,486	0.4	899	700	199	2,779	4.1	633.0
	Ifanadiana	38,795	3.5	10.3	30,725	19,357	11,368	10	27,695	17,451	10,244	0.4	3,030	1,906	1,124	1,746	4.3	417.0
Total grand Sud-Est		563,161			231,914	130,134	101,780		204,646	115,239	89,407		27,268	14,895	12,373	25,343		8,521
Total		1,260,082			501,793	280,419	221,374		423,316	233,091	190,225		78,477	47,328	31,149	56,704		20,834

Le calcul du nombre de cas de malnutrition aiguë a été effectué à partir de la formule standard recommandée par le Global Nutrition Cluster : Nombre de cas = Population cible x Prévalence x K où K représente le facteur d'incidence, fixé à 3,5 pour les enfants de 6 à 59 mois et à 1 pour les femmes enceintes et allaitantes (FEFA). Pour les enfants de 6 à 59 mois, la prévalence retenue correspond à la prévalence combinée de la malnutrition aiguë (Z-score Poids/Taille < -2 ET/OU PB < 125 mm OU présence d'œdèmes bilatéraux), telle qu'estimée lors de la dernière enquête SMART. Pour les districts dont la situation devrait se dégrader en changeant de phase dans les périodes de projection, c'est la borne supérieure de l'intervalle de confiance qui a été utilisée. Pour les FEFA, la prévalence a été estimée à partir de la mesure du périmètre brachial (MUAC) de la même enquête, en considérant le seuil de 210 mm pour la malnutrition aiguë.

RECOMMANDATIONS POUR L'ACTION

Priorités de réponse

Sauver des vies, prévenir la détérioration nutritionnelle et protéger les moyens d'existence

Une réponse multisectorielle immédiate, intensive et ciblée doit être mobilisée dans les districts où la détérioration alimentaire, nutritionnelle et sanitaire est déjà avérée ou hautement probable. La priorité doit être accordée aux districts classés en Phase 3 de l'IPC IAA (Crise) ou comportant des poches de Phase 4 de l'IPC IAA (Urgence) pour l'insécurité alimentaire aiguë, ainsi qu'aux districts classés en Phase 3 de l'IPC MNA (Sérieuse) pour la malnutrition aiguë. Cette réponse devra être renforcée à partir d'octobre 2026 et maintenue au moins jusqu'à avril 2027, période durant laquelle les risques de soudure, de hausse des prix, de maladies saisonnières, d'enclavement et de rupture d'accès aux services seront les plus élevés.

- Dans le Grand Sud, l'assistance doit cibler en priorité Ampanihy Ouest, Ambovombe-Androy, Amboasary Atsimo, Bekily, Tsihombe, Beloha, Antanimora Sud, Betioky Atsimo et Sakaraha. Les interventions doivent combiner assistance alimentaire, transferts monétaires ajustés au coût réel du panier de dépenses minimales, protection des moyens d'existence, accès à l'eau, prévention sanitaire et prise en charge nutritionnelle. L'objectif est de réduire les déficits de consommation alimentaire, de prévenir l'aggravation de la malnutrition aiguë et de limiter les stratégies d'adaptation négatives telles que l'endettement, la vente d'actifs, la décapitalisation du bétail ou la migration contrainte.
- Dans le Grand Sud-Est, les districts enclavés ou exposés à une détérioration rapide, notamment Ikongo, Ifanadiana, Vangaindrano, Midongy-Atsimo, Vondrozo, Mananjary, Nosy-Varika, Vohipeno, Farafangana et Befotaka, doivent faire l'objet d'un prépositionnement anticipé des vivres, intrants nutritionnels, médicaments essentiels, kits WASH et équipements de réponse rapide avant les périodes d'enclavement liées à la saison des pluies.

Renforcer la prévention, le dépistage et la prise en charge de la malnutrition aiguë

- Les interventions spécifiques de prévention et de prise en charge de la malnutrition aiguë doivent être intensifiées chez les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes. Les priorités concernent le dépistage précoce, le dépistage actif communautaire, la référence rapide des cas, la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë et des maladies infantiles, ainsi que la disponibilité continue des intrants nutritionnels, médicaments essentiels et outils de suivi jusqu'au dernier kilomètre.
- La couverture et la qualité des services de prise en charge doivent être renforcées dans les zones prioritaires, notamment par la réactivation des sites CRENAM fermés, le renforcement des CRENAS/CRENI, le déploiement de stratégies avancées et mobiles, et l'application des approches de traitement recommandées par le protocole national. Les interventions ANJE et ANJE-U doivent être systématiquement couplées aux actions de supplémentation nutritionnelle, de promotion d'une alimentation adéquate, de diversification alimentaire et de soutien aux pratiques de soins.
- La prise en charge des maladies infantiles doit être renforcée, en particulier dans les districts où la morbidité contribue fortement à la malnutrition aiguë, notamment Betroka, Ikongo et les zones exposées au paludisme, aux diarrhées, aux infections respiratoires aiguës, à la rougeole, au choléra ou à d'autres flambées épidémiques. Les activités de vaccination, de supplémentation en vitamine A, de déparasitage, de prévention du paludisme et de prise en charge intégrée des maladies de l'enfant doivent être consolidées.

Réduire les maladies qui aggravent la malnutrition

- Les interventions en eau, hygiène et assainissement doivent être renforcées dans les districts où l'accès à l'eau potable et à l'assainissement reste insuffisant. Les priorités concernent le traitement et la sécurisation des points d'eau, la chloration, la distribution de kits d'hygiène, la promotion des bonnes pratiques d'hygiène, l'amélioration de l'accès à l'assainissement et la prévention des maladies hydriques.
- Ces actions doivent être ciblées en priorité dans les communes exposées aux tensions sur l'eau dans le Grand Sud, aux inondations dans le Grand Sud-Est et à l'enclavement saisonnier. Elles doivent être étroitement articulées avec les interventions nutritionnelles et sanitaires afin de réduire les risques de diarrhées, de choléra, d'infections respiratoires aiguës et de paludisme.
- La prévention du paludisme devra inclure explicitement la distribution, le renouvellement ou le renforcement de l'accès aux moustiquaires imprégnées, en particulier dans les zones où la recrudescence saisonnière du paludisme est attendue. Cette action devra être accompagnée d'activités de sensibilisation sur leur utilisation effective et d'un renforcement de la prise en charge rapide des cas fébriles chez les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes.

Protéger la capacité des ménages à produire, acheter et accéder à l'alimentation

- Les appuis agricoles et pastoraux doivent être livrés à temps pour la campagne 2026–2027. Ils doivent inclure des semences à cycle court, des boutures de manioc, des intrants maraîchers, des légumineuses, des appuis au petit élevage et un soutien ciblé aux ménages affectés par la sécheresse, les cyclones Fytia et Gezani et les pertes de production.
- Dans les zones où la crise est principalement liée à l'accès économique, les interventions doivent soutenir les revenus des ménages pauvres à travers l'argent contre travail, les transferts monétaires, l'appui au petit commerce, la relance de la pêche artisanale, la recapitalisation du petit élevage et les activités génératrices de revenus. Les femmes cheffes de ménage, les ménages sans actifs productifs, les ménages dépendants du travail journalier et les ménages ayant recours à des stratégies d'adaptation négatives doivent être priorités.
- Les infrastructures rurales endommagées doivent être réhabilitées avant ou pendant la saison des pluies lorsque cela est possible. Les priorités concernent les pistes rurales, les ouvrages hydroagricoles, les canaux de drainage, les infrastructures de pêche, les accès aux marchés et les dispositifs de gestion de l'eau. Cette réhabilitation est essentielle pour maintenir les flux commerciaux, faciliter l'acheminement de l'assistance et soutenir les bassins de production, notamment Alaotra-Mangoro, Marovoay, Ambatoboeny, Mitsinjo et Soalala.

Prévenir le basculement des districts vulnérables

- Les districts en Phase 2 mais proches du seuil de détérioration doivent faire l'objet d'actions anticipatoires afin d'éviter un basculement vers la Phase 3. Les districts à suivre en priorité incluent Morombe, Farafangana, Vondrozo, Midongy-Atsimo, Manakara Atsimo, Vohipeno, Mahanoro, Toamasina II, Betioky Atsimo, Sakaraha, Toliara II, Benenitra et Taolagnaro, ainsi que certains foyers émergents du Boeny tels qu'Ambato Boeni, Mitsinjo, Mahajanga II et Soalala.
- Ces actions doivent combiner assistance alimentaire préventive, transferts monétaires ajustés aux prix, relance agricole, appui aux marchés, réhabilitation des accès, renforcement nutritionnel et surveillance rapprochée des prix, des admissions nutritionnelles et de la morbidité. Des mesures de préparation doivent également être engagées dans l'ensemble des districts exposés aux effets possibles d'El Niño, aux risques cycloniques et à l'enclavement saisonnier.

Éviter l'effondrement de la couverture d'assistance

- La baisse projetée de la couverture d'assistance constitue un risque majeur. La couverture moyenne de l'assistance alimentaire représenterait environ 41 % des populations en Phase 3 ou plus en période actuelle, puis environ 29 % en Projection 1, avant de tomber à moins de 2 % en Projection 2 en l'absence de programmation additionnelle confirmée. Cette contraction interviendrait au moment où les besoins atteindraient leur niveau le plus élevé.
- Il est donc nécessaire de sécuriser rapidement des financements additionnels et flexibles afin de maintenir les interventions vitales dans les districts prioritaires. Les financements doivent couvrir simultanément l'assistance alimentaire, les transferts monétaires, la nutrition, la santé, l'EHA, la protection des moyens d'existence, la logistique, le prépositionnement et la surveillance. Sans renforcement des ressources, les gains observés pendant la période actuelle risquent d'être rapidement annulés pendant la soudure et la saison des pluies.

Renforcer l'alerte précoce et l'actualisation de l'analyse

- Le suivi des prix, des marchés et des flux commerciaux doit être renforcé sur les marchés de référence et dans les zones enclavées. Les produits à suivre en priorité sont le riz local et importé, le manioc, le maïs, l'huile, le sucre, le carburant, le gaz, l'eau, les intrants agricoles et les intrants nutritionnels. Ces informations doivent permettre d'ajuster rapidement les montants des transferts monétaires et les modalités d'assistance.
- La surveillance nutritionnelle doit être intensifiée dans le Grand Sud, le Grand Sud-Est et la côte Est, en suivant conjointement les admissions CRENI/CRENAS, les données SMART, les ruptures d'intrants, la morbidité infantile, les indicateurs EHA, les alertes communautaires et les données de mortalité lorsqu'elles sont disponibles. La détection précoce des foyers de malnutrition et des épidémies doit être renforcée afin de permettre une réponse rapide.
- La surveillance des maladies et ravageurs des cultures doit également être maintenue, avec une attention particulière aux criquets, chenilles légionnaires, maladies du riz et ravageurs des cultures vivrières. Les données de surveillance doivent être intégrées aux mécanismes SAP, aux tableaux de bord sectoriels et aux prochaines analyses IPC.
- Une actualisation de l'analyse IPC devra être conduite dès que de nouvelles données seront disponibles, en cohérence avec les données de sécurité alimentaire, de nutrition, de marchés, de santé, d'assistance humanitaire, de climat et de

moyens d'existence. L'effectivité des recommandations devra être évaluée régulièrement, notamment la couverture réelle de l'assistance, le ciblage, les montants effectivement transférés, la disponibilité des intrants et les effets sur la consommation alimentaire, la nutrition et les moyens d'existence.

- Une analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë persistante devra également être envisagée dans les zones présentant une vulnérabilité structurelle récurrente. Les zones à prioriser sont le Grand Sud, le Grand Sud-Est, certaines zones enclavées de la côte Est et les zones de moyens d'existence chroniquement fragiles. Cette analyse permettrait de mieux distinguer les crises saisonnières récurrentes des vulnérabilités alimentaires prolongées et d'orienter des réponses plus structurelles.

Facteurs de risque à surveiller

- La réduction ou le retard des financements internationaux constitue un risque majeur pour la réponse humanitaire, la nutrition, la santé publique, la protection sociale et les moyens d'existence. La baisse de la couverture d'assistance alimentaire est particulièrement préoccupante : alors que la couverture moyenne de la période actuelle atteint environ 41 % des populations en Phase 3 ou plus, elle tombe à environ 29 % en Projection 1 et à moins de 2 % en Projection 2 si aucune programmation additionnelle n'est confirmée. Cette contraction intervient au moment où les besoins atteindraient leur maximum.
- Le risque cyclonique, les pluies excessives et les inondations entre novembre 2026 et avril 2027 doivent être suivis de près. Une saison cyclonique active pourrait provoquer des crues, glissements de terrain, pertes de cultures, destruction d'infrastructures, isolement de districts enclavés et perturbation des marchés. Ce risque est particulièrement critique pour la côte Est, le Grand Sud-Est, le Nord-Est, le Boeny et le Melaky.
- L'inflation persistante et la perte de pouvoir d'achat restent des facteurs centraux de dégradation de l'accès alimentaire. La hausse du riz, du carburant, du gaz, du transport, de l'eau et des intrants agricoles affecte directement les ménages pauvres, y compris lorsque les marchés restent approvisionnés. Les zones urbaines pauvres, les districts enclavés et les ménages dépendants des achats alimentaires sont les plus exposés.
- La propagation saisonnière des maladies hydriques et vectorielles constitue un risque aggravant pendant la saison des pluies. Paludisme, diarrhées, choléra, infections respiratoires aiguës et maladies liées à l'eau peuvent réduire la productivité des adultes, accroître les dépenses de santé et aggraver l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans.
- Le risque acridien demeure préoccupant dans le Grand Sud et le Sud-Ouest. Une infestation non maîtrisée pourrait affecter les cultures vivrières et les pâturages de l'Androy, de l'Anosy, de l'Atsimo Andrefana, du Menabe et de l'Ihorombe. La surveillance écologique, la prospection terrestre et aérienne, ainsi que le traitement rapide des foyers larvaires doivent rester prioritaires.
- Enfin, les hypothèses climatiques associées à un El Niño fort et à un IOD positif doivent être suivies en continu. Dans le Grand Sud et les zones intérieures, le risque principal est le retard des pluies, la sécheresse, la hausse des températures, la baisse des pâturages et la pression sur l'eau. Dans le Nord, l'Est et les zones littorales, le risque peut prendre la forme de pluies excessives, d'inondations, de cyclone de forte intensité, d'enclavement et de perturbation des marchés.
- Les tensions géopolitiques internationales, notamment au Moyen-Orient, pourraient exercer une pression indirecte sur les prix du carburant, les coûts de transport, les intrants agricoles et nutritionnels, le taux de change et l'inflation. Cette évolution pourrait réduire davantage le pouvoir d'achat des ménages pauvres et limiter leur accès économique à une alimentation suffisante et diversifiée.

LE RÔLE DE L'AIDE ALIMENTAIRE HUMANITAIRE SUR LA SITUATION D'INSECURITE ALIMENTAIRE AIGUË

L'analyse de l'assistance alimentaire montre un décalage croissant entre les besoins projetés et la couverture planifiée. Les populations nécessitant une action urgente sont principalement celles classées en Phase 3 et Phase 4, en particulier les ménages pauvres et très pauvres du Grand Sud, les ménages ayant épuisé leurs stocks, les ménages fortement dépendants du marché, les éleveurs affectés par la sécheresse, les ménages ayant recours à des stratégies de crise, ainsi que les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et allaitantes et les personnes âgées. La période actuelle bénéficie encore d'un niveau d'assistance relativement élevé, mais insuffisant ; la Projection 1 montre une baisse progressive de la couverture ; et la Projection 2 révèle un quasi-effondrement de l'assistance renseignée au moment même où l'insécurité alimentaire atteint son pic.

1. Période actuelle — mars à mai 2026

Pour la période actuelle, environ 2,57 millions de personnes sont classées en Phase 3 ou plus, dont 2,55 millions en Phase 3 et 24 691 personnes en Phase 4. L'assistance alimentaire planifiée ou rapportée couvre environ 1,18 million de personnes en mars, 1,01 million en avril et 979 000 en mai, soit une moyenne mensuelle d'environ 1,05 million de bénéficiaires.

Cela représente une couverture brute moyenne d'environ 41 % des populations en Phase 3 ou plus. L'écart non couvert reste donc élevé, autour de 1,52 million de personnes par mois. La couverture diminue déjà entre mars et mai, passant de 1,18 million à 979 000 bénéficiaires, soit une baisse d'environ 17 %.

L'assistance reste fortement concentrée dans certains districts, notamment Toamasina I, Ampanihy Ouest, Toamasina II, Betioky Atsimo, Toliara II, Ambovombe-Androy, Manakara, Marovoay et Amboasary Atsimo. Cette concentration permet de couvrir certaines zones affectées par les cyclones et certains districts du Sud, mais elle ne suffit pas à absorber l'ensemble des besoins, notamment dans les districts où les poches de Phase 4 apparaissent déjà, comme Ambovombe-Androy et Tsihombe.

2. Projection 1 — juin à septembre 2026

Pour la première projection, la population en Phase 3 ou plus recule à environ 2,12 millions de personnes, mais la sévérité s'aggrave : la population en Phase 4 passerait à environ 183 000 personnes. Malgré cette aggravation de la sévérité, l'assistance alimentaire diminue fortement.

Les bénéficiaires planifiés seraient d'environ 825 900 personnes en juin, 810 600 en juillet, 476 800 en août et 311 200 en septembre. La moyenne mensuelle serait donc d'environ 606 000 bénéficiaires, soit une couverture brute d'environ 29 % des populations projetées en Phase 3 ou plus.

L'écart devient particulièrement préoccupant à partir d'août. La couverture passe de près de 810 600 bénéficiaires en juillet à 476 800 en août, puis 311 200 en septembre, soit une baisse d'environ 62 % entre juin et septembre. Cette contraction intervient alors que les ménages pauvres du Grand Sud restent exposés à la sécheresse, au coût de l'eau, aux prix élevés et à l'érosion des moyens d'existence.

Les districts encore relativement couverts pendant cette période sont surtout Ampanihy Ouest, Betioky Atsimo, Toamasina I jusqu'en juillet, Toamasina II, Toliara II, Manakara et Benenitra. En revanche, plusieurs districts très préoccupants du Grand Sud, notamment Bekily, Beloha, Tsihombe, Ambovombe-Androy, Antanimora Sud et Amboasary Atsimo, disposent d'une couverture faible ou décroissante au regard des niveaux attendus de Crise et d'Urgence.

3. Projection 2 — octobre 2026 à février 2027

La deuxième projection constitue le point critique. Les besoins augmenteraient fortement, avec environ 3,72 millions de personnes en Phase 3 ou plus, dont 3,30 millions en Phase 3 et 425 818 personnes en Phase 4. Le nombre de districts en Phase 3 ou plus atteindrait 26, dont 7 districts en Phase 4, tous situés dans le Grand Sud.

Or, l'assistance alimentaire renseignée chute à environ 106 400 bénéficiaires par mois en octobre, novembre et décembre, puis aucune assistance n'est renseignée pour janvier et février 2027. Sur l'ensemble de la période octobre-février, la moyenne mensuelle tombe à environ 63 900 bénéficiaires.

Cela représente une couverture brute moyenne d'environ 1,7 % seulement des populations projetées en Phase 3 ou plus. L'écart non couvert atteindrait donc environ 3,66 millions de personnes par mois. En termes de personnes-mois, les besoins théoriques atteindraient environ 18,6 millions de personnes-mois sur cinq mois, contre seulement 319 000 personnes-mois d'assistance renseignée.

Le décalage est particulièrement critique car l'assistance restante serait concentrée essentiellement sur Betioky Atsimo, Benenitra et Manakara entre octobre et décembre. Elle ne couvre pratiquement plus les principaux districts projetés en Phase 4, notamment Ambovombe-Androy, Tsihombe, Bekily, Beloha, Antanimora Sud, Amboasary Atsimo et Ampanihy Ouest. Cette situation crée un risque majeur d'aggravation des déficits alimentaires, de recours accru aux stratégies d'urgence et de détérioration nutritionnelle.

Lecture synthétique par période

Période IPC	Population Phase 3+	Assistance moyenne mensuelle	Couverture brute estimée	Lecture principale
Mars-mai 2026	2,57 M	1,05 M	41 %	Assistance importante mais insuffisante
Juin-septembre 2026	2,12 M	0,61 M	29 %	Baisse progressive malgré hausse de la Phase 4
Octobre 2026-février 2027	3,72 M	0,06 M	1,7 %	Rupture majeure de couverture au pic de la crise

L'assistance alimentaire joue un rôle d'amortisseur pendant la période actuelle, mais sa couverture reste insuffisante face aux 2,57 millions de personnes en Phase 3 ou plus. La situation devient plus préoccupante en Projection 1, avec une baisse de la couverture moyenne à environ 29 % alors que la Phase 4 augmente fortement. En Projection 2, le dispositif d'assistance renseigné devient très inférieur aux besoins, avec une couverture brute d'environ 1,7 % seulement des populations projetées en Phase 3 ou plus. Cette rupture intervient au moment du pic attendu de la soudure, dans un contexte de sécheresse probable dans le Grand Sud, de prix élevés, de faibles stocks, d'effets persistants de Fytia et Gezani, et de pression accrue sur les moyens d'existence.

PROCESSUS ET MÉTHODOLOGIE

Les deux analyses IPC conduites en 2026 ont été placées sous la présidence du Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC), avec l'appui technique de l'Unité de Soutien Global de l'IPC (GSU). L'analyse IPC de l'Insécurité Alimentaire Aiguë (IAA) a été conduite avec l'appui des leads du Cluster Sécurité Alimentaire et Moyens de Subsistance (MINAE, BNGRC, FAO, PAM) tandis que l'analyse IPC de la Malnutrition Aigue (MNA) a été conduite avec l'appui des leads du Cluster Nutrition (ONN, MINSANP, UNICEF).

L'analyse IPC IAA s'est tenue du 18 au 26 mai 2026 à Antsirabe, avec la participation des institutions nationales, des agences des Nations Unies, des ONG, des partenaires techniques et des acteurs sectoriels concernés. Elle a été précédée d'une phase de préparation et de pré-remplissage des fiches d'analyse, ainsi que d'une formation de recyclage sur les outils et protocoles du manuel technique IPC version 3.1.

L'analyse IPC MNA a été conduite du 11 au 24 juin 2026, dans la continuité du processus IPC national, sous la présidence du BNGRC et avec l'appui du Cluster Nutrition et du GSU. Elle a mobilisé les acteurs nationaux et partenaires spécialisés en nutrition, santé, sécurité alimentaire, EHA et systèmes d'information, afin de classer la sévérité de la malnutrition aiguë dans les zones disposant de preuves nutritionnelles suffisantes.

Cet exercice revêt un caractère inédit : il constitue la première classification IPC IAA conduite à l'échelle nationale, étendant la couverture aux régions habituellement exclues du champ d'analyse. Il s'inscrit dans un contexte marqué par l'effet cumulé des cyclones Ewetse, Fytia et Gezani de la saison 2024-2025, par une dégradation nutritionnelle en entrée de soudure, par la contraction des financements humanitaires internationaux et par des pressions macro-économiques persistantes.

Les deux exercices répondent à des objectifs analytiques distincts mais complémentaires. L'IPC IAA vise à classer la sévérité de l'insécurité alimentaire aiguë des ménages, en tenant compte de la consommation alimentaire, des moyens d'existence, des stratégies d'adaptation, des marchés, des prix, de la disponibilité alimentaire, de l'accès économique et physique aux aliments, ainsi que des chocs affectant les ménages. L'IPC MNA vise, quant à lui, à classer la sévérité de la malnutrition aiguë chez les enfants, en analysant la prévalence de la malnutrition aiguë globale, les maladies, les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, les conditions d'eau, hygiène et assainissement, l'accès aux services de santé et de nutrition, ainsi que les autres facteurs contributifs.

L'exercice conjoint intervient dans un contexte marqué par les effets cumulés des chocs climatiques récents, notamment les cyclones de la saison 2025-2026, par des déficits localisés de production, par la pression sur les prix alimentaires, par la fragilité des moyens d'existence des ménages pauvres, par des contraintes persistantes d'accès aux services de base, et par une contraction des financements humanitaires. Ce contexte justifie une lecture intégrée des résultats IAA et MNA, tout en maintenant la distinction méthodologique entre les deux échelles IPC.

Participation et processus de validation

Les analyses ont mobilisé des analystes issus de plusieurs secteurs et niveaux institutionnels, notamment les institutions étatiques, les agences des Nations Unies, les organisations de la société civile, les partenaires techniques, les acteurs de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de la santé, de l'agriculture, de la météorologie, des marchés et de la gestion des risques de catastrophes.

Pour l'IPC IAA, l'analyse a été organisée en sous-groupes géographiques afin d'assurer une couverture territoriale homogène et une lecture contextualisée des dynamiques régionales. Les travaux de groupe ont été complétés par des séances de plénière consacrées à l'harmonisation des jugements analytiques, à la discussion des divergences, à l'assurance qualité et à la validation finale des classifications. Pour l'IPC AMN/MNA, la validation a également reposé sur la convergence des preuves nutritionnelles, sanitaires, alimentaires et environnementales, avec une attention particulière aux résultats SMART, aux admissions nutritionnelles et aux facteurs contributifs de la malnutrition aiguë.

Les classifications finales, les estimations de population et les produits cartographiques ont été discutés et validés selon les procédures IPC, sur la base du consensus technique entre analystes.

Périodes d'analyse

Les analyses couvrent des périodes actuelles et projetées définies en fonction de la saisonnalité alimentaire, nutritionnelle, sanitaire et climatique. Pour l'IPC IAA, l'analyse a couvert trois périodes : la période actuelle correspondant à la situation observée, la première période projetée couvrant la soudure et la petite récolte, et la deuxième période projetée correspondant à l'horizon d'alerte précoce, en lien avec la nouvelle campagne culturale et la saison cyclonique.

Pour l'IPC MNA, les périodes d'analyse ont été définies en cohérence avec la dynamique nutritionnelle attendue, notamment l'évolution de la soudure, les tendances de morbidité, la disponibilité alimentaire, les pratiques d'alimentation des jeunes enfants, l'accès aux services de santé et de nutrition, ainsi que les risques climatiques et sanitaires attendus. Les résultats projetés doivent donc être interprétés comme des scénarios les plus probables, et non comme des constats observés.

Couverture géographique

L'analyse IPC IAA a couvert l'ensemble du territoire national, avec 120 districts classifiés et une population analysée d'environ 32,68 millions de personnes. Les districts ont été regroupés en grands clusters géographiques afin de faciliter l'analyse territoriale et l'harmonisation interrégionale.

L'analyse IPC MNA a porté sur les zones disposant de preuves nutritionnelles suffisantes, en particulier les districts couverts par les enquêtes SMART et les données nutritionnelles récentes. La couverture MNA est donc plus ciblée que celle de l'IAA, conformément aux exigences de disponibilité et de fiabilité des preuves nutritionnelles. Les différences de couverture entre les deux analyses doivent être prises en compte dans l'interprétation des résultats conjoints.

Sources de données mobilisées

Pour l'IPC IAA et pour la période actuelle, les données émanent de plusieurs sources : l'enquête EFSA à couverture nationale (score de consommation alimentaire, indice des stratégies d'adaptation, diversité alimentaire, accès aux marchés et sources de revenus), l'enquête nutritionnelle SMART menée dans les districts du Grand Sud, les admissions CREN/CRENAS pour le suivi de la malnutrition aiguë, les données des Evaluations Rapides Multisectorielles des cyclones (BNGRC/OCHA), ainsi que les indices de prix à la consommation et les projections démographiques 2026 publiés par l'INSTAT, ces dernières servant de dénominateurs IPC. La majorité des données mobilisées présente un score de fiabilité partiellement fiable, conforme aux protocoles IPC et garantissant un niveau de confiance acceptable.

Pour les périodes projetées, les analyses se sont appuyées sur les données de prix des denrées de base (SIM-Prix/SISAV et FEWS NET).

Pour l'IPC MNA, les principales preuves mobilisées comprennent les résultats des enquêtes SMART 2026, les données anthropométriques, les indicateurs de malnutrition aiguë globale, les données d'admission CREN/CRENAS, les indicateurs de morbidité infantile, les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, la diversité alimentaire des enfants et des femmes, les données EHA, les couvertures vaccinales et préventives, ainsi que les informations sur l'accès aux services de santé et de nutrition.

Les deux analyses ont également mobilisé des données contextuelles communes, notamment les informations météorologiques, les prévisions saisonnières, les tendances ENSO, les risques acridiens, les informations sur les prix, les données agricoles et les éléments relatifs aux chocs récents. L'ensemble des preuves a été organisé et analysé selon le principe de convergence, en tenant compte de leur fiabilité, de leur représentativité géographique, de leur actualité et de leur pertinence pour chaque échelle IPC. L'ensemble de ces données a été mis à disposition des analystes sur le portail AP et exploité selon le principe de convergence des preuves, conformément au cadre d'analyse de l'IPC.

Principe d'analyse et articulation AFI-MNA

Les résultats IPC IAA et IPC MNA ont été analysés de manière complémentaire, mais ils ne doivent pas être confondus. Une zone peut présenter une insécurité alimentaire aiguë élevée sans nécessairement être en phase critique de malnutrition aiguë, et inversement, une situation nutritionnelle préoccupante peut être influencée par des facteurs non alimentaires tels que les maladies, les conditions EHA, les pratiques de soins ou l'accès aux services de santé.

Dans le bulletin conjoint, l'articulation entre les deux échelles repose donc sur l'identification des liens de causalité plausibles : disponibilité et accès alimentaires, qualité de l'alimentation, morbidité, pratiques de soins, accès aux services, eau, hygiène et assainissement, chocs climatiques et vulnérabilité structurelle des ménages. Les conclusions conjointes doivent être lues comme une analyse intégrée des risques alimentaires et nutritionnels, tout en respectant les seuils, les objectifs et les protocoles propres à chaque échelle IPC.

Pour les périodes projetées, les analyses se sont appuyées sur les données de prix des denrées de base (SIM-Prix/SISAV et FEWS NET), sur les tendances saisonnières de précipitation et de température de la Direction Générale de la Météorologie (DGM) et du forum SARCOF, sur la probabilité d'évolution du phénomène ENSO, et sur la situation et les prévisions de recrudescence acridienne de l'IFVM (Ivotoerana Famongorana ny Valala eto Madagasikara). L'ensemble de ces données a été mis à disposition des analystes sur le portail SSI et exploité selon le principe de convergence des preuves, conformément au cadre d'analyse de l'IPC.

Limites de l'analyse

L'analyse repose principalement sur les données de l'enquête EFSa. En raison de contraintes budgétaires, la taille des échantillons par district demeure relativement réduite, ce qui limite la fiabilité statistique au niveau local. Enfin, la robustesse de la preuve est plus élevée pour la situation actuelle que pour les deux horizons projetés, dont les résultats doivent être lus comme des scénarios consensuels d'anticipation.

Ce que sont l'IPC, l'insécurité alimentaire aiguë et la malnutrition aiguë pour l'IPC?

L'IPC consiste en une série d'outils et de procédures qui servent à classer le niveau de sévérité et les caractéristiques des crises alimentaires et nutritionnelles sur la base de normes internationales. L'IPC se compose de quatre fonctions qui se renforcent mutuellement ; chacune s'accompagne d'un ensemble de protocoles (outils et procédures) spécifiques. Les paramètres fondamentaux de l'IPC comprennent l'établissement d'un consensus, la convergence des preuves, la redevabilité, la transparence et la comparabilité. L'analyse IPC vise à informer la réponse d'urgence ainsi que les politiques et les programmations de sécurité alimentaire et de nutrition.

Pour l'IPC, l'insécurité alimentaire aiguë et la malnutrition aiguë sont définies comme toute manifestation d'insécurité alimentaire ou de malnutrition observée dans une zone donnée à un moment précis, avec un niveau de gravité qui menace des vies, des moyens d'existence, ou les deux, indépendamment des causes, du contexte ou de la durée. La Classification IPC de l'insécurité alimentaire aiguë est hautement sensible aux changements et peut apparaître ou s'aggraver rapidement au sein d'une population, à la suite de changements soudains ou de chocs ayant un impact négatif sur les déterminants de la sécurité alimentaire. La Classification IPC de la malnutrition aiguë vise à identifier les zones où une grande proportion d'enfants sont touchés par la malnutrition aiguë, de préférence mesurée par le Score Z poids-pour-taille (WHZ), mais également par le périmètre brachial (PB / MUAC).

Pour de plus amples informations, contacter:

RAONIVELLO, Andrianianja

Président du GTT IPC Madagascar, BNGRC
nraonivelo@gmail.com

Unité de soutien global IPC
www.ipcinfo.org

Cette analyse a été conduite sous le parrainage du Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes. Elle a bénéficié des soutiens financiers du pays à travers les contributions de la FAO, du PAM, du CBM, du projet PACTE VERT exécuté par la FAO, et financé par l'Union Européenne, ainsi que de l'Unité Globale de Soutien de l'IPC.

La classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition a été réalisée à l'aide des protocoles IPC, qui sont développés et mis en œuvre dans le monde entier par le partenariat mondial de l'IPC - Action contre la faim (AAH), CARE, Catholic Relief Services, le CILSS, le EC-JRC, la FAO, FEWS NET, le Cluster mondial de sécurité alimentaire, le Cluster mondial de nutrition, l'IFPRI, l'IGAD, IMPACT Initiatives, Oxfam, le SICA, la SADC, Save the Children, le PNUD, UNICEF, le PAM, l'OMS et la Banque mondiale.

Partenaires de l'analyse IPC:



ANNEXE 1: ANALYSE COMPARATIVE PERIODE MAI -SEPTEMBRE 2026

La confrontation des classifications d'insécurité alimentaire aiguë (IAA) et de malnutrition aiguë (MNA) a été conduite sur deux fenêtres temporellement alignées de l'année de consommation 2026-2027 : la fenêtre post-récolte (IAA projetée 1 et MNA courante, Juin–Septembre 2026) et la fenêtre de soudure (IAA projetée 2 et MNA projetée 1, Octobre 2026–Janvier 2027). Sur les 23 unités d'analyse, le résultat dominant et constant est que l'insécurité alimentaire se classe à un niveau de sévérité supérieur ou égal à celui de la malnutrition. En post-récolte, l'IAA compte déjà sept districts en Phase 3 quand la MNA demeure majoritairement en Phase 1 ou 2 — Betroka constituant la seule exception, en Phase 3 à une MAG-WHZ de 12,9 % ; l'IAA y dépasse la MNA dans dix districts, concorde dans douze et lui est inférieure dans un seul. Les prévalences d'ensemble (MAG-WHZ de 7,6 % [6,8–8,4] au Grand-Sud et 6,5 % [5,4–7,7] au Grand-Sud-Est) situent une population de 501 793 enfants dans le besoin, augmentée de 20 834 femmes enceintes et allaitantes.

La fenêtre de soudure accentue ce motif. L'insécurité alimentaire atteint son point culminant — sept districts du sud profond en Phase 4 (Urgence), dont le quintette de l'Androy — tandis que la malnutrition progresse plus graduellement, dix districts basculant en Phase 3. Cette dégradation procède de la convergence de la vulnérabilité saisonnière, d'un forçage climatique défavorable — un épisode El Niño fort et un dipôle de l'océan Indien (IOD) positif renforçant le déficit pluviométrique dans le sud à compter d'octobre —, de l'enclavement accru du sud-est en saison des pluies et des cyclones, et de la quasi-absence d'appui humanitaire retenue pour la seconde projection, qui prive la situation de tout effet tampon. L'écart s'élargit en conséquence : l'IAA dépasse la MNA dans quinze unités (contre dix en post-récolte), le quintette de l'Androy s'établissant à +2. Deux recompositions ponctuent la transition : Betroka, inversion de la fenêtre précédente, se résout en concordance (Phase 3 sur les deux dimensions) à mesure que l'insécurité alimentaire rejoint l'émaciation déjà installée ; Ifanadiana émerge comme la nouvelle inversion (MNA Phase 3, IAA Phase 2), d'origine non climatique mais pathologique — prévalence palustre la plus élevée (16,4 %) et exposition à la sécheresse la plus faible (4 %).

À l'horizon terminal (MNA projetée 2, Février–Avril 2027), la malnutrition aiguë se généralise à la Phase 3 dans dix-sept des vingt-trois districts : le rattrapage anthropométrique referme par le haut l'écart qu'avait ouvert l'insécurité alimentaire. La lecture d'ensemble est ainsi celle d'un système où l'IAA fonctionne comme indicateur avancé de la MNA, l'écart entre les deux échelles constituant la signature du décalage temporel entre la dégradation de l'accès alimentaire et l'émaciation qu'elle induit. Cet écart s'ouvre dans la transition post-récolte/soudure, lorsque le signal alimentaire accélère, puis se referme à mesure que le signal nutritionnel le rejoint au cœur de l'hiver austral. Deux chaînes causales structurent ce mouvement : l'une climatique, dominante dans le sud profond, où le déficit pluviométrique place l'IAA en tête ; l'autre morbide, propre au corridor forestier du Grand-Sud-Est, où l'émaciation peut devancer l'insécurité alimentaire.

Trois réserves encadrent cette synthèse. Le statut des phases comparées n'est pas homogène d'une fenêtre à l'autre : la comparaison post-récolte juxtapose une IAA projetée à une MNA observée, tandis que la comparaison de soudure met en regard deux projections, d'où une incertitude accrue dans la seconde. La comparaison demeure une mise en regard de niveaux de sévérité, non d'une métrique commune, les deux échelles reposant sur des construits distincts, consommation et moyens d'existence pour l'IAA, prévalence de l'émaciation pour la MNA, de sorte qu'une concordance numérique n'implique pas une identité causale.

REGION	DISTRICT	IPC INSECURITE ALIMENTAIRE AIGUË (IAA)			IPC MALNUTRITION AIGUË (MNA)		
		MARS - MAI 2026	JUIN - SEPT 2026	OCT 2026 - FEV 2027	MAI - SEPT 2026	OCT 2026 - JANV 2027	FEV - AVRIL 2027
Androy	Ambovombe androy	3	3	4	1	2	2
	Antanimora sud	3	3	4	2	2	3
	Bekily	3	3	4	2	2	3
	Beloha	3	3	4	2	2	2
	Tsihombe	3	3	4	2	2	2
Anosy	Amboasary-atsimo	3	3	4	2	3	3
	Betroka	3	2	3	3	3	3
	Taolagnaro	2	2	3	1	2	2
Atsimo Andrefana	Ampanihy ouest	3	3	4	2	3	3
	Ankazoabo	2	2	2			
	Benenitra	2	2	3			
	Beroroha	2	2	2			
	Betioky atsimo	2	2	3	2	3	3
	Morombe	2	2	3			
	Sakaraha	2	2	3	2	3	3
	Toliary I	2	2	2			
	Toliara II	2	2	3	2	2	3
Atsimo Atsinanana	Befotaka	3	2	3	1	2	2
	Farafangana	2	2	3	2	2	3
	Midongy-atsimo	2	2	3	2	3	3
	Vangaindrano	3	2	3	2	3	3
	Vondrozo	2	2	3	2	3	3
Vatovavy	Ifanadiana	2	2	2	2	3	3
	Mananjary	3	2	3	1	2	2
	Nosy-varika	3	2	3	2	2	3
Fitovinany	Vohipeno	2	2	3	2	2	3
	Ikongo	3	2	3	2	3	3
	Manakara atsimo	2	2	3	2	2	3

ANNEXE 2 : FACTEURS CONTRIBUTIFS DE LA MALNUTRITION AIGUË

FACTEURS CONTRIBUTIFS (FC) — Période courante : Mai 2026 – Septembre 2026 · Cycle d'analyse IPC AMN 2026 · 23 unités d'analyse																								
Dimension	Indicateur / Facteur de risque	GRAND-SUD EST											GRAND-SUD											
		Atsimo Atsinanana					Fitovinany			Vatovavy			Androy					Anosy			Atsimo Andrefana			
		Befotaka	Farafangana	Midongy	Vangaindrano	Vondrozo	Ikongo	Manakara	Vohipeno	Ifanadiana	Mananjary	Nosy-Varika	Ambovombe	Antanimora	Bekily	Beloha	Tsihombe	Amboasary	Betroka	Taolagnaro	Ampanihy	Betioky	Toliara II	Sakaraha
Apport alimentaire inadéquat	Diversité alimentaire minimale (MDD)	5	5	4	5	4	5	5	5	5	4	5	5	5	5	5	4	5	5	5	5	5	5	4
	Fréquence minimale des repas (MMF)	2	2	2	2	2	3	3	3	2	2	1	2	2	2	3	2	2	2	1	3	2	2	2
	Régime alimentaire minimal acceptable (MAD)	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	4	5	5	5	5	5	5	5	5
	Diversité alimentaire minimale – Femmes (MDD-W)	5	4	5	4	4	3	5	5	3	3	4	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Maladies	Diarrhée	1	1	2	2	2	3	3	2	4	2	4	3	2	2	1	3	2	3	2	1	3	3	3
	Dysenterie	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
	Paludisme / Fièvre	1	2	3	2	2	3	2	3	4	4	3	1	2	3	1	1	1	3	2	1	2	1	2
	Infection Respiratoire Aiguë (IRA)	1	1	1	1	1	1	1	1	3	2	2	3	3	3	2	3	2	4	4	5	3	5	5
	Prévalence du VIH/Sida	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
	Choléra ou diarrhée aqueuse aiguë (DAA)	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
	Rougeole	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
Dimensions alimentaires	Résultat de l'analyse IPC AFI/CH	3	2	2	3	2	3	2	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3	2	3	2	2	2
Soins inadéquats aux enfants	Allaitement maternel exclusif (< 6 mois)	2	1	2	2	2	4	3	2	3	2	3	4	3		3	3	3	3	3	3	3	5	4
	Poursuite de l'allaitement maternel à 1 an	1	1	1	1	1	2	3	2	2	1	1	1	2	1	2	1	2	1	1	2	2	2	1
	Poursuite de l'allaitement maternel à 2 ans	1	1	1	2	1	2	2	1	1	1	1	2	2	2	3	2	2	3	1	2	3	2	3
	Introduction d'aliments solides, semi-solides ou mous	2	1	1	2	2	1	2	1	2	2	1	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1
	Restreindre la consommation des adultes (rCSI Q4)	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
Services de santé et environnement sanitaire	Vaccination contre la rougeole (VAR)	5	5	3	3	3	5	4	2	4	5	5	5	5	5	5	4	4	5	3	5	5	5	5
	Vaccination contre la polio	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
	Supplémentation en vitamine A	3	3	2	3	2	3	3	2	2	3	4	4	4	3	3	3	2	4	3	4	3	4	4
	Accoucheur / sage-femme qualifié(e)	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
	Comportement axé sur la santé	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
	Couverture des programmes CMAM (MAS, MAM, ou les deux)	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
	Accès à une quantité suffisante d'eau	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
	Accès à des installations d'assainissement améliorées	5	5	5	5	5	4	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
	Accès à des sources d'eau potable améliorées	5	3	5	3	4	2	3	4	3	3	4	2	4	4	3	4	4	3	3	4	4	3	4

[illegible]